Quatre-vingt-cinquième année. — N° 220. Le Numéro: 15 francs. Jeudi 17 Septembre 1953.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

AVIS

Le numéro 21 du « Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses » paraît ce jour.
Il contient les décret et arrêtés annoncés dans le présent journal portant attribution de diverses médailles ainsi que les tableaux de concours pour la Légion d'honneur et la médaille militaire de l'armée de l'air (active).

Prix: 25 F.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Décret n° 53-832 du 12 septembre 1953 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des maisons d'éducation de la Légion d'honneur (p. 8142).

Décrets du 12 septembre 1953 portant nominations de suppléants de juges cantonaux dans le ressort de la cour d'appel de Colmar et conférant l'honorariat (p. 8142).

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un secrétaire en chef dans le ressort de la cour d'appel de Colmar (p. 8142).

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un greffier (p. 8143).

Décret portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (rectificatif) (p. 8143).

Arrêté du 10 septembre 1953 fixant la date du concours spécial à l'emploi de secrétaire de parquet (p. 8143).

Ministère des affaires étrangères.

Décret du 16 septembre 1953 portant nomination du résident général de la République française à Tunis (p. 8143).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Décret du 1er septembre 1953 portant annulation d'un décret portant attribution de la médaille des évadés (p. 8143).

Décret du 16 septembre 1953 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 8143).

Arrêté portant homologation de grades au titre des forces françaises combattantes de l'intérieur et rectificatif (p. 8143).

Liste des candidats admis en qualité d'apprentis mécaniciens de l'armée de l'air à l'école de Rochefort et aux annexes de Saintes et Nîmes (p. 8145).

Tableau de concours pour la Légion d'honneur de l'année 1953 (armée de l'air, active) (p. 8148).

Tableau de concours pour la médaille militaire (armée de l'air, active) (p. 8143).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Décret du 26 août 1953 autorisant et concédant à la Société minière et métallurgique du Périgord l'aménagement et l'exploitation de la chute de Fumel, sur le Lot, dans les départements du Lot et de Lot-et-Garonne (p. 8148).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté du 16 septembre 1953 portant délégation de signature (p. 8156).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêté du 8 septembre 1953 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 8156).

Arrêtés portant attribution de la médaille d'honneur des postes, télégraphes et téléphones (p. 8156).

Arrêtés portant acceptation de démission, réintégration et mise en disponibilité (services extérieurs) (rectificatif) (p. 8156).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Réunion de commission (p. 8156).

Conseil de la République. — Ordre du jour (p. 8156).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement de personnel enseignant (école nationale d'agriculture de Montpellier) (p. 8156).

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique (p. 8156).

Bulletin de recettes de la Société nationale des chemins de fer français (39e semaine) (p. 8157).

Annonces (p. 8158).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

Assemblée nationale. — Annexes: feuilles 11 et 12 (session de 1953) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 53-832 du 12 septembre 1953 portant relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des maisons d'éducation de la Légion d'honneur.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 revisé par le décret n° 49-509 du 14 avril 1949 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat et relèvement du régime général des retraites;

Vu le décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logement par les personnels civils de l'Etat dans des immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque;

Vu le décret n° 49-910 du 11 juillet 1949 portant fixation du régime d'indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des maisons d'éducation de la Légion d'honneur;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 3, alinéa 1er, du décret n° 49-910 du 11 juillet 1949 est modifié comme suit:

« L'indemnité de charges administratives non soumise à retenues pour pensions civiles allouée à la surintendante et aux intendantes des maisons d'éducation de la Légion d'honneur est fixée, à compter du 1er janvier 1953, aux taux suivants:

CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS	TAUX ANNUEL de l'indemnité.
	Francs.
3e catégorie. — Etablissement comptant de 301 à 500 points	55.000
4e catégorie. — Etablissement comptant de 501 à 800 points	75.000
5e catégorie. — Etablissement comptant de 801 à 1.200 points	100.000
6e catégorie. — Etablissement comptant de 1.201 à 1.700 points	130.000
7e catégorie. — Etablissement comptant plus de 1.700 points	155.000

Art. 2. — Les personnels appelés à bénéficier de l'indemnité susvisée et qui sont logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque ne pourront prétendre à cette indemnité que dans la mesure où les occupations de logement les concernant auront fait l'objet des arrêtés de concessions pris en application du décret n° 49-742 du 7 juin 1949.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PAUL RIBEYRE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
EDGAR FAURE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
HENRI ULVER.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
PIERRE JUIY.

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un suppléant de juge cantonal dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.

Par décret en date du 12 septembre 1953, M. Gault (Joseph-Fridolin) est nommé suppléant du juge cantonal de Ferrette (Haut-Rhin), en remplacement de M. Stolz, dont la démission est acceptée.

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un suppléant de juge cantonal dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.

Par décret en date du 12 septembre 1953, M. Lutt (Emile-Alfred) est nommé suppléant du juge cantonal de Colmar, en remplacement de M. Burger, atteint par la limite d'âge.

Décret du 12 septembre 1953 conférant l'honorariat à un ancien suppléant de juge cantonal.

Par décret en date du 12 septembre 1953, M. Burger (Auguste), ancien suppléant du juge cantonal de Colmar, est nommé juge de paix honoraire.

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un secrétaire en chef dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.

Par décret en date du 12 septembre 1953, M. Auburtin (René), greffier du tribunal cantonal d'Ars-sur-Moselle, est nommé secrétaire en chef du parquet du tribunal de première instance de Metz, en remplacement de M. L'Huillier, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 12 septembre 1953 portant nomination d'un greffier.

Par décret en date du 12 septembre 1953, M. Heitz (Joseph), greffier du régime transitoire au tribunal cantonal d'Erstein, est nommé greffier du tribunal cantonal de Benfeld, en remplacement de M. Wurch, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Décret portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 septembre 1953: page 7967, 1re colonne, lignes 76 et 77, au lieu de: « Pellissier (Marcel-Eugène-Alphonse), avocat général près la cour d'appel de Rennes », lire: « Pellissier (Marcel-Eugène-Alphonse), avocat général près la cour d'appel de Chambéry ».

Concours spécial à l'emploi de secrétaire de parquet.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 7 octobre 1952 portant transformation d'emplois dans les cours et tribunaux;

Vu l'arrêté du 26 juin 1953 fixant les modalités selon lesquelles seront pourvus les emplois créés à la cour de cassation et dans les cours d'appel de la métropole, à l'exception de la cour d'appel de Colmar, en application de la loi du 3 avril 1950;

Vu le décret n° 52-1102 du 26 septembre 1952 portant statut particulier des secrétaires de parquet;

Vu l'arrêté du 7 avril 1953 relatif au concours pour le recrutement des greffiers et des secrétaires de parquet des cours et tribunaux;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1953 portant ouverture du concours spécial pour pourvoir les vingt postes de secrétaires de parquet créés par le décret du 7 octobre 1952,

Arrête:

Art. 1er. — La date du concours spécial prévu par l'arrêté du 26 juin 1953 susvisé pour pourvoir les vingt postes de secrétaires de parquet créés par le décret du 7 octobre 1952, qui avait été fixée au mardi 20 octobre 1953 par l'arrêté du 16 juillet 1953, est reportée au jeudi 5 novembre 1953.

Art. 2. — Le délai d'un mois à compter de la publication de l'arrêté du 16 juillet 1953 susvisé, qui avait été accordé aux candidats pour demander leur inscription aux chefs de la juridiction auprès de laquelle ils exercent leurs fonctions, est prolongé jusqu'au 1er octobre 1953 inclus.

Fait à Paris, le 10 septembre 1953.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice et par délégation:
Le directeur du personnel,
J.-L. COSTA.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 16 septembre 1953 portant nomination du résident général de la République française à Tunis.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 6 juillet 1950 relatif au détachement d'un préfet;

Vu l'article 30 de la Constitution;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Voizard (Pierre-Jean-Paul), préfet hors classe, en service détaché auprès du ministre des affaires étrangères, est nommé résident général de la République française à Tunis, en remplacement de M. de Hauteclocque, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1953.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
JOSEPH LANIEL.

Le ministre des affaires étrangères,
GEORGES BIDAULT.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décret du 1er septembre 1953 portant annulation d'un décret portant attribution de la médaille des évadés.

Tableau de concours pour la Légion d'honneur de l'année 1953 (armée de l'air, active).

Tableau de concours pour la médaille militaire (armée de l'air, active).

Ces textes sont publiés au numéro 21 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

Décret du 16 septembre 1953 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 16 septembre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le conseil de l'ordre entendu, en date du 17 août 1953, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur (faits exceptionnels de guerre et de résistance):

Au grade de chevalier,

A titre posthume.

Arnaldi (Joseph), sous-lieutenant.
Bergeron (Jean-Alexandre), sous-lieutenant.
Cardot (Ernest), lieutenant.
Chanson (Guy-Maurice), lieutenant.
Charlot (Yves-Eugène-Ange-Marie), sous-lieutenant.
Chasseriaux (Jacques), sous-lieutenant.
Duthil (Albert), sous-lieutenant.
Enderlin (Alfred-Emile), sous-lieutenant.
Forest (Jean-Marie), sous-lieutenant.
Fougeroux (André-René-Alfred-Jules), sous-lieutenant.
Frisch (Paul-Henri-Edouard), capitaine.
Gougeon (Robert-Jean-Flacre), sous-lieutenant.
Guyot (Jean-Paul), sous-lieutenant.
Lacroix (Victor), lieutenant.
Lassalle (Georges), commandant
Petit (Robert-Georges-Léon), sous-lieutenant.
Quilliard (François), lieutenant.
Renard (Jacques-Roger), colonel.
Tardy (Pierre-Jacques), sous-lieutenant.
De Zychlinsky (Charles), lieutenant.

Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme; elles annulent les citations accordées pour les mêmes faits.

Homologation de grades au titre des forces françaises combattantes de l'intérieur.

Le secrétaire d'Etat à la guerre,

Vu l'ordonnance du 9 juin 1944 fixant le statut des forces françaises de l'intérieur;

Vu le décret du 20 septembre 1944 relatif au statut des forces françaises de l'intérieur;

Vu l'ordonnance n° 45-321 du 3 mars 1945 portant application aux membres des forces françaises de l'intérieur des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu le décret du 8 mars 1950 modifiant et complétant le décret du 20 septembre 1944 relatif au statut des forces françaises de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1953 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Sont homologués, à titre posthume ou disparu, les personnels des forces françaises de l'intérieur ci-après:

6e RÉGION MILITAIRE

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Meyer (André), né le 10 décembre 1901.

9e RÉGION MILITAIRE

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Laroute (Camille), né le 30 juin 1884, recrutement de Châteauroux, classe 1904, mle 516.

Art. 2. — Sont homologués, à titre pensionnable, les personnels des forces françaises de l'intérieur ci-après:

1re Région militaire

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 15 janvier 1943.)

Koch (Henri), né le 14 décembre 1881, recrutement de Sens, classe 1901, mle 81.

4e Région militaire

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 3 janvier 1942.)

Gilo (Marcel), né le 10 mai 1900

(Pour prendre rang du 10 juillet 1944.)

Levy (André), né le 13 mars 1923.

Dans le grade de caporal.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Soudry (Emile), ne le 5 mai 1908, recrutement d'Aurillac, classe 1928, mle 890.

5e Région militaire

Dans le grade d'aspirant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bueno-Martin (Antonio), né le 11 juillet 1919.

Dans le grade de sergent-chef.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Soulie (Emile), né le 30 septembre 1911.

6e Région militaire

Dans le grade d'adjudant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Roulet (Georges), né le 16 février 1901, recrutement de Poitiers, classe 1921, mle 13826.

7e Région militaire

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 20 juin 1944.)

Richard (Auguste), né le 21 octobre 1916, recrutement de Saint-Brieuc, classe 1936, mle 1167.

8e Région militaire

Dans le grade de commandant.

(Pour prendre rang du 27 janvier 1944.)

Tinland (Maurice), né le 20 mars 1915.

Dans le grade d'aspirant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Fouchère (Maurice), né le 8 mai 1922, recrutement de Lyon, classe 1942, mle 26566.

Dans le grade d'adjudant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Itzkowitch (Gustave), né le 23 décembre 1922.

Rouel (Alexandre), né le 12 décembre 1907, recrutement de Clermont-Ferrand, classe 1927, mle 1387.

Dans le grade de sergent-chef.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Dalphin (Pierre), né le 2 août 1909, recrutement de Bourg, classe 1929, mle L. 235.

Venturini (Lorenzo), né le 13 août 1899.

Dans le grade de sergent.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Comte (Albert), né le 27 décembre 1922, recrutement de Lyon, classe 1942, mle 25632.

Cortial (François), né le 15 janvier 1906.

Art. 3. — Sont homologués les personnels des forces françaises de l'intérieur ci-après:

1re Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bravelet (Geneviève), née le 26 décembre 1907.

Lunel (Robert), né le 23 juillet 1896, recrutement de Lisieux, classe 1916, mle 778.

Parisel (Gaston), né le 4 septembre 1897.

4e Région militaire

Dans le grade de capitaine.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Fertig (Joseph), né le 24 avril 1918, recrutement de Saverne, classe 1938, mle 792.

Rivière (Yves), né le 10 novembre 1912, recrutement de Toulouse, classe 1932, mle 1563.

Teyssier (Louis), né le 10 juillet 1913, recrutement de Périgueux, classe 1933, mle 2099.

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Arassus (Jules), né le 3 décembre 1900, recrutement d'Agen, classe 1920, mle 878.

Nassif (Aref), né le 10 janvier 1911.

Raynaud (Marc), né le 5 décembre 1919, recrutement de Poitiers, classe 1939, mle 332.

Serre (Jean), né le 14 février 1909, recrutement de Limoges, classe 1929, mle 167.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Dupont (Jules), né le 16 mai 1913, recrutement de Valenciennes, classe 1933, mle 687.

Salles (Maurice), né le 13 août 1922, recrutement d'Agen, classe 1942, mle 900 T. 41.

Suertegaray (Alphonse), né le 6 août 1911.

(Pour prendre rang du 10 juillet 1944.)

Ehrenberg (Henri), né le 23 juillet 1914.

Dans le grade d'adjudant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Vedrenne (Gaston), né le 31 octobre 1903.

5e Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Achard (Henri), né le 21 mai 1916, recrutement de Montpellier, classe 1936, mle 78.

Etienne (Silvie-Pierre), né le 28 avril 1907, recrutement de la Guadeloupe, classe 1927, mle 43.

Hvostoff (Wladimir), né le 20 janvier 1915, recrutement de Nice, classe 1935, mle 1963.

Roubertier (Laurent), né le 5 janvier 1922.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Bausch (René), né le 24 février 1908, recrutement de la Seine (1er bureau), classe 1928, mle 1757.

Bonzom (Gilbert), né le 16 juillet 1922, recrutement de Toulouse, classe 1942, mle 7764.

Magnan (André), né le 17 mars 1914, recrutement de Pau, classe 1934, mle 375.

Peleija (André), né le 23 juillet 1905, recrutement de Perpignan, classe 1925, mle 1121.

Zakhejm (Moïse), né le 20 octobre 1915.

(Pour prendre rang du 25 juin 1944.)

Perreau (Robert), né le 26 octobre 1921.

(Pour prendre rang du 9 août 1944.)

Vanuxem (Paul), né le 20 janvier 1912, recrutement de Toulouse, classe 1932, mle 929.

6e Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Carisio (René), né le 10 août 1920, recrutement de Nice, classe 1940, mle 3669.

7e Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Coppens (Alexis), né le 3 novembre 1923.
Schwarzentruber (Alfred), né le 21 octobre 1901, recrutement de Belfort, classe 1921, mle 1210.
Tremeau (Marcel), né le 28 juillet 1913, recrutement de Bourges, classe 1933, mle 1511.

(Pour prendre rang du 22 août 1944.)

Tyczinsky (Nicolas), né le 21 juin 1916.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Gauche (Charles), né le 8 décembre 1901, recrutement de Vesoul, classe 1924, mle 423.
Perreau (Robert), né le 9 septembre 1919, recrutement de Dijon, classe 1939, mle 1372.

(Pour prendre rang du 1er juillet 1944.)

Roger (Louis), né le 16 octobre 1920, recrutement de Dijon, classe 1940, mle 946.

8e Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Chagny (Jean-Louis), né le 7 novembre 1912, recrutement du Rhône-Nord, classe 1932, mle 3477.
Chevret (André), né le 15 mars 1922.
Garro (Maurice), né le 12 avril 1922.
Jomard (Pierre), né le 5 août 1901, recrutement de Belley, classe 1921, mle 1195.

(Pour prendre rang du 1er août 1944.)

Rouglan (Pierre), né le 28 juin 1918, recrutement de la Seine (6e bureau), classe 1938, mle 2323.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Dufrenne (Jean), né le 16 janvier 1912, recrutement de la Seine (1er bureau), classe 1932, mle 81.
Gaud (Bernard), né le 8 janvier 1918, recrutement d'Annecy, classe 1938, mle 723.
Klajn (Rywka), née le 5 mars 1914.

(Pour prendre rang du 1er août 1944.)

David (Robert), né le 5 avril 1921.

(Pour prendre rang du 2 août 1944.)

Demor (René), né le 5 octobre 1920, recrutement de Vesoul, classe 1940, mle 667.

(Pour prendre rang du 10 août 1944.)

Weill (Robert), né le 13 août 1918, recrutement de Saverne, classe 1938, mle 637.

Dans le grade d'aspirant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Clauzin (Henri), né le 9 mai 1923, recrutement de Clermont-Ferrand, classe 1943, mle 1086.

9e Région militaire

Dans le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Battestini (Jean), né le 7 mars 1904, recrutement d'Ajaccio, classe 1924, mle 972.
Gimbert (Emile), né le 1er juin 1920.
Pacaud (Gustave), né le 15 mai 1914, recrutement de Rennes, classe 1934, mle 272.
Wietrzniak (Maurice), né le 23 mai 1924, recrutement de Marseille, classe 1944, mle 14329.

(Pour prendre rang du 20 août 1944.)

Rechner (Paul), né le 25 octobre 1899, recrutement de la Seine (1er bureau), classe 1919, mle 1761.

Dans le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Brageot (Henri), né le 1er novembre 1920, recrutement de Marseille, classe 1940, mle 635.
Meyran (Léon), né le 26 septembre 1916, recrutement de Digne, classe 1936, mle 190.
Quaranta (Victorin), né le 14 décembre 1894.

Art. 4. — Les homologations prononcées au titre de l'article 1er du présent arrêté acquièrent le caractère d'homologation à titre posthume dès l'établissement de l'acte de décès.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 septembre 1953.

Pour le secrétaire d'Etat à la guerre et par délégation:
Le chef de cabinet,
HENRI MAZOYER.

Homologation de grades au titre des forces françaises de l'intérieur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er septembre 1953: page 7748, 1re colonne, 8e région militaire, au lieu de: « Dans le grade de sous-lieutenant. (Pour prendre rang du 9 juin 1944.) Beneo (Julian), né le 23 avril 1926 », lire: « Dans le grade de sous-lieutenant. (Pour prendre rang du 9 juin 1944.) Beneo (Julien), né le 23 avril 1926 ».

Liste des candidats admis en qualité d'apprentis mécaniciens de l'armée de l'air à l'école de Rochefort et aux annexes de Saintes et Nimes.

(Décision ministérielle n° 6279/EMP/5 du 24 août 1953.)

I. — EN PREMIERE ANNEE

Ecole de Saintes.

A. — Sans concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Blanchard (Christian-J.-B.-E.-P.).
Derouin (Gérard-P.-R.).
Jolas (William-A.-G.).
Richard (René-G.-C.).

B. — Avec et sans concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

A'leene (Jean-Claude).
Aubry (Bernard).
Baert (Christian).
Bouin (Georges)
Brun (Gérald).
Durand (Claude).
Finck (Roland).
Gilares (Gilbert).
Légeron (Jean).
Lengagne (Robert).
Lourson (Jean-Pierre) (5).
Mourey (Gilles).
Gerbaud (Alain).
Marcel (José).
Morin (Yves).
Piqué (Jean-Claude).
Puéchegut (Max).
Quignon (Jean).
Roux (Raymond).
Saint-Léger (Jean-Pierre).
Solange (Georges).
Taeger (Donat).
Theuriet (Claude).
Tranchant (Claude).
Vialle (Jacques).

C. — Après concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Adam (Roger).
Allain (Gérard).
Allienne (Gérard).
Ansart (André).
Arbefeuille (Jean-Paul).
Ardain (Armand).
Arnould (Charles).
Austruy (Pierre).
Bacle (Jean-Claude).
Barbariol (Lucien).
Barbieu (Claude).
Battaglini (Gérard).
Baudot (André) (4).
Baudry (Max).
Bauval (Jean-Marie).
Berton (André).
Bertrand (René).
Beurton (Gabriel).
Bianco (Janny).
Billa (Robert).
Blain (Claude).
Blanchard (Michel).
Bonnal (Pierre).
Boschetti (Jean-Baptiste).
Bouix (André).
Bourreau (Jean-Pierre).
Bourseaud (Henri).
Bressange (Jacky).
Breton (Gaston).
Cabanes (André).
Cammas (Henri).
Cabrol (Jean-Louis).
Capdepon (Charles).
Capilliez (René).
Caray (Guy).
Caspar (Gérard).
Cassiède (Jean-Claude).
Caziot (Jean-Jacques).
Chambaron (Bernard).
Chambon (Jacques).
Charrier (Jacques).
Chavanat (Paul).
Cheveaux (René).
Chicher (Alain).
Chopinet (Philippe).
Clément (Michel).
Clémenti (Jean).
Cliche (Jean-Pierre).
Cochet (Claude).
Cointepas (Jean-Claude).
Collignon (Marc).
Collin (Jean-Claude).
Combret (Jean-Claude).
Constant (Georges).
Costes (Christian).
Cotelle (Bernard).
Coudon (Claude).
Coudreau (Guy).
Couillerot (Roger).
Courtois (Bernard).
Coutant (Bernard).
Daffa (Jean-Jacques).
Daniel (Jacques).
Darbos (Claude).
Dauchel (Gérard).
Delacourt (Régis) (3).
Delbreil (Jean-Jacques).
Delestit (Marcel).
Delobel (Paul).
Delorme (Jacques).
Denis (Jean).
Deroo (Jean-Pierre).
Derumier (Jean-Claude).
Derynck (Guy).
Deveaux (Daniel).
Devos (Robert).
Diemert (Jacques).
Dilauro (Jean).
Dol (Claude).
Doméon (Yannick).
Dominic (André).
Dommange (Jacques) (4).
Dorée (Pierre).
Dubessy (Daniel).
Ducerisier (Francis).
Duforestel (Guy).
Dupas (Claude).
Dupont (Robert).
Dupuis (Jean).
Dupuy (Jacques).
Dupuy (Robert).
Duret (Jacques).
Eilier (René).
Elliot (Richard).
Etienne (Claude).
Ettori (Jacques).
Falconnat (Robert).
Fauconnet (Jack).
Ferrier (Daniel).
Flicourt (Bernard).
Font (Antoine).
Fosse (Michel).
Frayssinhes (Claude).
Fruchard (Jean-Marie).
Furcy (Claude).
Galliez (Pierre).
Garrabos (Jacques).

Voir notes à la fin de la liste.

Gautier (Guy).
Gément (Louis).
Gervereau (Jean-Claude).
Gey (Serge).
Goguel (Bernard).
Gouranton (Emile).
Gouzon (Bernard).
Grand-Mourcel (Pierre).
Granger (James).
Gratzer (Jean-Pierre).
Grenu (Robert).
Guérin (Jack).
Guichon (Jean).
Guiguet (Claude).
Guilhem (Jean).
Guillot (Christian).
Guyot (Gilbert).
Henry (Jean-Claude).
Héraud (Jacquy).
Hermel (Michel).
Jacques (Jean-Claude)
Jeantils (Hubert).
Jégo (Jean-Claude).
Labbé (Jean).
Lacaze (Michel).
Laffitte (Claude) (4).
Lafond (Jean-Marie).
Lamothe (Claude).
Lasserre (Claude).
Launay (Alain).
Lauriol (Richard).
Lauze (Jean-Claude).
Léger (Alain).
Léger (Jean).
Le Goslés (Robert).
Le Gousse (Maurice).
Le Lan (Georges).
Le Mat (Jean).
Lesage (Roger).
Lever (Jean-Paul).
Lhopital (Jean).
Lorgeoux (Marcel).
Lorrain (Bernard).
Loterie (Gérard).
Luneaud (Jean-Pierre).
Lussin (Gérard).
Magnien (Serge).
Mahieau (Claude).
Mahet (Daniel).
Mallard (Max).
Martin (Bernard).
Marty (Claude).
Massies (Henri).
Mayeur (Bernard)
Menoud (Robert).
Mercadier (Christian).
Merour (Maurice).
Miale (Bernard)
Milbert (Claude).
Millet (Jean-Claude).
Mirambeau (Guy).
Mireaux (Jean).
Mohen (Michel).
Mongeau (Roland).
Morel (Jean).
Morel-Chevillet (Pierre).
Morin (Gilbert).
Moussou (Pierre).
Nasri (Arsène).
Naujac (Jean-Pierre).
Navassartian (Jean).
Nicolas (Jean Etienne).
Odin (Jean-Pierre).
Ortega (Jean).
Orvoen (Jean-Claude).
Pages (René).
Paris (Roger).
Pascal (Claude).
Passabet-Labiste (Alain).
Passal (André).
Pauchet (Jacques).
Peiffer (Roger).
Pelle (Christian).
Pencalet (Roland).
Petitjean (Guy).
Piétri (Jacques).
Philip (Hubert).
Pinel (Guy).
Piron (Louis).
Plane (Pierre).
Plassard (Henri).
Plisson (Jean Claude).
Pompier (Jean).
Portal (Alain) (4).
Pouchet (Bernard).
Poulvet (Christian).
Precigout (Jean-Pierre).
Quatrelivre (Etienne).
Rasolofondramaika (Louis).
Rebeyrol (Guy).
Renon (Gabriel).
Reynaud (Louis).
Richard (Dominique).
Rivot (Bernard).
Rollin (Jean).
Rollenger (Joseph).
Rouch (Robert).
Rouquette (Michel).
Rousseau (André).
Rouvet (Jacques).
Rozec (Xavier).
Ruby (Guy).
Saboureau (Gérard).
Sabourin (Claude).
Salel (Jean-Pierre).
Sango (Jean-Claude).
Saphores (Jean-Claude).
Savin (Marc).
Sbetta (Flavien).
Schwartz (Marc).
Séjaud (Jean-Louis).
Soudat (Pierre).
Spaccarotella (Claude).
Stoker (Jacques).
Suzanne (Joseph (4).
Tcherniach (Roland).
Thomas (Jean).
Thuilliers (Jean-Pierre).
Tintelin (Bernard).
Toureille (Michel).
Tregon (Albert).
Vabois (Jacques).
Vieljeuf (Alain).
Viste (Michel).
Vollmer (Jacques).
Willoquet (Raymond).
Wohlfarth (Jean-Louis).
Fuschs (Guy).
Rigollet (Jean-Jacques).

Ecole de Nimes.

A. — Sans concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Moreau (Jean-A.-P.). | Valat (Henri-L.).

B. — Avec et sans concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Batteux (Pierre) (5).
Dufour (André).
Dupéroux (Bernard).
Genniaux (Louis).
Ledeur (Michel).
Louis (Claude).
Milouet (Serge).
Morozeau (Jean).
Murzeau (Jean-Claude).
Planche (Jean-Pierre).
Radureau (Jean).
Rey-Cala (James).

C. — Après concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Achille (Jacques).
Adam (Léon).
Alaga (Robert).
Allemand (Francis).
Averseng (Jean-Louis).
Baeckelandt (Maurice).
Batais (Joseph).
Baumont (Michel).
Belin (Paul).
Bernad (Michel).
Bongain (Bernard).
Bony (Daniel).
Borre (Henri).
Brun (Roger).
Caris (François).
Caroffe (Louis).
Carfantan (Loïc).
Chenault (Roger).
Claustres (Jean-Baptiste).
Cointe (Jean-Paul).
Convers (Pierre).
Dallon (Jean-Paul).
Dejouannet (André).
Delga (Jacques).
Deschamps (Jacques).
Esculpavit (Michel).
Fifis (Michel).
Florent (Etienne).
Gaillard (Jean-Claude).
Garre (Michel).
Garrigues (André).
Gauthier (Jacques).
Godard (Alain).
Godrie (Claude).
Gombert (Edmond).
Grolleau (Claude).
Guiho (Jean-François).
Guillard (Jean-Claude)
Guillot André).
Guillemet Jean).
Guy René).
Hollender (Jean-Claude).
Jolly (Claude).
Jarbin (Philippe).
Jouanet (Jacques).
Lacoste (Michel).
Lagrange (Jean-Louis).
Lamarque (Henri).
Lamoureux (Jacques).
Lasne (Bernard).
Le Belleguic Christian).
Leclercq (Bernard).
Le Pitre (Jean).
Lirou (Jean).
Lorban (André).
Lorillon (Yves).
Loze (Henri).
Marchard (Jean).
Marquette (Bernard).
Martin (Bernard).
Malherbe (Pierre).
Marot (Hubert).
Martin (Yves).
Misman (Serge).
Monnin (Roland).
Monot (Henri).
Moria (Raymond).
Morin (Fernand).
Mourier (Gérard).
Olivier (Pierre).
Pamart (Gilbert).
Pérez (Henri).
Pernet (Gaston).
Péronnet (Henri).
Phillips (Georges).
Pipet (Jacques).
Pitavy (Michel).
Pilot (Jean-Claude).
Porcot (Jean).
Poublanc (Marcel).
Pruvost (Gérard).
Pucheux (Pierre).
Ramond (Etienne).
Renard (Jean-Claude).
Roussel (Jean-Baptiste).
Siau (Gabriel).
Stampanoni (Jean-Louis).
Thoron (Gilbert).
Valitchek (Michel).
Vasseur (Georges).
Verger (Richard).

Ecole de Saintes.

A. — Avec et sans concours

Candidats devant entrer à l'école le 5 janvier 1954.

Bonnotte (Jean-Pierre) (3).
Bouveau (Jean-Claude).
Gentil (Gérard).

Candidats devant entrer à l'école le 5 janvier 1954.

Adilly (Christian).
Aimé (Jacques).
Alexandre (Jacky).
Alram (Yvon).
André (Bernard).
Angéli (Bruno).
Auclair (Bernard).
Augenbre (Jean-Claude).
Azéma (Michel).
Bachelier (Bernard).
Baleydier (Jean).
Barbier (Jacques).
Berthel (Robert).
Beausoleil (André).
Beccaud (Jacques).
Belot (Raymond).
Bérard (Claude).
Berger (Jean-Claude).
Bergey (Gérard).
Bernard (Paul).
Bernot (Jacques).
Berthe (Guy).
Berto (Jacques).
Beurtheret (Jacques).
Billon (Bernard).
Blandin (André).
Blondey (Gilbert).
Bocquel (Robert).
Boëri (Joseph) (4).
Boidron (Paul).
Bois (Maurice).
Bonnet (Jean).
Bonnière (Jean).
Borens (Gérard).
Boudy (Christian).
Bousquet (Pierre).
Bouvier (Guy).
Bozonnet (André).
Brélière (Denis).
Breton (Jean).
Brien (Guy).
Brillet (Yannick).
Brissonnet (Georges).
Brouard (Claude).
Bruneau (Jean-Claude).
Caillaud (Jacques).
Calme (Jean).
Capdevieille (Jean).
Carotenuto (Armand).
Carré (Jacques).
Carrière (Marcel).
Castagne (Daniel).
Casterot (Claude).
Cellier (Gérard).
Chable (Joël).
Chaillou (Michel).
Chaissac (Jean-Claude).
Chanet (Roger).
Chapeau (René).
Charles (Jean-Marie).
Chippeaux (Maurice).
Chuilon (Joseph).
Clerc (Xavier).
Collet (Michel).
Commencas (Pierre).
Cornaut (Robert).
Cosquer (Pierre).
Cotentin (Bernard).
Coudurier (Maurice).
Courtois (Daniel).
Coutenet (Albert).
Couturier (Albert).
Daigre (Guy).
Dalvy (Jean-Claude).
Damelincourt (Henri).
Daudé (Gérard).
Daurat (Michel).
Dautria (Jean-Pierre).
David (Pierre).
Degoi (Jean-Paul).
Delage (Franck).
Delangle (René).
Delebarre (Rodolphe).
Delle-Vedove (Christian).
Delorme (Michel) (4).
Deparme (André).
Dequeecker (Jean).
Desaintjean (Michel).
Desjours (Pierre).
Deslandau (Serge).
Dhuicques (Jean).
Dierickx (Jean).
Drevon (Christian).
Dubos (Handy).
Dumas (Marc) (4).
Dumont (Jean-Claude).
Dupont (Bernard).
Dureisseix (Fernand).
Duverger (Michel).
Espinat (Gérard).
Farsy (Alain).
Faucon (Denis).
Faure (Roger).
Favier (Jean-Paul).
Fayot (Max).
Finestre (Pierre).
Fleureau (Joseph).
Fourquet (André).
François (René) (4).
Fraysse (Daniel).
Fraysse (Jean-Pierre).
Fugier (Claude).
Gault (Jean).
Gaye (Jean-Louis).
Gayraud (Yves).
Genty (Jacques) (3).
Géry (Michel).
Gibault (Yves).
Girardin (Roland).
Gisson (Jean) (3).
Gois (Jack).
Gonneland (Daniel).
Gouajo (Gilbert).
Granger (Bernard).
Gravereau (Michel).
Grenot (Claude).
Grimaud (Daniel).
Guillemin (Joseph).
Guitteny (Jean-Claude).
Hary (Gérard).
Hazillon (Noël).
Henry (Alain).
Hervé (Jean).
Hontans (Jean-Claude).
Houtin (Maurice).
Hugues (Jean-François).
Iehl (Robert).
Imbert (Georges).
Jaskulke (Claude).
Jezouin (Kléber).
Joly (Jean-Claude).
Joncour (Jean).
Jude (Michel).
Kaieser (Jocelin).
Kergoat (Ghislain).
Klein (Bernard).
Kravtzoff (Jean-Jacques).
Lacabanne (Jean-Pierre).
Lafontaine (Jean).
Lairot (Jacques).
Lamalle (Pierre) (3).
Lamiable (Claude).
Lange (Yves).
Lansade (Christian).
Lapierre (Maurice).
Laplagne (Roger).
Lassauzay (Michel).
Launay (Yves).
Leblin (Jean) (4).
Le Calve (Guy).
Leclercq (Pierre).
Le Corre (Guillaume).
Lefèvre (Michel).
Le Gall (Michel).
Le Lan (Raymond).
Lenain (Pierre).
Le Pendeven (Jean-Louis).
Llado (Georges).
Lore (Claude).
Loux (Raymond) (5).
Lussin (Michel).
Maillot (Yves).
Maisoneuve (Christian).
Maizou (Guy).
Mamont (François).
Marchal (Bernard).
Marchetti (André).
Margarit (Jacques).
Marichez (Victor).
Martel (Jean-Louis).
Martin (Didier).
Martinet (Bernard).
Marye (Claude).
Mathis (Claude).
Mauchausse (Jean).
Massa (Louis).
Menier (Michel).
Michaut (Pierre).
Millaut (Jean).
Moreau (Bernard).
Morio (Jean-Marie) (3).
Mouilleron (Claude).
Mourer (Jean-Pierre (4).
Mulochau (Jean-Pierre).
Nicolas (Jean-Pierre-Emile).
Nicolas (Paul-Jean).
Nicot (Michel).
Normand (René).
Oillo (Alain).
Ollier (Pierre).
Paillard (Guy).
Pailler (Jean-Claude (3).
Papin (Jacques).
Parent (Serge).
Pattedoie (Michel) (3)
Pelardy (Jean).
Peloffi (Alain).
Peltier (Jean).
Perez (Marcelin).
Perrier (Alain).

Voir notes à la fin de la liste.

Voir notes à la fin de la liste.

Personnic (Georges).
Pham-Hung (2).
Pichat (Yves).
Pierlot (Jacques).
Piet (Jean-Pierre).
Pinot (Yannick) (4).
Pirez (Emile).
Plourde (Jacques).
Poizat (Alain).
Poulain (Daniel).
Praud (Jacques).
Prince (Joachim) (3).
Pujolo (Jacques).
Queyroy (Michel).
Ralaison (Jean).
Ravaux (Bernard).
Reboullet (Jean).
Remazeilles (Christian).
Rethore (Robert).
Ricard (Georges).
Rigobert (Pierre).
Robert (Jean-Claude).
Rochat (Gérard).
Ronan (Martial).
Royer (Jack).
Sabatier (Jacques).
Sambres (Roger).
Sauvage (Daniel).
Schmitt (Lucien).
Seeger (Claude).
Ségué (Marcel).
Servanty (Christian).
Sidobre (Serge).
Specty (Michel) (3).
Stromboni (Lucien).
Teilhet (Denis).
Teytaut (Michel).
Tinarrage (Christian).
Topalian (Edouard).
Trémeau (Jean-Jacques).
Tricart (Claude).
Toolfigue (Bernard).
Troussard (Maurice).
Tulli (Bernard).
Urquijo (Ange).
Vaugeois (Francis).
Ventura (Jean).
Verdon (Gilbert).
Vidaud (Alexis).
Vié (Fred) (4).
Vintillas (Henri).
Wagnières (Claude).
Wateau (Michel).

Ecole de Nimes.

Candidats devant entrer à l'école le 5 janvier 1954.

Adet (Francis).
Agremont (André).
Aiard (Guy).
Alibert (Bernard).
André (Albert).
André (Jean-Louis).
Ardouin (Claude).
Audard (Claude).
Aulem (Jean-Marie).
Azzopardi (Jean-Pierre) (2).
Baillard (Christian).
Baradet (Georges).
Barolat (Roger).
Baudry (William).
Beausse (Bernard).
Befflore (André) (4).
Belot (Roger).
Bergeas (Philippe).
Bergerot (Lucien).
Bernard (Jean-Pierre).
Bernos (Philippe).
Berquier (James).
Berthouly (André).
Berton (Bernard).
Bierce (René).
Blache (Alain).
Blas (André).
Bodin (Pierre).
Bodin (Michel).
Boget (Jean) (4).
Bois (Francis).
Boistard (Marcel) (4).
Bonnet (Pierre).
Bonnetie (José).
Boudet (René).
Bourgeat-Lami (Gérard).
Bouvier (Gérard).
Boyer (Alain).
Brard (Michel).
Bretin (Jean).
Bricard (Michel).
Brière (Jean-Pierre).
Brisset (Jean-Pierre).
Brossaud (Jean).
Brûlé (Guy).
Busi (Albert).
Calendini (Claude).
Calviac (Henri).
Capgras (Michel).
Carrasco (Jean).
Castaing (Jacques).
Castay (Michel).
Casula (Michel).
Cevaer (Daniel) (4).
Chaillou (Charles).
Chainet (Christian).
Chalançon (Claude).
Chantreux (Jean-Claude) (4).
Chardot (Georges).
Chauvet (Jean).
Chort (André).
Chung-Wing (Paul-Roger) (4).
Clermont (Pierre) (4).
Colombani (Jean).
Coquillaud (Claude).
Cornec (Michel).
Costa (Eugène).
Cotler (Alain).
Coue (Claude).
Coustelle (Jacques).
Coutureau (Jean-Pierre).
Cueno (André).
Dalla-Libera (Maurice).
Damas (Alain).
Dardanne (Robert).
Daumont (Pierre).
Daure (Guy).
Douvin (René).
Dayber (Serge).
Dejean (René).
Delahaye (Robert).
Delayance (Claude).
Delhon (Daniel).
Delord (Claude).
Denis (Guy).
Deprès (Raymond).
Derbois (Jacques).
Deschamps (Henri) (4).
Desplanque (Daniel).
Dignan (Max).
Dubois (Christian).
Dubourg (Claude).
Ducret (Claude).
Dugoujon (Jacques) (3).
Dumas (Paul).
Dunyach (Guy).
Dupont (Claude).
Durhone (Paul).
Escarieux (Emile).
Fabien (Jacques).
Faucher (Georges).
Fauré (Bernard).
Faurel (Pierre).
Ferrer (Alain).
Filamant (Pierre).
Flochlay (Pierre).
Frances (Jean-Claude).
Francou (Désiré).
Fromentin (Lucien).
Garnier (Luc).
Gauvillez (Christian).
Gayet (Jean).
Gelling (Robert).
George (René).
Giannini (Jean).
Giordano (Gilbert).
Girault (Jean-Pierre).
Glemba (René).
Gomez (Denis).
Gontrand (Gérard).
Gouffier (Yves).
Grancon (Guy).
Grasset (Daniel).
Grelat (Serge).
Griet (François).
Guidal (René).
Guiot (Gilbert).
Haize (Alain).
Haumey (Georges).
Helfter (Gérard).
Herbette (Jacques).
Holtzer (Jean-François).
Hostion (Jacques).
Huguenin (Serge).
Humbert (Gilles).
Ihry (Jean-Paul).
Jacquelin (Guy).
Jeanfaivre (Daniel).
Joly (Lionel).
Joubert (Jean).
Jurek (Janusz).
Kergastel (André).
Kerneis (Yves).
Klein (Joseph).
Labouyrie (Jean).
Lafitte (André).
Laget (Tony).
Lalouette (Michel).
Lambert (Max).
Lamy (Bernard) (4).
Langlet (André).
Lanusse (Claude).
Laporte (Alain).
Lauer (Roger).
Laurencot (Jean).
Lavallade (Lionel).
Le Cabec (Claude) (4).
Le Corre (Daniel).
Lefebvre (Jean).
Lelur (Jacques) (4).
Legat (André).
Le Mouel (Claude).
Le Pape (André) (4).
Levat (Georges).
Lombard (Yves).
Louchez (Michel).
Levat (Jean-Paul).
Lundy (Jean-Louis).
Maire (Gérard).
Maizou (Claude).
Malty (Jack).
Marchadier (Bernard).
Marchal (Jean).
Maréchal (Jacques).
Marguin (Jean).
Marleau (Pierre).
Marthiens (René).
Martin (Jean-Marie) (4).
Martinez (Fernand).
Massenaud (Jean-Claude).
Matteacci (Paul).
Maury (Germain).
Meignel (Christian).
Mesples (Claude).
Michaux (Noël).
Montambaux (Claude).
Morin (Louis) (4).
Mortel (Daniel).
Moujeard (Robert).
Munoz (Roger).
Nicolas (Jean-Pierre).
Nicolas (Michel).
Noël (Claude).
Ogez (Gilles).
Olivier (Michel).
Orgeron (Jacques).
Paillas (Claude).
Papegeay (Jean-Pierre).
Papoutaud (Bernard).
Parodi (Ernest).
Payneau (Jean).
Pelissier (Claude).
Perez (Angel).
Perrin (Robert) (3).
Peyrache (Jean).
Philippe (René).
Pierre (Jean).
Pierson (Michel).
Pilot (Gérard).
Pinot (Robert).
Pivot (Yves).
Poinsignon (Jacques).
Poletti (Antoine).
Polli (Jacques).
Poulain (Jacques).
Pourteyroux (Robert).
Prevot (Claude).
Puech (Georges).
Quevreux (Gérard).
Rafiguon (Guy).
Rasamelimanana (David).
Ravaze (Philippe).
Rech (Michel).
Renard (Claude).
Rey (Gérard).
Richaud (Yves).
Richer (Jean-Maurice) (3).
Rimasson (René).
Robin (Yves).
Rognon (Gilbert).
Roussel (Serge).
Rumeaux (Julien).
Saison (Michel).
Sauge-Merle (Jean).
Sauvage (Pierre).
Scholtit (Marcel).
Segonne (Jacques).
Seuil (Gérard).
Sicko-Bernel (Jean).
Silvy (Christian).
Squaglia (Jean).
Sylvert (Raphaël).
Tergella (Camille).
Thiriet (Jean).
Tonnerre (André).
Torchin (Marcel).
Tribout (Gérard).
Tripier (Moïse).
Trotobas (Marcel).
Tuaux (Jean-Claude).
Uboldi (Robert) (4).
Vannier (Marcel).
Vedel (Gilles).
Verdié (Charles).
Vernier (Bernard).
Vienne (Gérard).
Vouriot (Pierre) (4).
Wallaere (Jean).
Wolf (Elie).
Zonber (Jean).
Zsilina (Joseph).

Voir notes à la fin de la liste.

II. — EN DEUXIEME ANNEE

Ecole de Rochefort.

A. — AVEC ET SANS CONCOURS

Candidat devant entrer à l'école le 14 septembre 1953.

Marc André.

B. — APRÈS CONCOURS

Candidats devant entrer à l'école le 14 septembre 1953.

Alachian (François).
Avril (Michel).
Ballot (Georges).
Bancilhon (François).
Baptiste (René).
Bartissol (Claude).
Bayle (René).
Bazet (Louis).
Beal (Guy).
Beaudroit (André).
Beaujean (Gilbert).
Belmonte (Roger).
Bichet (Claude).
Boiron (Guy).
Bouisset (Claude).
Boulet (Claude).
Bourget (François).
Boussie (Guy).
Brailliet (Claude).
Brunet (Guy).
Carmier (Jacques).
Caron (Pierre).
Cathelina (Jacques).
Charme (Pierre).
Cistacq (Gilles).
Combe (Guy).
Comte (Auguste).
Convert (Roland).
Derat (Pierre).
Dos-Santos (Christian).
Drouet (Serge).
Dupont (Roger-Claude).
Fenet (Daniel).
Fournier (Jean).
Fradin (Yvon).
Gibello (Robert).
Glorget (Sylvain).
Glot (Gérard).
Godelier (Michel).
Gras (André).
Guiraud (Roger).
Guirriec (Alain).
Guyot (Bernard).
Haensler (Pierre).
Jacquet (Hubert).
Jacquinot (Georges).
Kehr (Robert).
Leaute (Joseph).
Le Bon (Michel).
Leclerc (Michel).
Lenes (Louis).
Marceau (Michel).
Masson (Henri).
Mayjonade (Jacques).
Meire (Pierre).
Mourat (Jean).
Moulon (Guy).
Odier (Léon).
Papini (Maurice).
Pauchard (Jean-Pierre).
Piaser (Christian).
Planque (Marceau).
Pradere (Francis).
Pujol (Pierre).
Raynal (Gilbert).
Renaudin (Claude).
Rignol (Jean-Pierre).
Rivière (Michel-Claude).
Rivière (Yves).
Romand (Claude).
Salles (Robert).
Savina (Jean).
Specogna (Lucien).
Techer (Yves).
Teneur (Michel).
Teruel (Joseph).
Thébault (Pierre).
Thiébaut (Daniel).
Verduyn (Henri).

Candidats devant entrer à l'école le 1er janvier 1954.

A. — SUR TITRES

Candidat devant entrer à l'école le 5 janvier 1954.

Bonnet (Guy) (1).

B. — APRÈS CONCOURS

Candidats devant entrer à l'école le 5 janvier 1954.

Albes (Jean).
Anicet (Roger).
Annest (Lionnel).
Autin (Marcel).
Palemboi (Jean-Pierre).
Bandet (Jean) (4).
Barbier (Claude).
Barbier (Jean-Claude).
Bardon (Francis).
Battesti (Frédéric).
Baudel (Michel).
Baudry (Guy).
Bayard (André).
Belin (Guy).
Beton (Marc).
Beyer (Edmond).
Bihannic (François).
Billiotte (Guy).
Botliot (Jacques).
Bonny (Max).
Bousquet (Henri).
Bouyssou (Gabriel).
Breda (Régis).
Burteaux (Michel).
Buzaré (François).
Cantin (Roger).
Cari (Jean) (4).
Carmantrand (Michel).
Carrière (Georges).
Champée (André).
Chutain (Alain).
Claverie (Michel).
Comboul (Joseph).
Couepel (Yves).
Ducurey (Pierre).
De Fondaumière (Max).
Delpau (Jean-Claude).
Derrein (Maurice).
Desbuissons (Roger).
Devillers (Jean-Paul).
Drezet (Guy).
Drillon (Alain).
Duduc (François).
Dupont (Joël).
Ebuterne (Michel).
Favier (Jean).
Ferrer (Claude).
Fichoux (Noël).
Fontana (Jean-Pierre) (4).
Frey (Claude) (4).
Gadras (Jean).
Galine (José).
Gansard (André).
Gaulier (Roger).
Giraud (François).
Grandjean (Yves).
Grapelonp (Marcel) (4).
Gratias (Christian).
Guillet (Marcel).
Guillotin (Guy).
Guisneul (André).
Hiverl (Rémy).
Jacquesson (Yves).

Voir notes à la fin de la liste.

Jallon (Gérard).
Judek (Jacques) (4).
Lacoste (Pierre).
Laffray (Philippe).
Lavocat (André).
Lecha (Robert).
Le Dauphin (Joseph-Jean).
Le De (Alain).
Le Flem (Georges).
Le Garf (Jean).
Le Léonnec (Emile).
Lenud (Maurice).
Levezouet (Yves).
Londot (Jean).
Lourdeaux (Daniel).
Madre (Jean).
Malachanne (Gaby) (4).
Malaveille (Hippolyte).
Mariot (Yves).
Marty (Bernard).
Menelot (Raymond).
Mevel (René).
Mezentzeff (Jean).
Montrosset (Jacques).
Moreau (Pierre).
Naura (Léon).
Nègre (Louis).
Olivier (Léon).
Orange (Georges).
Pageot (André).
Pages (Gérard).
Pages-Xatard (André).
Paul (Michel).
Pavy (Jean-Claude).
Peubez (Jean).
Picaud (Jacques).
Pieters (Bernard).
Pietre (Gérard).
Poignant (Michel).
Pompidou (Adolphe).
Ponte (Sylvio).
Pouillard (Daniel).
Provost (Michel).
Prunes (Jean).
Rabiet (Gérard).
Rebatel (Pierre).
Redempt (Robert).
Rémy (Jean-Michel).
Richy (Jean).
Rigal (Christian).
Rivière (Henri).
Robin (Jean-Paul).
Rocamora (Manuel) (3).
Rouillon (Jean) (4).
Salomon (4).
Senmartin (Jean-Paul).
Sirop (Paul) (3).
Syczypta (François) (4).
Toutain (Claude).
Tavanti (André).
Volant (Pierre).
Zimberlin (Raymond).
Zimmermann (Jacques).

III. — EN TROISIEME ANNEE

Ecole de Rochefort.

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

A. — Sur titres

Abgrall (Yves).
Bezzoli (Claude).
Briet (Jean).
Cuguen (Claude).
Dalga (Claude).
Déal (Henri).
Domingo (Maurice).
Doussoux (Pierre).
Fucili (Germain) (1).
Fréchet (Jacques).
Galaud (Bernard).
Gras (Henri).
Joubert (Guy) (1).
Larthe (René).
Loubert (Gérard).
Lecœuche (Francis).
Lefelvre (Michel).
Maufroy (René).
Morlon (Pierre).
Mulier (Robert).
Pinard (Pierre) (1).
Richard (Michel).
Touvron (Jacques).
Trehin (Alain).
Trubko (Boleslaw).
Viverge (René).
Voinier (Bernard).

B. — Après concours

Candidats devant entrer à l'école le 29 septembre 1953.

Angelloz-Nicoud (André).
Arnaudet (Michel).
Assens (François).
Audouy (Gérard).
Barberin (Pierre).
Bardi (Claude).
Barre (Claude).
Bassaber (Denis).
Bats (Georges).
Baudin (Jean).
Beernaert (Gérard).
Beguin (Michel).
Bertrand (Claude).
Binsse (Claude).
Bizat (Claude).
Boixadox (André).
Boulch (Jacques).
Bourgeois (Bernard).
Bourgeois (Guy).
Briet (Daniel).
Bru (Jacques).
Bucamp (Michel).
Capitaine (Clément).
Cappadoro (Sauveur).
Carion (Gérard) (4).
Carval (Roger).
Cassagne (Jean).
Caussou (Francis).
Cavadini (Christian) (4).
Chaniot (Pierre).
Chanvillard (Paul).
Chelmas (Daniel).
Chevet (Louis).
Cholley (Pierre).
Cluzeau (Henri).
Cornaire (Georges) (3).
Cornolle (Robert).
Couvreux (Joël).
Cuilleras (Marcel).
Dardier (Bernard).
Deha (Jean-Claude).
Defendini (Joseph).
Delecray (Marcel).
Deveaux (Michel).
Dormoy (Bernard).
Edian (Yves).
Fèvre (Michel).
Ferrer (André).
Fontaine (Jean-Claude).
François (Lucien).
Géraud (Jacques).
Girel (Max).
Godec (Paul).
Godillon (Bernard).
Gondre (André).
Guern (Joseph).
Gouffe (Claude).
Guerit (Jean-Paul).
Guschemann (Jean-Michel).
Hantute (Léopold).
Herry (Jean).
Horellou (Jean-Claude).
Jamet (Yvan).
Jocou (Pierre).
Joltanovsky (André).
Karcher (Jean-Claude).
Kerliviou (Francis).
Kerninon (André).
Labitte (Robert).
Lacombe (Pierre).
Large (Darly).
Lassechere (Claude) (4).
Latour (Jean-Jacques).
Le Bris (Yves).
Lefebvre (Hervé).
Le Goannic (Jean).
Le Guil (Jacques).
Le Tour (Christian).
Le Goff (Jean).
Lenoir (Jacques).
Lerasle (Bernard).
Leroi (Yves).
Lesca (Michel) (4).
Lescarret (Maurice).
Loiseleux (Serge).
Malochet (Bernard) (4).
Mancos (Jean-Claude).
Maquin (Gérard).
Marcal (Victor).
Martinat (Bernard).
Mathieu (Gabriel).
Mattéi (Jean-Pierre).
Mechin (André).
Meynadier (Guy).
Michaud (Paul).
Montagnon (Henri) (4).
Morvan (Maurice)
Mozziconacci (Robert).
Mullaert (Hugues).
Neguelouart (Maurice) (4).
Nicolas (André).
Nicolas (Jean).
Nommay (Gérard).
Pain (Lucien).
Pauly (Georges).
Philippe (Gérard).
Piacentino (Antonio).
Pilloud (Maurice).
Pitois (Roland).
Podvin (Gustave).
Poireault (Claude).
Pommier (André).
Protain (Michel).
Respaud (Hugues) (4).
Ribaud (Jean-Pierre).
Rigaud (Robert).
Robin (Francis).
Roffat (Jean) (4).
Romoli (Gilbert).
Rousseaux (Jacques).
Rozec (Jean-Claude).
Scali (Joseph).
Sentenac (Claude).
Sibon (Guy) (4).
Simon (Roger).
Siquet (Bernard).
Thierry (Claude).
Tomasini (Charles).
Tournier (Christian).
Tourrou (Jean-André).
Valette (André).
Valette (Christian).
Vasset (Volta).
Vassol (Antoine).
Venet (Guy).
Vical (Gérard).
Vigreux (Alexandre).

Candidats devant entrer le 5 janvier 1954.

Nguyên-Van Trink (2) (4).
Yen-son Nguyen-Luc (2) (4).

(1) Sous réserve de fournir la copie de son brevet d'enseignement industriel.
(2) Admis sous réserve d'accord du département des territoires et Etats associés.
(3) Sous réserve d'aptitude physique.
(4) Admis sous réserve de complément de dossier avant le 14 septembre 1953.
(5) Admis sous réserve d'accord du département de la guerre.

Voir notes à la fin de la liste.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Décret du 26 août 1953 autorisant et concédant à la Société minière et métallurgique du Périgord l'aménagement et l'exploitation de la chute de Fumel, sur le Lot, dans les départements du Lot et de Lot-et-Garonne.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme;

Vu le décret du 30 juin 1939, déclarant d'utilité publique et d'urgence les travaux d'aménagement de la chute de Fumel, sur le Lot;

Vu la pétition présentée le 26 avril 1941 par la société minière et métallurgique du Périgord, dont le siège social est 91, rue Jouffroy, à Paris;

Vu l'avant-projet présenté par le pétitionnaire à l'appui de sa demande;

Vu le cahier des charges accepté par le pétitionnaire;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle le projet a été soumis, conformément aux prescriptions de la loi du 16 octobre 1919, du décret du 29 décembre 1926 et du décret du 17 juin 1938 (art. 19), et notamment les avis des commissaires enquêteurs des départements du Lot et de Lot-et-Garonne respectivement en dates des 23 mars 1942 et 19 mars 1942;

Vu les avis des chambres de commerce du Lot et de Lot-et-Garonne respectivement en dates des 20 et 26 mars 1942;

Vu les avis des commissions des sites et monuments naturels du Lot et de Lot-et-Garonne respectivement en dates des 12 et 27 mars 1942;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture du Lot en date du 14 mars 1942;

Vu les avis du préfet du Lot et du préfet de Lot-et-Garonne;

Vu le rapport des ingénieurs de la 5e circonscription électrique en date du 10 mai 1949;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 29 novembre 1949;

Vu les avis du ministre de l'agriculture en dates des 26 juillet 1951 et 18 janvier 1952;

Vu la convention passée le 28 mars 1953 entre le ministre de l'industrie et de l'énergie, d'une part, et la société minière et métallurgique du Périgord, d'autre part;

Vu la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique;

Vu le décret du 29 décembre 1926 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 octobre 1919, modifié par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950;

Vu la loi du 28 juillet 1928 ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges de gaz et d'électricité;

Vu la loi du 10 août 1932 sur la protection de la main-d'œuvre nationale;

Vu les décrets des 16 juillet et 30 octobre 1935 sur le régime de l'électricité;

Vu les décrets des 8 août et 30 octobre 1935 relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 17 juin 1938 relatif aux mesures destinées à assurer le développement de l'équipement électrique en France et le décret du 19 octobre 1939;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifiée par la loi du 2 août 1949;

Vu le décret du 23 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 modifié par la loi du 2 août 1949;

Vu la convention passée le 21 août 1952 entre Electricité de France et la Société minière et métallurgique du Périgord;

Vu la décision du ministre de l'industrie et du commerce, en date du 25 octobre 1952, constatant que les installations faisant l'objet de la convention susvisée appartiennent à la catégorie de celles qui sont visées au deuxième alinéa de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 modifié par la loi du 2 août 1949;

Vu les lois des 26 octobre 1946, 2 août 1949 et 19 août 1950 sur les emplois réservés, ainsi que le décret n° 47-1297 du 10 juillet 1947 complété par le décret n° 48-1214 du 19 juillet 1948;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont autorisés les travaux à entreprendre dans les départements du Lot et de Lot-et-Garonne suivant les dispositions de l'avant-projet ci-dessus visé, en vue de l'aménagement de la chute de Fumel, sur le Lot, dans les communes de Fumel, Monsempron, Montayral, Condesaygues, Saint-Vite (Lot-et-Garonne), et Soturac (Lot), pour la mise en jeu de deux usines hydro-électriques, travaux déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 juin 1939.

L'exécution et l'exploitation des ouvrages auront lieu par voie de concession dans les conditions déterminées par la convention passée le 26 mars 1953 entre le ministre de l'industrie et de l'énergie, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société minière et métallurgique du Périgord, d'autre part.

Art. 2. — Est approuvée la convention passée le 28 mars 1953 entre le ministre de l'industrie et de l'énergie, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et la société minière et métallurgique du Périgord, d'autre part, pour l'exécution des ouvrages et leur exploitation, conformément aux dispositions du cahier des charges joint à ladite convention; le cahier des charges et la convention resteront annexés au présent décret.

Art. 3. — Toute cession totale ou partielle de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu, sous peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en conseil d'Etat.

Art. 4. — Le périmètre à l'intérieur duquel pourront être exercées les servitudes prévues à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 est délimité par une ligne en vert sur la carte annexée au cahier des charges.

Art. 5. — Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 août 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,

JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

JACQUES CHASTELLAIN.

CONVENTION

Entre le ministre de l'industrie et de l'énergie, agissant au nom de l'Etat et sous réserve de l'approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'Etat,

D'une part;

Et M. Jean-Albert Cavallier, président directeur général de la Société minière et métallurgique du Périgord, dont le siège social est à Paris (17e), 91, rue Jouffroy, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du 19 juin 1951 dont extrait conforme est joint aux présentes,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

Art. 1er. — Le ministre de l'industrie et de l'énergie concède au nom de l'Etat, à la Société minière et métallurgique du Périgord qui accepte, l'aménagement et l'exploitation dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-annexé, de deux usines hydrauliques dites de Fumel, sur la rivière le Lot, dans les départements du Lot et de Lot-et-Garonne.

Art. 2. — La société concessionnaire s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux qui font l'objet de la présente convention et à se conformer, tant pour l'exécution que pour l'exploitation, aux conditions du cahier des charges y annexé.

Art. 3. — Les frais d'enregistrement et de timbre de la présente convention et du cahier des charges y annexé seront supportés par la société concessionnaire ainsi que ceux de publication au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 28 mars 1953.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
AMBROISE ROUX.

Lu et approuvé:
Société minière et métallurgique du Périgord:
Le président,
JEAN-ALBERT CAVALLIER.

CAHIER DES CHARGES

CHAPITRE Ier

OBJET DE LA CONCESSION

Service concédé.

Art. 1er. — La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges a pour objet l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et des usines génératrices destinés à l'utilisation de la chute d'environ huit mètres quarante (8 m 40) (en eaux moyennes) entre le barrage de navigation d'Orgueil, à l'amont, et celui de Saint-Vite, à l'aval, sur la rivière le Lot, cours d'eau dépendant du domaine public de l'Etat, communes de Fumel, Monsempron, Condezaygues, Montayral, Saint-Vite, département de Lot-et-Garonne, et Soturac, département du Lot.

La puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à dix-huit mille six cents (18.600) kilowatts, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance disponible de douze mille sept cent cinquante (12.750) kilowatts.

La puissance normale brute est évaluée à treize mille cent (13.100) kilowatts, ce qui correspond de même à une puissance normale disponible de neuf mille cent (9.100) kilowatts.

L'entreprise a pour objet principal l'alimentation en énergie électrique des usines de la société concessionnaire et accessoirement la vente de l'énergie aux services publics et au public.

Consistance de la concession.

Art. 2. — Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession tous les ouvrages utilisés pour l'aménagement et la production de la force hydraulique devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession, et notamment le barrage de retenue, les ouvrages d'emmagasinement, les ouvrages de prise d'eau, canalisations, ouvrages régulateurs ou de décharge, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires), ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou partie de bâtiments qui les abritent et les terrains submergés s'ils appartiennent au concessionnaire, et éventuellement les bâtiments qui seront construits pour le logement du personnel des usines et du barrage, les bâtiments et le chemin d'accès à l'usine rive gauche et au barrage.

L'accès à l'usine rive droite aura lieu en tout temps par voie de servitude sur les passages de l'usine métallurgique appartenant à la société concessionnaire, définis sur le plan de bornage dressé en application de l'article 11 ci-après.

CHAPITRE II

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Acquisition des terrains et établissement des ouvrages.

Art. 3. — Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique et l'exploitation de la concession ainsi que les machines et l'outillage nécessaire à cet effet.

Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir, à ses frais, les lignes et postes de télécommunication nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies les usines et leurs dépendances immobilières, à l'exception des voies d'accès à l'usine rive droite.

En ce qui concerne l'occupation des terrains compris dans le périmètre des servitudes de la concession et tel qu'il est défini au plan annexé au présent cahier des charges et nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite, souterrains ou à ciel ouvert, de même que pour les berges submergées par le relèvement du plan d'eau, le concessionnaire bénéficiera des droits prévus à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Au cas où il se bornerait à acquérir des droits réels, notamment des servitudes d'appui, de passage ou de submersion, les contrats relatifs seront communiqués à l'ingénieur en chef du contrôle et devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession.

En outre, le concessionnaire pourra occuper temporairement tous terrains et extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892.

Le concessionnaire pourra occuper, dans les conditions fixées par le service compétent, sans payement de redevance spéciale, les parties du domaine fluvial nécessaires à ses installations.

Acquisition des droits à l'usage de l'eau.

Art. 4. — Pour l'acquisition des droits à l'usage de l'eau exercés et existant à la date de l'affichage de la demande de concession, le concessionnaire bénéficiera des dispositions prévues à l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

Les contrats y relatifs devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession.

Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de l'ingénieur en chef du contrôle, par les soins du concessionnaire, dans le délai d'un mois à compter de leur signature. Il en sera de même des décisions de justice rendues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, un mois après qu'elles seront devenues définitives.

Caractéristique de la prise d'eau.

Art. 5. — Le barrage sera édifié à l'emplacement du barrage actuel de Fumel.

Le niveau normal de la retenue sera à la cote de 64,90 du N. G. F.

Le débit maximum emprunté sera de 240 m³ par seconde.

Les eaux seront restituées à la cote 56,50 environ, en eaux moyennes.

Ouvrages principaux.

Art. 6. — Le barrage sera établi à la place du barrage actuel de Fumel; il sera constitué par:

1° Des vannes mobiles à clapets qui seront arasées à la cote 64,90, cote de la retenue normale;

2° Deux vannes-secteurs fermant deux pertuis de décharge situés sur la rive gauche et ayant chacun une longueur de 13 m. Ces vannes seront arasées également à la cote 64,90; elles pourront être levées d'une hauteur telle qu'il restera une marge de 1 mètre au-dessus du niveau de la crue de 1927, c'est-à-dire que la partie inférieure des vannes sera à la cote de 68,20.

Le barrage mobile ainsi constitué sera prolongé sur la rive gauche du Lot par un barrage fixe avec écran d'étanchéité qui sera arasé à la cote 69 du N. G. F.

Des dispositions seront prises pour assurer l'étanchéité du terrain de fondation du barrage mobile et du barrage fixe.

Les ouvrages de prises d'eau seront établis aux abords immédiats du barrage; ils seront munis de grilles de protection contre les corps flottants, de dispositifs de défeuillage et vannage de garde; ces ouvrages feront corps avec les usines qui seront construites dans le prolongement du barrage, sur les deux rives du Lot et qui seront équipées pour au moins douze mille sept cent cinquante kW.

Les usines seront reliées par un câble de transport à 5.000 volts.

Des lignes de télécommunication relieront les usines au poste de transformation et au bureau du chef d'exploitation.

Dispositions spéciales relatives à la navigation, au flottage, à la circulation des poissons, etc.

Art. 7. — Pour compenser le dépeuplement piscicole pouvant être causé par les variations de niveaux de la retenue pendant les mois de mai, juin, juillet, le concessionnaire fournira autant de fois 100 alevins âgés au moins de six mois que le niveau de la retenue aura varié de 50 cm ou plus, pendant les trois mois énoncés ci-dessus. Les espèces, les lieux et les époques de fourniture seront déterminés par l'administration des eaux et forêts. Cette administration aura le droit de prendre connaissance des relevés horaires des niveaux des mois de mai, juin, juillet de chaque année et de fixer le nombre d'alevins à déverser en conséquence.

Le concessionnaire pourra être tenu d'établir et d'entretenir dans le barrage, une échelle à poisson exécutée d'après des dispositions qui devront être proposées par le concessionnaire et agréées par l'administration des eaux et forêts. Le débit d'alimentation de cette échelle ne devra pas être inférieur à 1500 l/sec. Dans ce cas les fournitures d'alevins qui pourront être imposées au concessionnaire en vertu du paragraphe précédent seront réduites de moitié.

Le concessionnaire pourra être tenu de placer et d'entretenir à l'amont de la prise d'eau de chaque turbine une grille dont les barreaux seront espacés au maximum de 3 cm.

Le concessionnaire sera tenu de laisser libre circulation sur les dépendances de la concession, aux agents chargés du contrôle de la pêche.

Le concessionnaire ne procédera à la vidange totale ou quasi totale de la retenue qu'après entente avec le service de la pêche et en prenant à ses frais, en accord avec le service du contrôle, les mesures préalables destinées à assurer la sauvegarde des intérêts piscicoles.

Le concessionnaire sera tenu de procéder en temps voulu aux opérations suivantes:

Nettoyage complet des abords du chantier et démolition de toutes constructions provisoires utilisées pour les travaux.

Coupe au ras du sol de tous arbres, arbustes et arbrisseaux situés dans la cuvette des réservoirs et dont le pied sera à une cote inférieure à la retenue normale.

Démolition complète de tous bâtiments et ouvrages destinés à être noyés.

Toute l'étendue de la retenue est incorporée au domaine public.

Approbation des projets.

Art. 8. — L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession devra être autorisée dans les formes prévues par le décret du 29 décembre 1926, modifié par le décret du 7 juin 1950.

Devra être approuvé par le ministre chargé de l'électricité: le projet du barrage.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués par le concessionnaire, sans autorisation préalable, s'ils proviennent de sociétés ou constructeurs français et s'ils ont été fabriqués en France.

Si le concessionnaire se trouve dans l'impossibilité de se procurer, en France, le matériel hydraulique et électrique, dans des conditions normales satisfaisantes de temps, de prix et de qualité, il pourra l'acquérir à l'étranger avec l'autorisation du ministre chargé de l'électricité. Dans tous les cas, il en sera donné avis au service du contrôle.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'administration, ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

Délai d'exécution et réception des ouvrages.

Art. 9. — Les travaux de l'usine prévue sur la rive gauche pourront n'être commencés qu'après la mise en service de l'usine établie sur la rive droite.

Les projets de ces travaux seront présentés au plus tard quand la capacité utile des réservoirs projetés à l'amont atteindra 600 millions de mètres cubes.

Les travaux de cette usine seront commencés dans le délai de douze mois à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de telle sorte qu'ils soient achevés et que l'usine soit mise en service dans le délai de trois ans à partir de la même date, sauf le cas de force majeure dûment constaté.

Le projet de tout ouvrage imposé ultérieurement par l'administration au concessionnaire, en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé.

Aussitôt après l'achèvement des travaux de chaque usine, et au plus tard à l'expiration des délais prévus au deuxième paragraphe, il sera procédé, par les soins des agents du contrôle, à une réception des travaux dans les formes prévues par le décret du 29 décembre 1926 modifié par le décret du 7 juin 1950. Sur le vu du procès-verbal de cette réception, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service de chaque usine.

Exécution et entretien des ouvrages.

Art. 10. — Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'administration, qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire.

Bornage.

Art. 11. — Dans l'année qui suivra la mise en exploitation de chaque usine, il sera procédé, aux frais du concessionnaire, et au besoin d'office, au bornage des terrains faisant partie des dépendances immobilières de la concession, contradictoirement avec les propriétaires voisins, en présence de l'ingénieur du contrôle, qui en dressera le procès-verbal. Il sera établi, aux frais du concessionnaire et sous la surveillance de l'ingénieur, un plan au 1/10.000e des terrains ainsi bornés.

Lorsque des modifications seront apportées aux dépendances immobilières de la concession, il sera procédé, dans les mêmes conditions, au bornage des terrains ajoutés ou retranchés et à l'établissement de leur plan, dans le mois qui suivra la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

Rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux.

Art. 12. — Le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les voies de communication interceptées par ses travaux.

Dans le cas où la circulation deviendrait dangereuse sur certains chemins, du fait de la surélévation des eaux jusqu'au niveau normal de la retenue, le concessionnaire sera tenu d'exécuter les travaux ou les ouvrages de protection reconnus nécessaires par l'administration. De même, les accès à la rivière seront modifiés par le concessionnaire si l'administration le reconnaît nécessaire.

Il sera tenu également de rétablir et d'assurer à ses frais, suivant les dispositions approuvées par le service du contrôle, d'accord avec le service de l'aménagement agricole des eaux, le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux. Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les canaux ou rigoles d'arrosage s'alimentent comme par le passé, il pourra notamment être tenu de rétablir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres canalisations. Il devra également prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'administration pour empêcher que les infiltrations d'eau qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire.

Dans le cas où l'alimentation publique ou la satisfaction des besoins domestiques seraient compromis par les modifications apportées par les travaux au régime des sources ou des puits, le concessionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux.

Reconstitution de la production agricole en cas d'établissement de grands barrages réservoirs noyant une surface importante de terres cultivées.

Art. 13. — Néant.

CHAPITRE III

EXPLOITATION

Obligation de se conformer aux règlements.

Art. 14. — Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, la défense nationale, la protection contre les inondations, la salubrité et la sécurité publique, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages.

Obligations relatives à l'écoulement des eaux.

Art. 15. — L'administration se réserve expressément le droit de réglementer les éclusées de l'usine, en obligeant, s'il y a lieu, le concessionnaire à maintenir dans le canal de fuite par un bassin de compensation ou par tous les autres dispositifs appropriés, le débit nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux et au besoin un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau, sans qu'il puisse y faire opposition ou prétendre à une indemnité de ce chef.

Obligations relatives à l'exercice de la navigation et du flottage et à la sauvegarde des intérêts généraux.

Art. 16. — Le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les ouvrages de distribution d'énergie électrique qui seraient rendus inutilisables ou d'une exploitation difficile par l'exécution des travaux.

Il sera tenu également de protéger ou de rétablir suivant les dispositions approuvées par l'administration, les ouvrages de captage et d'adduction d'eau potable de cette commune au lieudit Gaillardel, de façon que les eaux du Lot ne puisent polluer cette eau en aucun cas.

Enfin, le concessionnaire sera tenu, dans tous les cas où les intérêts généraux seront en jeu et si l'administration le reconnaît nécessaire, de protéger les berges du Lot contre l'affouillement des eaux sur les points menacés. Il est explicitement précisé que l'Etat est déchargé de toute responsabilité vis-à-vis des tiers pour toutes les conséquences résultant de la modification des lieux par rapport à leur situation antérieure.

Le concessionnaire soumettra à l'approbation de l'administration, avant la mise en service du barrage, une consigne d'exploitation réglementant l'utilisation de la réserve et les conditions de transmission des eaux. Cette consigne pourra être revisée à toute époque sur la demande du concessionnaire ou de l'administration qui conservera le droit d'imposer au concessionnaire toutes les mesures qu'exigerait la sauvegarde des intérêts généraux, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité de ce fait.

Le concessionnaire sera tenu d'installer et d'entretenir à ses frais tous les appareils dont la nécessité serait reconnue par l'administration pour assurer le contrôle de l'exécution des prescriptions fixées en application de l'article 15 ci-dessus et du paragraphe précédent du présent article.

Obligations relatives au rejet des eaux.

Art. 17. — Les eaux empruntées seront rendues à la rivière pures, salubres, et à une température voisine de celle du bief alimentaire.

Obligations de participer aux ententes.

Art. 18. — Le concessionnaire sera tenu de participer dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique à intervenir aux ententes que l'administration pourra imposer en exécution de l'article 28, paragraphe 12 de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE IV

VENTE DE L'ÉNERGIE AU PUBLIC

Tarif maximum.

Art. 19. — Le prix auquel le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie au public ne pourra pas dépasser le maximum suivant pour le courant pris à la sortie des usines sous la forme et la tension résultant du régime de ses machines génératrices ou de ses transformateurs.

Ce maximum comprend les deux éléments suivants:

1° Une somme fixe de 370 F par an et par kilowatt de puissance souscrite;

2° Une redevance proportionnelle de 0,35 F par kilowatt-heure, mesuré et livré à la sortie de l'usine génératrice.

Cette tarification s'entendra pour un facteur de puissance mesuré sur les lignes de départ au moins égal à 0,80. Dans le cas où le facteur de puissance serait inférieur à 0,80, le tarif ci-dessus serait majoré de 1 p. 100 de sa valeur de base pour chaque centième de variation du facteur de puissance au-dessous de 0,80. Le concessionnaire se réserve de refuser toute fourniture d'énergie dont le facteur de puissance serait inférieur à 0,60, sauf s'il s'agit des réserves prévues aux articles 22 et 24 ci-après.

Le tarif maximum pourra être revisé dans l'année qui suivra la mise en service de chacune des usines et ensuite tous les dix ans, soit sur la demande du concessionnaire, soit sur l'initiative de l'administration et suivant les formes adoptées pour l'approbation du présent cahier des charges.

Obligation de fournir le courant.

Art. 20. — Le concessionnaire sera tenu de fournir l'énergie demandée dans la limite de la puissance dont il disposera aux différents états du cours d'eau, après avoir réservé celle dont il a besoin pour satisfaire aux contrats déjà passés et au service de concession de distribution d'énergie ou autres entreprises qu'il assurerait pour son compte dans les conditions déterminées par l'article 1er du cahier des charges. Au cas où les demandes d'énergie dépasseraient les disponibilités du concessionnaire, il y serait fait droit dans l'ordre de leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet.

Dans ces limites, le concessionnaire sera tenu, avant l'expiration du délai d'un mois, à partir de la demande qui lui en sera faite, de fournir l'énergie électrique aux conditions prévues par le cahier des charges, à toute personne qui demandera à contracter un abonnement pour une durée d'au moins cinq ans. Lorsque la puissance demandée excédera cent kilowatts, le concessionnaire pourra exiger que le demandeur lui garantisse pendant toute la durée de l'abonnement une recette brute annuelle de 720 F par kilowatt demandé, sauf s'il s'agit des réserves d'énergie inscrites aux articles 22 et 24 ci-après.

Si la fourniture exige des travaux complémentaires à l'usine, le délai d'un mois prévu pour la fourniture du courant sera prolongé du temps nécessaire à l'exécution de ces travaux.

CHAPITRE V

RÉSERVES EN EAU ET EN FORCE

Réserve en eau.

Art. 21. — Néant.

Réserve en force au profit des services publics.

Art. 22. — La puissance totale instantanée que le concessionnaire mettra, aux bornes des usines, à la disposition des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées et des groupements agricoles d'utilité générale qui sont spécifiés dans le décret du 16 février 1932 sera au maximum de 200 kilowatts, quel que soit l'état des eaux, dont 120 kilowatts réservés aux entreprises agricoles d'utilité générale.

Une première tranche de 100 kilowatts seulement, dont 75 kilowatts réservés aux entreprises agricoles d'utilité générale, sera mise à la disposition des bénéficiaires après la mise en service de l'usine rive droite.

La seconde tranche de 100 kilowatts ne sera mise à la disposition des bénéficiaires qu'après la mise en service de l'usine rive gauche. L'utilisation de chacune de ces tranches aura lieu dans les conditions suivantes, après l'achèvement des travaux de chacune des deux usines.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le concessionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre chargé de l'électricité.

Passé ce délai, et jusqu'à l'expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le concessionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au delà de la dixième année, et jusqu'à l'expiration de la concession, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du ministre chargé de l'électricité faite par application du présent article pendant les cinq premières années, à compter de l'achèvement des travaux, devra être accueillie par le concessionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui.

Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du ministre chargé de l'électricité ne pourra porter, dans les conditions indiquées ci-dessus, que sur les quantités ci-après:

Entre la cinquième et la dixième année, sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année

Entre la dixième et la quinzième année, sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année;

A partir de la quinzième année, sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre au-dessous de cent kilowatts quel que soit l'état des eaux, dont quatre-vingt pour les entreprises agricoles d'utilité générale.

En outre, à toute époque, les demandes formées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies par préférence à toutes autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiés au service du contrôle, comme il est dit aux deux derniers alinéas du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance des usines, le concessionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre, à l'ingénieur en chef du contrôle, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau.

Le concessionnaire devra d'ailleurs prévenir l'ingénieur en chef du contrôle un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter des distributions d'énergie ou toutes autres entreprises qu'il exploiterait directement.

Accords intervenus.

Art. 23. — Le concessionnaire déclare, sous sa responsabilité, qu'il n'existe aucun accord aux conventions pouvant être enregistré aux termes de l'art. 10, (§ c) de la loi du 16 octobre 1919.

Réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

Art. 24. — La puissance instantanée à laisser dans les départements riverains pour être distribuée par les soins du conseil général aux consommateurs locaux, conformément à l'artile 10-7° de la loi du 16 octobre 1919, ne pourra dépasser:

Pour le département du Lot-et-Garonne. 50 kW.

Pour le département du Lot: 50 kW.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition du conseil général, dans chaque état du cours d'eau pendant cinq ans, à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la 5e année.

A la fin de la 5e année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à vingt (20) kilowatts qui restera à toute époque et moyennant un préavis d'un an à la disposition des départements, savoir:

10 kW pour le département du Lot.

10 kW pour le département de Lot-et-Garonne.

Tarifs applicables aux services publics.

Art. 25. — Les réserves prévues à l'article 22 au profit des services publics de l'Etat bénéficieront d'une réduction de 40 p. 100 sur les tarifs maxima prévus à l'article 19 ci-dessus.

Les réserves prévues à l'article 22 au profit des entreprises agricoles d'utilité générale seront payées 0,26 F sans prime fixe par kW de puissance souscrite ni minimum de consommation garantie et quel que soit les facteurs de puissance du réseau d'utilisation.

Ce tarif sera révisé aux époques prévues à l'article 19, en tenant compte de la variation des éléments qui ont servi à sa détermination. Ces tarifs ne font pas obstacle à l'application éventuelle des dispositions de l'article 9 du décret du 17 juin 1938 et de l'article 7 du décret du 30 octobre 1935.

Les réductions des tarifs et tarifs spéciaux ne seront applicables que dans la limite du maximum de puissance fixé au 1er alinéa de l'article 22.

Tarifs applicables aux réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

Art. 26. — Les livraisons prévues à l'article 24 bénéficieront d'une réduction de 20 p. 100 du tarif maximum prévu à l'article 19 ci-dessus.

Le tarif ainsi réduit ne fait pas obstacle à l'application éventuelle des dispositions de l'article 9 du décret du 17 juin 1938 et de l'article 7 du décret du 30 octobre 1935.

CHAPITRE VI

Sécurité de l'exploitation

Branchements et canalisations.

Art. 27. — Toutes les canalisations et branchements à établir à partir du tableau principal de distribution des usines ou du poste de transformation en vue de desservir les consommateurs, seront à la charge de ceux-ci et devront être entretenus en parfait état par leurs soins et à leurs frais. Toutefois, le concessionnaire pourra exiger que les canalisations et branchements à établir dans l'intérieur des usines et de leurs dépendances soient exécutés et entretenus par ses soins; dans ce cas, les frais d'installation et d'entretien lui seront remboursés par les acheteurs.

Surveillance des installations des acheteurs.

Art. 28. — Le courant ne sera livré aux consommateurs que s'ils se conforment, pour leurs installations, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef chargé du contrôle en vue soit de prévenir les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant.

Le concessionnaire aura le droit, à cet effet, de vérifier à toute époque les installations de chaque acheteur. Si les installations sont reconnues défectueuses, il pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger et de trouble dans le fonctionnement général de l'usine, il sera statué, par l'ingénieur en chef du contrôle, sauf recours au ministre chargé de l'électricité, qui décidera après avis du comité d'électricité.

En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison de défectuosités des installations qui ne seraient pas de son fait.

Conditions spéciales du service.

Art. 29. — L'énergie électrique devra être livrée aux bornes des génératrices, de manière à mettre tout consommateur en mesure de disposer à son gré de la quantité à laquelle il a droit, suivant les conditions de son contrat.

Le concessionnaire aura le droit de suspendre la fourniture du courant pendant vingt jours par an; les arrêts auront lieu de préférence les dimanches et les jours fériés; ils seront fixés d'accord avec l'ingénieur en chef du contrôle et portés à la connaissance du public, autant que possible, *un mois à l'avance*.

Dans le cas où le concessionnaire alimenterait des services publics de transports, chemins de fer ou tramways, il devra prendre à ses frais toutes dispositions en son pouvoir pour que pendant ces suspensions, ces services publics continuent à fonctionner.

D'autres arrêts ne pourront avoir lieu sans autorisation écrite de l'ingénieur en chef du contrôle, à moins de cas de force majeure dûment constaté.

En cas de chômage résultant d'un cas de force majeure, le concessionnaire devra immédiatement en aviser l'ingénieur en chef du contrôle.

Les chômages résultant d'un cas de force majeure ou nécessitant l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle et ceux imposés au concessionnaire par l'administration, en vue de la réparation ou de l'entretien, ne pourront donner lieu, de la part des abonnés, à aucune demande d'indemnité, si ce n'est une réduction proportionnelle des sommes dues au concessionnaire pour des achats d'énergie à forfait.

Quant aux vingt jours de chômage laissés à la disposition du concessionnaire, ils ne pourront donner lieu à aucune demande d'indemnité ni réduction de tarifs.

Dérivation à l'étranger.

Art. 30. — La dérivation à l'étranger de l'énergie électrique produite par le concessionnaire est interdite, sauf autorisation spéciale accordée dans les conditions prévues par l'article 27 de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE VII

Durée de la concession, expiration, rachat et déchéance

Durée de la concession.

Art. 31. — La présente concession prendra fin le 31 décembre 2020. Toutefois, il est admis qu'au moment de l'achèvement de l'usine rive gauche, la durée de la concession de l'usine rive droite serait prolongée pour faire coïncider les dates de l'expiration de la concession pour les deux usines.

Renouvellement de la concession.

Art. 32. — Avant le commencement de la onzième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre chargé de l'électricité, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprendre la concession; le ministre lui en accusera réception.

Avant le commencement de la dixième année précédant la fin de la concession, ou, en cas de retard du concessionnaire dans l'application du paragraphe précédent, dans le délai d'un an à dater de la réception de la demande visée par ce paragraphe, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire sa décision, en la forme administrative, après avis du comité consultatif des forces hydrauliques. A moins de décision contraire du ministre chargé de l'électricité dans le délai imparti, la concession se trouvera de plein droit prorogée aux conditions antérieurement prévues, mais pour une durée de trente ans seulement.

Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au ministre chargé de l'électricité avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, celle-ci ne sera pas renouvelée et prendra fin au terme fixé par le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, si le ministre chargé de l'électricité entend procéder à une nouvelle concession, le concessionnaire actuel aura un droit de préférence s'il accepte les conditions du cahier des charges préparé pour la nouvelle concession.

Travaux exécutés pendant les dix dernières années.

Art. 33. — En cas de non-renouvellement de la présente concession, le concessionnaire ouvrira, pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation, un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux des ces travaux dont l'amortissement sera supporté par l'Etat dans les conditions déterminées ci-après.

Avant le 1er mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux susvisés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépendances immobilières de la concession telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante, et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial. L'ingénieur en chef aura toutefois la faculté de prolonger au delà du 1er mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

L'ingénieur en chef examinera si les travaux projetés rentrent bien dans la catégorie de ceux qui sont visés à l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 (10°) et présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant.

S'il estime que ces conditions sont réalisées, il décidera quelles sont celles des dépenses qui seront portées au compte spécial.

Faute par l'ingénieur en chef d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de trois mois après réception du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1er avril de chaque année, le compte spécial de l'année précédente sera présenté à l'ingénieur en chef du contrôle, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, s'assurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte, et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises sont réputées inscrites au compte spécial à la date du 1er janvier de l'année qui suivra l'exécution des

travaux, et l'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède, sera porté au débit de l'Etat pour règlement de compte prévu par l'article 37.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire d'après un taux déterminé, comme il est dit à l'article 45 ci-après.

Travaux exécutés pendant les cinq dernières années.

Art. 34. — A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, au frais de l'Etat, les travaux que l'ingénieur en chef du contrôle jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, celui-ci remettra au concessionnaire, avant le 1er mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante.

Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100 (dix pour cent).

Le concessionnaire devra communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle les projets de marchés de fournitures et entreprises à passer pour ces travaux; ils ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par l'ingénieur en chef.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux ainsi effectués pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'utilisation des cours d'eau.

Calcul des dépenses afférentes aux travaux ci-dessus.

Art. 35. — Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 33 que pour le règlement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, en conformité de l'article 34 seront, pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'entrepreneur et au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.

Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait de 15 pour 100 pour frais généraux et dépenses accessoires.

Mode de payement des travaux ci-dessus.

Art. 36. — Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 34 sera présenté avant le 1er avril de l'année suivante.

Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, il payera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.

Les avances, que l'Etat pourra demander au concessionnaire de faire chaque année pour son compte, en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 34, ne pourront, en aucun cas, dépasser 20 pour 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

Reprise des installations en fin de concession.

Art. 37. — A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire.

Il prendra possession de toutes les dépendances immobilières de la concession, énumérées à l'article 2 ci-dessus qui lui seront remises gratuitement, franches et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels et, en outre, s'il y a lieu, de toutes celles des installations complémentaires dont il aurait assumé la charge dans les conditions prévues par l'article 34.

Il aura la faculté de reprendre, moyennant indemnité, et dans les conditions fixées ci-après, le surplus de l'outillage, y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie.

Si le ministre chargé de l'électricité estime qu'il doit faire usage de cette faculté, il fera connaître au concessionnaire trois ans avant l'expiration de la concession, son intention de procéder à une estimation de cet outillage à dire d'experts, en l'invitant à désigner son expert. Si, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à l'ingénieur en chef du contrôle le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du conseil de préfecture. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du conseil de préfecture.

Les experts dresseront un état descriptif et estimatif de l'outillage.

Deux ans avant l'expiration de la concession, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquérir cet outillage. Faute par lui d'en user, les frais de l'expertise resteront à la charge de l'Etat.

En cas de reprise du matériel, à défaut d'accord sur le prix et la répartition des frais, il sera statué par la juridiction compétente sur le vu des résultats de l'expertise.

Compte sera tenu, en tous les cas, de la dépréciation éventuelle subie par le matériel entre la date de l'expertise et celle de la reprise.

Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de lui donner connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie.

Rachat de la concession.

Art. 38. — A toute époque à partir de l'expiration de la vingt-cinquième (25) année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité:

1° Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité (A) égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises.

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison;

2° Une somme (S) égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les quinze années précédant le rachat, sauf déduction, pour chaque ouvrage, d'un quinzième de la dépense pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures.

Cette obligation s'étendra, pour les engagements et marchés relatifs à des fournitures de courant, à toute la durée stipulée dans chaque contrat sans pouvoir dépasser le terme de la concession. Toutefois, si l'Etat établissait que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fournitures de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites en ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances.

Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq années au plus à partir du rachat.

L'Etat est également tenu de reprendre les approvisionnements, la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dires d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Il en sera de même du matériel électrique si le concessionnaire le demande.

Remise des ouvrages.

Art. 39. — En cas de rachat, ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat.

L'Etat pourra, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire les sommes nécessaires pour mettre en bon état ces installations.

Dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession, il pourra également se faire remettre les revenus nets de l'usine pour les employer à rétablir en bon état les installations qui doivent lui faire retour, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement aux obligations lui incombant à cet égard et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise joint au cautionnement n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux reconnus nécessaires.

Art. 40. — Néant.

Déchéance et mise en régie provisoire.

Art. 41. — Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et les usines concédées dans les délais et conditions fixées par le cahier des charges, il encourra la déchéance qui sera prononcée, sans mise en demeure préalable, dans les conditions de l'article 20 du décret du 17 juin 1938.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet de Lot-et-Garonne, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre chargé de l'électricité les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre chargé de l'électricité prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation des usines et de leurs dépendances vient à être interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Le préfet du Lot-et-Garonne soumettra immédiatement au ministre chargé de l'Electricité les mesures à prendre pour assurer provisoirement le fonctionnement des usines génératrices. Le ministre chargé de l'Electricité statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service.

Si à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra également être prononcée si le concessionnaire, après mise en demeure, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 1er du cahier des charges en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise ou s'il ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 57 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions du cahier des charges.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées. Si la déchéance est prononcée dans des cas autres que ceux de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, elle le sera par décret, sauf recours par la voie contentieuse.

Procédure en cas de déchéance.

Art. 42. — Dans le cas de déchéance, le ministre chargé de l'Electricité aura la faculté de pourvoir tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre chargé de l'Electricité sur la proposition du préfet du Lot-et-Garonne, le concessionnaire ou ses ayants droit entendus.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préalable, été agréé par le ministre chargé de l'Electricité et s'il n'a fait, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département, un dépôt de garantie égal au quart du cautionnement prévu par le présent cahier des charges.

L'adjudication aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics.

L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé qui recevra le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée, sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations ainsi que les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Si la déchéance est prononcée par l'application de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, il sera fait application de l'article 21 dudit décret.

CHAPITRE VIII

Clauses financières

Redevance fixe (sur les cours d'eau domaniaux seulement).

Art. 43. — Le concessionnaire sera tenu de verser à l'Etat, dans la caisse du receveur des domaines de la situation des usines, pendant toute la durée de la concession, une redevance fixe annuelle de 4.000 francs. Elle sera payable d'avance par trimestre et exigible à partir de la date du procès-verbal de récolement, au plus tard à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 9 pour l'achèvement des travaux. En cas de retard dans le payement, la redevance échue portera intérêt conformément aux dispositions de l'article 55 ci-après. La redevance sera revisée au cours de la onzième année qui suivra la date de l'achèvement des travaux et ensuite tous les cinq ans.

Redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits.

Art. 44. — Le concessionnaire versera à la caisse du receveur des domaines de la situation de l'usine, une redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits par les usines génératrices mesurés au tableau de départ. Le montant R en sera fixé pour chaque année d'après la quantité totale d'énergie produite dans l'année précédente; il sera déterminé en francs par la formule suivante:

$$R = \frac{1}{10.000} (4\,N + 2\,N')$$

dans laquelle N représente le nombre de kilowatts-heure ainsi produits jusqu'à concurrence de 22.000.000, N' le nombre de kilowatts-heure produits au delà de 22.000.000.

Le montant de cette redevance ne pourra, en aucun cas, descendre au-dessous de 6.600 F.

Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie seront fournis par le concessionnaire, agréés et vérifiés par l'administration. Ils seront soumis à la surveillance des agents du contrôle qui auront le droit de procéder à toutes époques aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires et d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux.

La redevance sera revisée au cours de la onzième année qui suivra la date de l'achèvement des travaux et ensuite tous les cinq ans.

Cette redevance sera payable en une seule fois dans les trois mois qui suivront la date de la notification faite au concessionnaire par la voie administrative du montant des sommes exigibles d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation.

En cas de retard dans le payement, la redevance échue portera intérêts à partir de l'expiration du délai de trois mois conformément aux dispositions de l'article 55 ci-après.

Mode de revision de la redevance proportionnelle lorsque le concessionnaire n'est pas une société régie par la loi du 21 juillet 1867 ou lorsque la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

Art. 45. — La revision de la redevance proportionnelle s'opérera suivant les dispositions ci-après:

Lors de chaque revision le taux nouveau sera calculé de manière qu'en l'appliquant au nombre moyen annuel de kilowatts-heure produits pendant les années qui auront précédé la date fixée pour chaque revision, la redevance proportionnelle représente 10 p. 100 (dix pour cent) du bénéfice net moyen réalisé pendant ces années antérieures.

Le bénéfice net moyen sera calculé de la manière suivante:

On déterminera d'abord la recette brute annuelle en se basant sur le prix de vente réel de l'énergie produite, si ce prix apparaît dans les comptes de l'entreprise, soit dans le cas contraire, sur le prix de vente normal de la région pour une même utilisation et les mêmes conditions de livraison.

On déterminera ensuite les charges annuelles de l'entreprise, c'est-à-dire:

1° Toutes les dépenses faites pour l'exploitation, pour l'entretien des ouvrages et pour le renouvellement du matériel;

2° L'annuité nécessaire pour servir aux capitaux investis dans l'aménagement de la chute un intérêt déterminé en ajoutant 2 p. 100 au taux de revenu donné par la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé d'après le cours moyen de cette rente pendant l'exercice écoulé (le taux sera arrondi par excès en décimes).

La différence constituera le bénéfice net.

Le taux de la redevance proportionnelle ne pourra, en aucun cas, descendre au-dessous de 6.600 francs par an.

Chaque revision ainsi effectuée portera effet à partir du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle cette revision aura eu lieu.

Revision exceptionnelle de la redevance proportionnelle.

Art. 46. — En dehors des périodes ci-dessus indiquées, il pourra être procédé à une revision du taux de la redevance proportionnelle dans le cas où par suite de l'exécution de travaux ordonnés, concédés ou autorisés par l'administration, notamment de ceux qui auraient pour effet de régulariser le débit de la rivière, les usines qui font l'objet de la présente concession recevrait une augmentation de valeur.

Le chiffre de la nouvelle redevance sera fixé par une commission arbitrale qui serait composée et fonctionnerait dans les mêmes conditions que la commission prévue à l'article 38 de la loi du 31 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local.

La revision du taux de la redevance devra d'ailleurs être effectuée par cette commission dans les conditions tenant un compte équitable de l'augmentation de valeur dont bénéficieraient les usines.

A. — Contrôle technique.

Art. 47. — Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par les fonctionnaires de l'administration des ponts et chaussées chargés de ce service.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès dans les divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par le concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité d'énergie utilisée dans chaque usine génératrice, ainsi que les prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Le montant en est fixé de la façon suivante:

Pour l'usine rive droite seule. — Au chiffre de 88.000 F pour la période de construction, c'est-à-dire depuis le 1er janvier qui précédera la date du décret de concession jusqu'au 31 décembre qui suivra la mise en marche de l'usine et de 11.000 F par an pour la période d'exploitation, c'est-à-dire à partir du 1er janvier qui suivra la mise en service de l'usine génératrice.

Pour l'ensemble des deux usines. — Au chiffre de 192.000 F par an pour la période de construction de l'usine rive gauche, c'est-à-dire depuis la date d'approbation du projet de cette usine par l'ingénieur en chef du contrôle jusqu'au 31 décembre qui suivra sa mise en marche.

Et de 118.000 F pour la période d'exploitation des deux usines, c'est-à-dire à partir du 1er janvier qui suivra la mise en marche de l'usine rive gauche.

Ils seront versés au Trésor avant le 1er mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le ministre chargé de l'électricité ou par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception. A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat.

Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année à l'ingénieur en chef du contrôle un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation et faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1er du cahier des charges.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre chargé de l'électricité et pourra être publié en tout ou partie.

B. — *Contrôle financier.*

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef la comptabilité de l'exploitation de la concession, ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, ainsi que les comptes des autres entreprises du concessionnaire, dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une connexité quelconque avec l'exploitation de la présente concession. Dans cette vérification, l'ingénieur en chef pourra se faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administration des finances.

Le concessionnaire sera en outre tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des finances jugerait utile de faire procéder par ses propres agents d'autre part.

CHAPITRE IX

Conditions particulières de la concession

Art. 48. — Néant.

CHAPITRE X

Clauses diverses

Cession de la concession.

Art. 49. — Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pouront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en conseil d'Etat.

Faute par le concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

Autres concessions de l'Etat.

Art. 50. — L'Etat se réserve de donner sur le Lot et ses affluents faisant partie du domaine public toutes les concessions et autorisations prévues par la loi du 8 avril 1898 et toutes autres concessions et autorisations qu'il jugera utiles, pourvu qu'il n'en résulte aucun dommage pour le concessionnaire.

Les prises d'eau autorisées ou concédées en amont du barrage d'Orgueil ne pourront en aucun cas être considérées comme entraînant pour le concessionnaire un dommage, à condition que l'eau soit rendue à la rivière en amont du barrage de Fumel.

L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser sur la rivière le Lot, à l'amont de la prise d'eau concédée et jusqu'à concurrence d'un total de 250 litres par seconde, toutes dérivations en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation à ce sujet. Le chiffre de 250 litres par seconde sera porté à 600 lorsque la capacité utile des réservoirs projetés à l'amont atteindra 600 millions de mètres cubes.

Emplois réservés.

Art. 51. — En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins, remplissant les conditions prévues par ces lois et par ces règlements, un certain nombre d'emplois ainsi qu'il est spécifié au tableau annexé au présent cahier des charges. Il se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

Statuts du personnel.

Le statut appliqué au personnel est le statut national du personnel des industries électriques et gazières.

La proportion des travailleurs étrangers qui seront employés sur les chantiers de la concession ou dans son exploitation ne devra pas dépasser, pour les différentes professions, les pourcentages déterminés conformément à la règlementation en vigueur.

Hypothèque.

Art. 52. — Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques dont pourraient être l'objet les droits résultant de la présente concession devront être notifiés pour avis au ministre chargé de l'électricité.

Impôts.

Art. 53. — Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, les départements ou les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge du concessionnaire.

S'il est ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle à l'énergie produite ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat, par le concessionnaire, au titre des redevances contractuelles seraient réduites au montant de cet impôt.

Au cas où des impôts nouveaux, relatifs à la production ou à la vente aux bornes des usines de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation des tarifs maximum, il sera statué sur cette demande comme en matière de revision de tarif maximum.

Le concessionnaire sera tenu de faire sous sa responsabilité et pour le compte de l'Etat les déclarations prévues à l'article 16 du code général des impôts.

Par application des dispositions des articles 65 et 67 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 et du règlement d'administration publique n° 46-2015 du 17 décembre 1946, la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements sera répartie, entre les communes intéressées, conformément aux pourcentages suivants:

Commune de Fumel: 80 p. 100;
Commune de Montayral: 20 p. 100.

Taxe de statistique.

Art. 54. — Néant.

Recouvrement des taxes et redevances.

Art. 55. — Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux.

Les privilèges établis pour le recouvrement des contributions directes par l'article 1920 du code général des impôts au profit du Trésor public s'étendent aux taxes susvisées.

En cas de non-payement dans les conditions fixées par les articles 43 et 44 ci-dessus des redevances, tant fixes que proportionnelles, les sommes échues atteignant 2.000 F au minimum porteront intérêt de plein droit au taux des intérêts moratoires en matière domaniale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois seront négligées pour le calcul de ces intérêts.

Pénalités.

Art. 56. — Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue, des amendes pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers intéressés. Les amendes seront appliquées dans les conditions suivantes:

En cas de manquement aux obligations imposées par les articles 1er, 5, 7, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du présent cahier des charges et par chaque infraction, amende de cent (100) francs par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

En cas d'interruption générale ou partielle non justifiée du service ou de manquement aux obligations imposées par les articles 22 et 24, en ce qui concerne les réserves d'énergie, amende de un (1) franc par kilowatt et par jour de puissance non livrée conformément aux conditions des contrats de vente.

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article 47, alinéa 7, amende de cinq (5) francs par journée de retard.

Les amendes seront prononcées au profit de l'Etat par le préfet de Lot-et-Garonne, sur propositions de l'ingénieur en chef du service compétent, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle.

Cautionnement.

Art. 57. — Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera, soit à la caisse des dépôts et consignations, à Paris, ou pour le compte de cette caisse, à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département une somme de deux cent mille francs dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics. Au cautionnement peut être substituée, avec l'agrément de l'administration, une garantie bancaire.

Le cautionnement de l'entreprise est destiné à garantir la bonne exécution et l'entretien des ouvrages.

La moitié de ce cautionnement, soit la somme de cent mille francs, sera remboursée au concessionnaire après le récolement des travaux.

Sur la moitié restante du cautionnement pourront être prélevées les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours, à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

Conformément à l'article 22 du décret-loi du 17 juin 1938, en cas de déchéance et indépendamment de toute demande de dommages et intérêts que l'autorité concédante pourra soutenir à l'encontre du concessionnaire déchu, le cautionnement prévu au cahier des charges restera acquis de plein droit à l'autorité concédante.

Agents du concessionnaire.

Art. 58. — Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions. Ils devront être agréés par l'administration.

Jugement des contestations.

Art. 59. — Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées par le conseil de préfecture du département du siège des usines.

Toutefois, les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente convention peuvent être soumis à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre III du code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée.

Election de domicile.

Art. 60. — Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Fumel (Lot-et-Garonne).

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Lot-et-Garonne.

Frais d'enregistrement.

Art. 61. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention à laquelle il est annexé ainsi que ceux de publication au *Journal officiel* seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé:

Société minière et métallurgique du Périgord:

Le président,

JEAN-ALBERT CAVALLIER.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 28 mars 1953.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,

JEAN-MARIE LOUVEL.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Délégation de signature.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu le décret du 28 juin 1953 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 1er juillet 1953 portant constitution du cabinet du ministre de la santé publique et de la population,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Jean-Pierre Bérard, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la santé publique et de la population tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1953.

PAUL COSTE-FLORET.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Arrêtés portant attribution de la médaille d'honneur des postes, télégraphes et téléphones.

Ces textes sont publiés au numéro 21 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 8 septembre 1953, il est accordé au ministre des postes, télégraphes et téléphones, au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones de l'exercice 1953, 2e section, en addition aux autorisations de programme et aux crédits de payement accordés par la loi de finances et par des textes spéciaux, des autorisations de programme et des crédits de payement s'élevant respectivement à 2.692.655.940 F et applicables au chapitre 53-22: « Equipement des lignes téléphoniques interurbaines et aménagement des réseaux urbains ».

Services extérieurs.

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 septembre 1953: page 7793, 1re colonne, 18e ligne, au lieu de: « Par arrêté du 26 août 1953: M. Halpern (J.)... », lire: « Par arrêté du 21 août 1953: M. Halpern (J.)... ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 septembre 1953, page 7955, 1re colonne, au lieu de: « Par arrêté du 4 septembre 1953, est acceptée, à compter du 1er octobre 1953, la démission de M. Clavier... », lire: « Par arrêté du 21 août 1953,... ». (Le reste sans changement.)

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1953

Ordre du jour du mardi 6 octobre 1953.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacance, d'un membre de commission.

2. — Vote du projet de loi (n° 6030) autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 101 concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 35e session, tenue à Genève en juin 1952. (N° 6550. — M. Boscary-Monsservin, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Fixation éventuelle de la date de discussion d'interpellations sur la situation sociale.

Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises.

Séance du mercredi 16 septembre 1953.

Présents. — MM. Bettencourt, Bouhey (Jean), Briffod, Fonlupt-Esperaber, Gailliemin, Gaumont, Mme Guérin (Rose), MM. Isorni, Kriegel-Valrimont, Laforest, Manceau (Robert) (Sarthe), Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Mercier (Michel) (Loir-et-Cher), Mondon, Nenon, Paquet.

Excusés. — MM. Arnal et Durbet.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1953

Ordre du jour du mardi 6 octobre 1953.

A dix-sept heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère de l'agriculture.

Avis relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement de personnel enseignant (école nationale d'agriculture de Montpellier).

Des concours sur titres et sur épreuves seront ouverts à des dates qui seront ultérieurement fixées en vue du recrutement à l'école nationale d'agriculture de Montpellier, d'un professeur titulaire de la chaire de botanique et d'un maître de conférences de géologie.

Tous renseignements concernant ces concours seront fournis soit au siège même de l'établissement, soit au ministère de l'agriculture (service de l'enseignement, 1er bureau).

Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique.

Des concours sur titres et sur épreuves seront ouverts, aux dates ci-après fixées, pour le recrutement de deux professeurs titulaires des chaires ci-après désignées à l'institut national agronomique;

Agriculture comparée: mercredi 4 novembre 1953;

Géologie: vendredi 6 novembre 1953.

Tous renseignements concernant l'organisation de ces concours pourront être fournis sur demande adressée soit au ministère de l'agriculture (service de l'enseignement, 1er bureau), 78, rue de Varenne, Paris (7e), soit au siège de l'institut national agronomique.

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — Evaluation des recettes de la trente-troisième semaine du 15 au 21 août 1953. (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1953 — Recettes évaluées	1952 — Recettes comptables	DIFFERENCE EN FAVEUR DE: 1953 — En valeur absolue	1953 — Pourcentage	1952 — En valeur absolue	1952 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	279.260	2.871.218	»	»	2.591.958	90,3
Bagages et consigne	6.840	74.979	»	»	68.139	90,9
Colis postaux, petits colis	2.100	165.342	»	»	163.242	98,7
Marchandises (détail et wagons)	115.440	4.252.338	»	»	4.136.898	97,3
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	403.640	7.363.877	»	»	6.960.237	94,5

II. — Evaluation des recettes au 21 août 1953.

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 30 juin 1953.	RECETTES évaluées du 1er mai au 21 août 1953.	TOTAL des recettes du 1er janvier au 21 août 1953	RECETTES comptables du 1er janvier au 21 août 1952	DIFFERENCE EN FAVEUR DE: 1953 — En valeur absolue	1953 — Pourcentage	1952 — En valeur absolue	1952 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	47.373.061	19.515.660	66.888.721	67.486.074	»	»	597.353	0,9
Bagages et consigne	831.557	448.190	1.279.747	1.316.964	»	»	37.217	2,8
Colis postaux, petits colis	7.020.352	1.466.680	8.487.032	8.032.106	454.926	5,7	»	»
Marchandises (détail et wagons)	126.988.891	27.120.510	154.109.401	170.069.109	»	»	15.659.708	9,2
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	182.213.861	48.851.040	231.064.901	246.904.253	»	»	15.839.352	6,4

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* JEAN REYMOND.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Dernière cours cotée en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité.	Cours limites pratiqués par la Banque de France.	Cours extrêmes cotés à la Bourse du 16 sept. 1953.
349 93	Etats-Unis	1 $ USA	350 ..(1)	....	349 93 .... ..
355 20	Canada	1 $ Can.	.... ..	....	355 10 .... ..
163 70	Côte Fse Somalis	100 F Djib	164 0727	....	....
8352 ..	Allemagne occ.	100 D Mk	8333 33	8271 .. 8296 ..	8352 .. 8351 ..
696 35	Belgique	100 F b.	700 ..	694 75 705 25	697 10 696 75
5040 ..	Danemark	100 c. d.	5067 22	5029 25 5135 25	5043 .. 5040 ..
975 25	Grande-Bretagne	1 liv. st	980 ..	972 65 987 35	975 50 975 35
9203 ..	Pays-Bas	100 fl.	9240 52	9141 60 9279 80	9197 .. 9196 ..
6750 ..	Suède	100 c. s	6765 625	6715 .. 6816 50	6751 .. ..
8011 ..	Suisse	100 F s	8003 99	7944 .. 8064 ..	8015 .. 8014 ..
1003 ..	Egypte	1 liv. ég	1035 04	997 .. 1013 ..	1003 50 1003 ..
56 45	Italie	100 lire	56 022	55 60 56 45	56 45 .... ..
4045 ..	Mexique	100 pes	4037 97	4025 .. 4090 ..	4070 .. ..
4890 ..	Norvège	100 c. n.	4900 ..	4860 .. 4940 ..	4900 .. 4890 ..
1216 25	Portugal	100 esc.	1217 39	1208 25 1226 50	1217 50 1216 50
4897 50	Tchécoslovaquie	100 kcs.	4861 11	4824 50 4897 50	4897 50 .... ..
117 60	Yougoslavie	100 din.	116 666	113 70 117 60	....
	Autriche	100 sch	1346 15	1333 ..(2) 1353 ..(2)	

Zone C. F. A.	100 F. C. F. A.	200	Etats associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam	100 piastres	1000
Zone C. F. P.	100 F. C. F. P.	550	Comptoirs français dans l'Inde	100 roupies I. F.	7350

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

(2) Cours de reprise et de cession des chèques aux voyageurs.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.011.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GENERALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1946

DE LA

société Energie électrique suburbaine de Nancy.

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1946) de la société Energie électrique suburbaine de Nancy, sont informés que l'amortissement du 1er novembre 1953 a été réalisé par voie de rachats en Bourse. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

Néant.

COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 184352.

Emprunt 4 0/0 1946-1953.

Présentation du tableau d'amortissement à partir du 1er décembre 1952.

AU COURS DE L'ANNÉE qui sera expirée le:	LE MONTANT NOMINAL des obligations à amortir au cours de ladite année sera au minimum de:
	Francs.
1er décembre 1953	41.835.000 »
— 1954	43.505.000 »
— 1955	45.245.000 »
— 1956	47.055.000 »
— 1957	48.940.000 »
— 1958	50.895.000 »
— 1959	52.935.000 »
— 1960	55.050.000 »
— 1961	57.250.000 »
— 1962	59.540.000 »
— 1963	61.925.000 »
— 1964	64.400.000 »
— 1965	66.975.000 »
— 1966	69.655.000 »
— 1967	72.440.000 »
— 1968	75.340.000 »
— 1969	78.355.000 »
— 1970	81.490.000 »
— 1971	81.715.000 »
— 1972	88.135.000 »
— 1973	91.665.000 »
— 1974	95.330.000 »
— 1975	99.140.000 »
— 1976	103.110.000 »
Total	1.634.955.000 »

BRASSERIES ET MALTERIES FRANCHE-COMTE-ALSACE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 126.900.000 F

SIÈGE SOCIAL: A SOCHAUX (DOUBS)

Obligations 6 1/4 0/0 1912 (*ex*-4 1/4 0/0) *de* 2.000 *F.*

Onzième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires à l'amortissement prévu le 1er octobre 1953.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Toutes les obligations sorties aux tirages antérieurs ont été présentées au remboursement.

SCHNEIDER & Cie

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS

AU CAPITAL DE 2.610 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 42, RUE D'ANJOU, A PARIS

R. C.: Seine n° 112622.

Obligations 4 0/0 1945.

MM. les porteurs d'obligations 4 0/0 1945 de 5.000 F Schneider et Cie sont informés que la société a procédé, dans les conditions prévues au prospectus d'émission, au rachat des 715 obligations dont l'amortissement figure au tableau pour le 25 novembre 1953.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont également été effectués par voie de rachats.

Le gérant.

Société des Produits Chimiques Coignet

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 556.320.000 F

SIÈGE SOCIAL: 40, RUE DU COLISÉE, PARIS (8e)

R. C.: Paris n° 43000.

Obligations 5 0/0 1930.

MM. les obligataires sont informés que les 247 titres ci-après sortis au sort sont remboursables au pair à partir du 15 octobre 1953.

111 à 120 — 391 et 392 — 394 — 446 — 448 et 449 — 539 — 1.121 à 1.130 — 1.801 à 1.804 — 1.815 à 1.820 — 2.131 à 2.134 — 2.231 à 2.233 — 2.239 — 2.331 à 2.336 — 2.338 — 2.373 et 2.374 — 3.231 à 3.233 — 3.238 à 3.240 — 3.558 à 3.560 — 3.851 à 3.860 — 4.241 à 4.243 — 4.246 à 4.248 — 4.281 à 4.285 — 4.321 à 4.330 — 4.551 à 4.560 — 5.621 à 5.630 — 5.067 à 5.670 — 5.961 — 5.963 à 5.966 — 6.201 et 6.202 — 6.208 — 6.265 à 6.267 — 6.336 à 6.340 — 6.451 à 6.454 — 6.460 — 6.721 à 6.727 — 7.451 — 7.456 à 7.460 — 7.555 et 7.556 — 7.881 à 7.884 — 7.887 à 7.890 — 7.961 et 7.962 — 7.964 à 7.967 — 8.496 à 8.500 — 8.701 à 8.710 — 8.745 à 8.750 — 9.631 à 9.640 — 9.641 à 9.650 — 10.431 — 10.436 à 10.440 — 11.081 à 11.088 — 11.090 — 12.151 à 12.160 — 12.261 à 12.286 — 12.951 à 12.956 — 9.811.

Obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

2.209 et 2.210 (tirage 1952) — 2.915 (1948) — 3.115 à 3.118 (1946) — 4.057 à 4.060 (1945) — 4.082 (1948) — 4.085 (1948) — 4.088 (1948) — 4.485 et 4.486 (1952) — 7.389 et 7.390 (1945) — 7.391 à 7.400 (1948) — 7.431 à 7.438 (1942) — 8.019 (1947) — 8.213 (1952) — 11.315 à 11.324 (1952) — 11.538 (1947) — 11.636 à 11.638 (1952).

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 o/o DIFFERE 1908

Remboursement du 1er octobre 1953.

Quarantième tirage effectué le 4 août 1953 pour amortissement de 1.235 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarantième tirage;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarantième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
6	**1953**	**2.663**	**1953**	**5.520**	**1953**	**8.253**	**1953**	10.388	8-48	**13.051**	**1953**
101	»	**2.672**	»	5.545	»	**8.257**	»	**10.403**	**1953**	**13.081**	»
120	»	**2.699**	»	**5.600**	»	**8.259**	»	**10.450**	»	**13.157**	»
142	»	**2.709**	»	5.609	»	**8.311**	»	**10.501**	»	13.170	opp.
151	»	**2.808**	»	**5.668**	»	**8.312**	»	**10.579**	»	13.171	»
285	»	**2.845**	»	**5.707**	»	**8.352**	»	**10.609**	»	**13.291**	**1953**
301	»	2.925	1952	**5.752**	»	**8.353**	»	**10.633**	»	**13.341**	»
331	»	**2.930**	**1953**	**5.769**	»	**8.359**	»	**10.656**	»	**13.356**	»
372	»	**2.950**	»	**5.835**	»	**8.447**	»	**10.670**	»	**13.379**	»
387	»	**2.968**	»	**5.840**	»	8.463	8-48	**10.685**	»	**13.384**	»
403	»	**3.051**	»	**5.962**	»	**8.523**	**1953**	**10.738**	»	**13.427**	»
450	»	**3.081**	»	**5.982**	»	**8.552**	»	10.753	1951	**13.479**	»
501	»	3.108	1952	**6.021**	»	8.558	1952	**10.815**	**1953**	**13.568**	»
562	1952	**3.157**	**1953**	**6.080**	»	**8.653**	**1953**	**10.826**	»	13.570	8-48
579	**1953**	3.275	1951	**6.171**	»	**8.679**	»	**10.847**	»	**13.608**	**1953**
609	»	**3.291**	**1953**	**6.217**	»	**8.697**	»	10.892	10-48	**13.707**	»
611	3-48	**3.341**	»	**6.259**	»	8.731	1939	**10.933**	**1953**	**13.712**	»
633	**1953**	**3.356**	»	6.267	1949	**8.740**	**1953**	**10.935**	»	**13.750**	»
656	»	**3.379**	»	6.268	8-48	**8.753**	»	**10.942**	»	**13.751**	»
670	»	**3.384**	»	**6.316**	**1953**	**8.772**	»	**11.042**	»	**13.802**	»
685	»	**3.427**	»	**6.323**	»	8.791	1950	**11.051**	»	**13.807**	»
696	1950	3.473	opp.	**6.338**	»	**8.796**	**1953**	**11.074**	»	**13.819**	»
697	10-48	3.474	»	**6.390**	»	**8.805**	»	**11.103**	»	**13.884**	»
738	**1953**	**3.479**	**1953**	**6.391**	»	**8.816**	»	**11.115**	»	**13.981**	»
815	»	**3.568**	»	**6.401**	»	**8.834**	»	**11.135**	»	**13.983**	»
826	»	**3.608**	»	6.437	opp.	**8.854**	»	**11.136**	»	14.007	1952
847	»	3.613	1949	**6.454**	**1953**	**8.900**	»	**11.143**	»	**14.010**	**1953**
875	1952	**3.707**	**1953**	**6.488**	»	**8.935**	»	**11.183**	»	**14.014**	»
933	**1953**	**3.712**	»	**6.546**	»	**8.940**	»	**11.188**	»	**14.093**	»
935	»	**3.750**	»	**6.572**	»	**8.930**	»	**11.284**	»	**14.152**	»
942	»	**3.751**	»	**6.573**	»	**9.018**	»	**11.293**	»	**14.188**	»
1.042	»	**3.802**	»	**6.586**	»	**9.021**	»	11.309	opp.	**14.224**	»
1.051	»	**3.807**	»	**6.590**	»	**9.188**	»	**11.350**	**1953**	**14.277**	»
1.074	»	**3.819**	»	**6.597**	»	**9.244**	»	**11.392**	»	**14.316**	»
1.103	»	**3.884**	»	6.716	8-48	**9.301**	»	11.459	1951	**14.355**	»
1.115	»	**3.981**	»	**6.769**	**1953**	**9.342**	»	**11.511**	**1953**	14.366	»
1.135	»	**3.983**	»	**6.820**	»	**9.347**	»	**11.634**	»	14.466	1937
1.136	»	**4.010**	»	**6.849**	»	9.364	opp.	**11.649**	»	**14.473**	**1953**
1.143	»	**4.014**	»	**6.933**	»	**9.474**	**1953**	**11.671**	»	**14.508**	»
1.183	»	**4.093**	»	**6.935**	»	**9.509**	»	**11.811**	»	**14.585**	»
1.188	»	**4.152**	»	**7.021**	»	**9.518**	»	**11.918**	»	**14.615**	»
1.284	»	**4.188**	»	**7.095**	»	**9.553**	»	**11.923**	»	**14.711**	»
1.293	»	**4.224**	»	7.141	8-48	**9.599**	»	**11.961**	»	14.759	1952
1.350	»	**4.277**	»	**7.152**	**1953**	**9.601**	»	**11.971**	»	**14.760**	**1953**
1.392	»	4.298	8-48	**7.159**	»	**9.607**	»	**12.134**	»	14.787	1952
1.511	»	**4.316**	**1953**	**7.183**	»	**9.667**	»	**12.193**	»	14.823	1923
1.588	opp.	**4.355**	»	**7.248**	»	9.686	1952	12.229	8-48	14.823	opp.
1.634	**1953**	**4.366**	»	**7.258**	»	**9.715**	**1953**	**12.265**	**1953**	**14.864**	**1953**
1.649	»	**4.473**	»	**7.455**	»	**9.718**	»	**12.319**	»	**14.974**	»
1.671	»	**4.506**	»	**7.461**	»	**9.723**	»	**12.321**	»	**15.041**	»
1.811	»	4.567	3-48	**7.479**	»	**9.726**	»	**12.329**	»	**15.073**	»
1.918	»	4.569	1952	7.511	1952	9.748	1952	**12.348**	»	**15.126**	»
1.923	»	**4.585**	**1953**	**7.584**	**1953**	**9.759**	**1953**	**12.360**	»	**15.136**	»
1.961	»	4.595	8-48	**7.590**	»	9.759	opp.	**12.421**	»	**15.140**	»
1.971	»	4.595	opp.	**7.728**	»	**9.772**	**1953**	**12.427**	»	15.174	1951
2.002	8-48	**4.615**	**1953**	**7.757**	»	**9.777**	»	**12.435**	»	15.243	1952
2.134	**1953**	**4.711**	»	**7.767**	»	**9.780**	»	12.441	1952	**15.288**	**1953**
2.193	»	**4.760**	»	**7.784**	»	**9.811**	»	**12.541**	**1953**	**15.311**	»
2.265	»	4.778	8-48	**7.799**	»	**9.828**	»	12.621	opp.	15.374	8-48
2.319	»	4.783	1951	**7.807**	»	**9.876**	»	12.622	»	**15.428**	**1953**
2.321	»	**4.864**	**1953**	**7.871**	»	**9.881**	»	12.624	»	**15.452**	»
2.329	»	**4.974**	»	**7.963**	»	**9.895**	»	12.625	»	**15.457**	»
2.341	1949	**5.041**	»	7.973	8-48	**9.951**	»	**12.626**	**1953**	15.468	1952
2.348	**1953**	5.042	1950	**7.984**	**1953**	**9.956**	»	**12.663**	»	**15.474**	**1953**
2.360	»	**5.073**	**1953**	**8.041**	»	**9.957**	»	**12.672**	»	**15.520**	»
2.421	»	**5.126**	»	**8.053**	»	**10.006**	»	**12.699**	»	**15.545**	»
2.427	»	**5.136**	»	**8.057**	»	10.035	opp.	**12.709**	»	15.580	8-48
2.435	»	**5.149**	»	**8.069**	»	10.050	1949	**12.808**	»	**15.600**	**1953**
2.441	1952	5.213	1939	**8.071**	»	**10.101**	**1953**	**12.845**	»	**15.609**	»
2.441	opp.	**5.288**	**1953**	**8.120**	»	**10.120**	»	12.851	opp.	15.635	1952
2.443	»	**5.311**	»	**8.132**	»	**10.142**	»	**12.930**	»	**15.668**	**1953**
2.441	»	5.417	1952	**8.137**	»	**10.151**	»	**12.950**	»	**15.707**	»
2.508	8-48	**5.428**	**1953**	8.159	8-48	**10.285**	»	**12.968**	»	**15.760**	»
2.541	**1953**	**5.452**	»	**8.207**	**1953**	**10.301**	»	12.990	opp.	**15.835**	»
2.555	1952	**5.457**	»	**8.209**	»	**10.331**	»	13.017	»	**15.840**	»
2.596	1949	**5.474**	»	**8.222**	»	**10.372**	»	13.020	»		
2.626	**1953**	5.518	1952	8.226	1952	**10.387**	»	13.021	»		

NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMÉROS	ANNÉES de rembour-sement.
15.876	1950	18.900	1953	21.918	1953	25.428	1953	28.653	1953	31.284	1953
15.877	1951	18.935	»	21.923	»	25.452	»	28.679	»	31.293	»
15.962	1953	18.937	1939	21.961	»	25.457	»	28.697	»	31.350	»
15.982	»	18.940	1953	21.971	»	25.474	»	28.740	»	31.392	»
16.021	»	18.980	»	22.134	»	25.520	»	28.753	»	31.511	»
16.080	»	19.018	»	22.165	1952	25.533	1952	28.772	»	31.621	1952
16.135	opp	19.021	»	22.193	1953	25.545	1953	28.798	»	31.634	1953
16.171	1953	19.116	1951	22.266	»	25.600	»	28.805	»	31.640	»
16.217	»	19.188	1953	22.304	8-48	25.609	»	28.816	»	31.650	opp.
16.250	»	19.244	»	22.319	1953	25.668	»	28.834	»	31.671	1953
16.316	»	19.301	»	22.321	»	25.707	»	28.854	»	31.698	1951
16.323	»	19.314	10-48	22.329	»	25.752	»	28.863	8-48	31.768	opp.
16.338	»	19.331	1952	22.345	1952	25.760	»	28.868	opp.	31.811	1953
16.390	»	19.342	1953	22.346	1953	25.832	8-48	28.883	»	31.855	1924
16.391	»	19.347	»	22.330	»	25.833	»	28.894	»	31.918	1953
16.401	»	19.474	»	22.421	»	25.835	1953	28.900	1953	31.923	»
16.436	opp.	19.509	»	22.427	»	25.840	»	28.935	»	31.961	»
16.454	1953	19.518	»	22.435	»	25.962	»	28.940	»	31.971	»
16.468	»	19.553	»	22.541	»	25.982	»	28.980	»	32.134	»
16.548	»	19.563	opp.	22.546	opp.	26.021	»	29.018	»	32.193	»
16.572	»	19.599	1953	22.577	8-48	26.032	8-48	29.021	»	32.265	»
16.573	»	19.601	»	22.594	1939	26.080	1953	29.188	»	32.319	»
16.586	»	19.607	»	22.626	1953	26.171	»	29.244	»	32.321	»
16.590	»	19.667	»	22.663	»	26.217	»	29.301	»	32.329	»
16.597	»	19.672	opp.	22.672	»	26.259	»	29.342	»	32.348	»
16.699	opp.	19.673	8-48	22.699	»	26.316	»	29.347	»	32.360	»
16.771	8-48	19.673	opp.	22.709	»	26.323	»	29.474	»	32.375	opp.
16.772	opp	19.715	1953	22.808	»	26.338	»	29.509	»	32.421	1953
16.780	1953	19.718	»	22.845	»	26.390	»	29.518	»	32.427	»
16.820	»	19.723	»	22.930	»	26.291	»	29.553	»	32.435	»
16.849	»	19.726	»	22.950	»	26.401	»	29.599	»	32.475	1939
16.933	»	19.750	»	22.968	»	26.419	1952	29.601	»	32.492	opp.
16.935	»	19.772	»	23.051	»	26.454	1953	29.607	»	32.541	1953
17.021	»	19.777	»	23.081	»	26.488	»	29.667	»	32.626	»
17.095	»	19.780	»	23.157	»	26.546	»	29.715	»	32.663	»
17.152	»	19.811	»	23.291	»	26.572	»	29.717	opp.	32.672	»
17.159	»	19.828	»	23.297	8-48	26.573	»	29.718	1953	32.699	»
17.183	»	19.876	»	23.341	1953	26.586	»	29.723	»	32.709	»
17.246	8-48	19.881	»	23.356	»	26.590	»	29.726	»	32.808	»
17.248	1953	19.895	»	23.379	»	26.597	»	29.759	»	32.845	»
17.258	»	19.951	»	23.384	»	26.780	»	29.772	»	32.928	1951
17.455	»	19.956	»	23.426	1952	26.820	»	29.777	»	32.930	1953
17.461	»	19.967	»	23.427	1953	26.849	»	29.780	»	32.950	»
17.479	»	19.980	opp.	23.479	»	26.933	»	29.811	»	32.968	»
17.584	»	20.006	1953	23.568	»	26.935	»	29.828	»	33.051	»
17.590	»	20.101	»	23.606	»	27.021	»	29.876	»	33.081	»
17.728	»	20.120	»	23.707	»	27.095	»	29.881	»	33.157	»
17.733	1952	20.142	»	23.712	»	27.152	»	29.895	»	33.291	»
17.757	1953	20.151	»	23.720	8-48	27.159	»	29.951	»	33.341	»
17.767	»	20.193	opp.	23.720	opp.	27.183	»	29.956	»	33.356	»
17.784	»	20.285	1953	23.721	»	27.248	»	29.967	»	33.379	»
17.799	»	20.301	»	23.750	1953	27.258	»	29.983	1952	33.384	»
17.807	»	20.320	8-48	23.751	»	27.455	»	30.006	1953	33.427	»
17.871	»	20.331	1953	23.802	»	27.461	»	30.101	»	33.479	»
17 963	»	20.352	1950	23.807	»	27.479	»	30.120	»	33.563	»
17.984	»	20.372	1953	23.819	»	27.568	8-48	30.129	8-48	33.606	»
18.023	1939	20.387	»	23.884	»	27.576	3-48	30.142	1953	33.680	1950
18.026	opp	20.403	»	23.944	opp.	27.584	1953	30.151	»	33.707	1953
18.041	1953	20.450	»	23.945	»	27.590	»	30.210	1952	33.712	»
18.053	»	20.501	»	23.981	1953	27.728	»	30.285	1953	33.750	»
18.057	»	20.579	»	23.983	»	27.757	»	30.301	»	33.751	»
18.080	»	20.600	»	24.010	»	27.767	»	30.331	»	33.789	1951
18.071	»	20.633	»	24.014	»	27.784	»	30.372	»	33.794	1952
18.120	»	20.656	»	24.046	1922	27.799	»	30.387	»	33.802	1953
18.132	»	20.670	»	24.093	1953	27.807	»	30.403	»	33.807	»
18.137	»	20.685	»	24.097	opp.	27.871	»	30.450	»	33.819	»
18.207	»	20.738	»	24.152	1953	27.963	»	30.470	1951	33.834	»
18.209	»	20.815	»	24.188	»	27.984	»	30.501	1953	33.981	»
18.222	»	20.826	»	24.224	»	28.041	»	30.579	»	33.983	»
18.253	»	20.847	»	24.277	»	28.053	»	30.089	»	34.010	»
18.257	»	20.933	»	24.316	»	28.057	»	30.633	»	34.014	»
18.259	»	20.935	»	24.355	»	28.060	»	30.653	3-48	34.093	»
18.311	»	20.942	»	24.368	»	28.071	»	30.656	1953	34.152	»
18.312	»	21.002	»	24.473	»	28.120	»	30.670	»	34.188	»
18.352	»	21.051	»	24.508	»	28.132	»	30.685	»	34.222	1952
18.353	»	21.074	»	24.521	1952	28.137	»	30.738	»	34.224	1953
18.354	»	21.103	»	24.540	1939	28.150	1952	30.815	»	34.277	»
18.434	1951	21.115	»	24.545	opp.	28.207	1953	30.826	»	34.316	»
18.443	1952	21.135	»	24.585	1953	28.209	»	30.847	»	34.365	»
18.447	1953	21.136	»	24.615	»	28.222	»	30.990	3-48	34.366	»
18.528	»	21.143	»	24.711	»	28.224	10-48	30.933	1953	34.426	10-48
18.562	»	21.183	»	24.760	»	28.253	1953	30.935	»	34.456	3-48
18.653	»	21.188	»	24.864	»	28.257	»	30.942	»	34.473	1953
18.679	»	21.234	»	24.878	1949	28.259	»	31.042	»	34.508	»
18.697	»	21.293	»	24.974	1953	28.311	»	31.051	»	34.585	»
18.726	3-48	21.350	»	25.041	»	28.312	»	31.074	»	34.615	»
18.740	1953	21.382	»	25.073	»	28.362	»	31.103	»	34.711	»
18.753	»	21.511	»	25.106	1952	28.363	»	31.115	»	34.723	3-48
18.772	»	21.588	1951	25.126	1953	28.354	»	31.120	1950	34.754	opp.
18.796	»	21.634	1953	25.136	»	28.412	1950	31.135	1953	34.760	1953
18.805	»	21.649	»	25.149	»	28 447	1953	31.136	»	34.787	1952
18.816	»	21.671	»	25.205	8-48	28.528	»	31.143	»	34.864	1953
18.834	»	21.811	»	25.288	1953	28.552	»	31.183	»	34.874	»
18.854	»	21.869	1951	25.311	»	28.601	8-48	31.188	»	35.036	opp.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
35.041	1953	37.807	1953	39.777	1953	42.285	10-48	45.452	1953	48.137	1953
35.073	»	37.871	»	39.780	»	42.319	1953	45.457	»	48.207	»
35.096	opp.	37.963	»	39.811	»	42.321	»	45.474	»	48.209	»
35.126	1953	37.971	10-48	39.829	»	42.329	»	45.520	»	48.222	»
35.136	»	37.971	opp.	39.876	»	42.348	»	45.545	»	48.253	»
35.149	»	37.984	1953	39.881	»	42.360	»	45.600	»	48.257	»
35.288	»	38.041	»	39.895	»	42.421	»	45.609	»	48.259	»
35.311	»	38.053	»	39.951	»	42.427	»	45.668	»	48.311	»
35.428	»	38.067	»	39.956	»	42.435	»	45.707	»	48.312	»
35.452	»	38.069	»	39.958	1950	42.441	1952	45.752	»	48.336	opp.
35.457	»	38.071	»	39.967	1953	42.475	1939	45.769	»	48.337	1950
35.474	»	38.120	»	39.983	1952	42.541	1953	45.835	»	48.337	opp.
35.491	1952	38.132	»	39.984	10-48	42.626	»	45.840	»	48.352	1953
35.520	1953	38.137	»	39.988	8-48	42.663	»	45.850	10-48	48.353	»
35.545	»	38.207	»	40.006	1953	42.672	»	45.962	1953	48.354	»
35.600	»	38.209	»	40.101	»	42.699	»	45.982	»	48.363	8-48
35.601	1937	38.222	»	40.129	»	42.709	»	46.021	»	48.363	opp.
35.600	1953	38.253	»	40.142	»	42.808	»	46.080	»	48.398	»
35.668	»	38.257	»	40.151	»	42.845	»	46.171	»	48.423	1952
35.700	opp.	38.250	»	40.285	»	42.930	»	46.217	»	48.447	1953
35.707	1953	38.311	»	40.301	»	42.950	»	46.259	»	48.528	»
35.752	»	38.312	»	40.331	»	42.968	»	46.316	»	48.552	»
35.760	»	38.352	»	40.372	»	43.051	»	46.323	»	48.604	opp.
35.832	8-48	38.353	»	40.387	»	43.081	»	46.338	»	48.653	1953
35.836	1953	38.354	»	40.403	»	43.157	»	46.390	»	48.679	»
35.840	»	38.447	»	40.450	»	43.291	»	46.391	»	48.697	»
35.962	»	38.528	»	40.501	»	43.341	»	46.401	»	48.740	»
35.982	»	38.552	»	40.579	»	43.354	3-48	46.431	8-48	48.753	»
36.021	»	38.653	»	40.609	»	43.356	1953	46.454	1953	48.772	»
36.090	»	38.679	»	40.633	»	43.379	»	46.488	»	48.796	»
36.131	8-48	38.697	»	40.656	»	43.384	»	46.498	opp.	48.805	»
36.131	opp.	38.730	1951	40.670	»	43.427	»	46.499	»	48.816	»
36.171	1953	38.740	1953	40.685	»	43.464	8-48	46.500	»	48.834	»
36.199	opp.	38.753	»	40.738	»	43.479	1953	46.546	1953	48.854	»
36.200	»	38.772	»	40.815	»	43.568	»	46.572	»	48.900	»
36.217	1953	38.796	»	40.826	»	43.608	»	46.573	»	48.935	»
36.259	»	38.805	»	40.847	»	43.707	»	46.586	»	48.940	»
36.316	»	38.816	»	40.933	»	43.712	»	46.598	»	48.950	8-48
36.323	»	38.834	»	40.935	»	43.750	»	46.597	»	48.956	1949
36.338	»	38.854	»	40.942	»	43.751	»	46.600	opp.	48.957	8-48
36.390	»	38.900	»	41.042	»	43.802	»	46.789	1953	48.980	1953
36.391	»	38.930	1949	41.051	»	43.807	»	46.820	»	48.982	opp.
36.401	»	38.930	opp.	41.074	»	43.819	»	46.849	»	48.983	»
36.454	»	38.931	»	41.103	»	43.884	»	46.933	»	49.018	1953
36.488	»	38.932	»	41.115	»	43.892	8-48	46.935	»	49.021	»
36.546	»	38.933	8-48	41.118	opp.	43.981	1953	47.021	»	49.183	»
36.572	»	38.933	opp.	41.122	»	43.983	»	47.095	»	49.244	»
36.573	»	38.935	1953	41.135	1953	44.010	»	47.152	»	49.331	»
36.586	»	38.940	»	41.136	»	44.014	»	47.159	»	49.342	»
36.590	»	38.980	»	41.143	»	44.093	»	47.183	»	49.347	»
36.597	»	39.018	»	41.183	»	44.152	»	47.248	»	49.474	»
36.689	1952	39.021	»	41.188	»	44.188	»	47.258	»	49.509	»
36.732	8-48	39.045	8-48	41.199	3-48	44.224	»	47.339	opp.	49.518	»
36.789	1953	39.188	1953	41.284	1953	44.277	»	47.340	»	49.553	»
36.820	»	39.244	»	41.293	»	44.316	»	47.455	1953	49.599	»
36.849	»	39.271	8-48	41.350	»	44.355	»	47.461	»	49.601	»
36.918	8-48	39.301	1953	41.392	»	44.366	»	47.479	»	49.607	»
36.918	opp.	39.342	»	41.511	»	44.473	»	47.584	»	49.667	»
36.933	1953	39.347	»	41.619	1951	44.508	»	47.590	»	49.715	»
36.935	»	39.474	»	41.630	1949	44.581	1949	47.725	8-48	49.718	»
37.021	»	39.509	»	41.634	1953	44.585	1953	47.728	1953	49.723	»
37.095	»	39.518	»	41.649	»	44.615	»	47.733	1952	49.726	»
37.152	»	39.563	»	41.671	»	44.711	»	47.757	1953	49.759	»
37.159	»	39.599	»	41.767	opp.	44.760	»	47.767	»	49.772	»
37.183	»	39.601	»	41.781	1951	44.864	»	47.784	»	49.777	»
37.248	»	39.607	»	41.811	1953	44.974	»	47.799	»	49.780	»
37.258	»	39.641	1950	41.942	1937	45.041	»	47.807	»	49.811	»
37.455	»	39.641	opp.	41.942	opp.	45.069	opp.	47.871	»	49.828	»
37.461	»	39.642	»	41.918	1953	45.071	»	47.963	»	49.876	»
37.479	»	39.667	1953	41.923	»	45.073	1953	47.984	»	49.881	»
37.584	»	39.715	»	41.961	»	45.126	»	48.041	»	49.895	»
37.590	»	39.718	»	41.971	»	45.136	»	48.053	»	49.951	»
37.728	»	39.723	»	42.134	»	45.149	»	48.057	»	49.956	»
37.757	»	39.726	»	42.141	1936	45.162	8-48	48.069	»	49.967	»
37.767	»	39.759	»	42.176	1951	45.288	1953	48.071	»		
37.784	»	39.771	1939	42.193	1953	45.311	»	48.120	»		
37.799	»	39.772	1953	42.265	»	45.428	»	48.132	»		

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement 1922 (15e tirage), coupon 31, avril 1923.
— 1923 (16e tirage), — 33, — 1924.
— 1924 (17e tirage), — 35, — 1925.
— 1925 (18e tirage), — 37, — 1926.
— 1926 (19e tirage), — 39, — 1927.
— 1927 (20e tirage), — 41, — 1928.
— 1928 (21e tirage), — 43, — 1929.
— 1929 (22e tirage), — 45, — 1930.
— 1930 (23e tirage), — 47, — 1931.
— 1931 (24e tirage), — 49, — 1932.
— 1932 (25e tirage), — 51, — 1933.
— 1933 (26e tirage), — 53, — 1934.
— 1934 (27e tirage), — 55, — 1935.

Remboursement 1935 (28e tirage), coupon 57, avril 1936.
— 1936 (29e tirage), — 59, — 1937.
— 1937 (30e tirage), — 61, — 1938.
— 1938 (31e tirage), — 63, — 1939.
— 1939 (32e tirage), — 65, — 1940.
— mars 1948 (33e tirage), — 81, — 1948.
— août 1948 (34e tirage), — 82, oct. 1948.
— oct. 1948 (35e tirage), — 83, avril 1949.
— 1949 (36e tirage), — 85, — 1950.
— 1950 (37e tirage), — 87, — 1951.
— 1951 (38e tirage), — 89, — 1952.
— 1952 (39e tirage), — 91, — 1953.
— 1953 (40e tirage), — 93, — 1954.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 o/o 1896

Remboursement du 1er octobre 1953.

PREMIÈRE SÉRIE. — Nos 1 à 100.000.

Cinquante et unième tirage effectué le 4 août 1953 pour amortissement de 2.380 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au cinquante et unième tirage;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du cinquante et unième tirage.

NUMEROS	ANNÉES de rembour sement.	NUMEROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMEROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMEROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMEROS	ANNÉES de rembour-sement.	NUMEROS	ANNÉES de rembour-sement.
27	**1953**	**2.140**	**1953**	**4.779**	**1953**	**6.952**	**1953**	9.265	8-48	10.880	8-48
75	»	**2.182**	»	**4.918**	»	**6.963**	»	**9.363**	**1953**	10.881	1950
151	3-48	**2.258**	»	**4.940**	»	**7.037**	»	**9.525**	»	10.882	8-48
165	8-48	**2.270**	»	**4.981**	»	**7.103**	»	9.538	1952	**10.885**	**1963**
175	**1953**	**2.288**	»	5.007	1952	**7.143**	»	**9.556**	**1953**	**10.900**	»
176	3-48	**2.299**	»	**5.012**	**1953**	**7.154**	»	**9.566**	»	**10.921**	»
184	**1953**	**2.324**	»	**5.026**	»	7.156	opp.	**9.571**	»	10.933	8-48
221	»	**2.330**	»	5.044	3-48	**7.250**	**1963**	**9.609**	»	10.940	»
259	»	**2.334**	»	**5.052**	**1953**	**7.293**	»	9.640	8-48	10.941	1949
289	»	**2.362**	»	**5.053**	»	7.297	8-48	**9.672**	**1953**	10.942	8-48
291	»	**2.391**	»	**5.099**	»	7.297	opp.	**9.685**	»	10.943	»
355	»	**2.400**	»	**5.153**	»	**7.325**	**1953**	**9.755**	»	10.944	3-48
364	»	**2.418**	»	**5.204**	»	**7.427**	»	**9.757**	»	**10.968**	**1953**
365	»	2.442	1938	**5.214**	»	**7.428**	»	**9.787**	»	**11.132**	»
374	»	**2.471**	**1953**	**5.224**	»	**7.448**	»	**9.929**	»	**11.214**	»
389	8-48	**2.502**	»	**5.291**	»	**7.516**	»	**9.934**	»	**11.221**	»
390	1938	**2.537**	»	**5.306**	»	7.569	8-48	**9.935**	»	**11.246**	»
423	**1953**	**2.622**	»	**5.359**	»	**7.586**	**1953**	**9.957**	»	**11.253**	»
517	»	2.680	8-48	**5.367**	»	**7.605**	»	9.965	opp.	**11.312**	»
652	»	**2.824**	**1963**	5.502	8-48	**7.626**	»	**9.980**	**1963**	11.316	1950
655	**1953**	**2.846**	»	**5.536**	**1953**	**7.627**	»	9.985	8-48	**11.354**	**1953**
665	8-48	**2.868**	»	**5.557**	»	**7.671**	»	9.987	3-48	**11.478**	»
666	1952	2.905	1952	**5.565**	»	**7.731**	»	**10.027**	**1953**	**11.488**	»
682	**1953**	2.933	opp.	**5.574**	»	7.740	1951	**10.076**	»	**11.507**	»
724	»	2.934	»	**5.585**	»	**7.769**	**1953**	**10.175**	»	**11.601**	»
735	»	2.938	»	**5.603**	»	**7.779**	»	**10.184**	»	11.605	1952
737	»	2.941	»	**5.649**	»	7.787	8-48	**10.221**	»	**11.662**	**1953**
760	»	**2.953**	**1953**	**5.662**	»	**7.792**	**1953**	**10.259**	»	**11.680**	»
775	8-48	**3.056**	»	**5.672**	»	**7.812**	»	**10.260**	»	**11.708**	»
837	**1953**	**3.059**	»	**5.686**	»	**7.814**	»	10.277	8-48	**11.730**	»
885	»	**3.168**	»	**5.704**	»	**7.866**	»	**10.281**	**1953**	**11.758**	»
909	»	3.183	opp.	5.812	1951	7.879	1952	10.301	8-48	**11.782**	»
921	»	**3.189**	**1953**	**5.836**	**1953**	7.895	opp.	10.309	3-48	**11.790**	»
966	»	**3.191**	»	**5.842**	»	**7.915**	**1953**	10.317	8-48	**11.871**	»
1.132	»	3.193	opp.	**5.849**	»	7.946	8-48	10.320	»	**11.899**	»
1.214	»	**3.278**	**1953**	**5.860**	»	7.969	»	10.321	8-48	11.903	1949
1.221	»	**3.330**	»	**5.901**	»	**8.020**	**1953**	10.323	10-48	**11.936**	**1953**
1.246	»	**3.349**	»	**5.945**	»	**8.024**	»	10.352	8-48	11.943	8-48
1.249	1952	**3.459**	»	**6.011**	»	8.067	1951	10.354	»	**11.975**	**1953**
1.253	**1953**	**3.531**	»	**6.028**	»	8.068	8-48	**10.356**	**1953**	**11.989**	»
1.312	»	**3.574**	»	**6.055**	»	**8.121**	**1953**	10.360	8-48	12.043	8-48
1.316	1950	**3.600**	»	**6.166**	»	**8.129**	»	**10.364**	**1953**	**12.089**	**1963**
1.354	**1953**	**3.645**	»	**6.185**	»	**8.171**	»	**10.366**	»	**12.091**	»
1.409	8-48	**3.705**	»	6.209	1952	**8.232**	»	10.368	8-48	**12.120**	»
1.478	**1963**	**3.713**	»	6.252	8-48	**8.246**	»	10.370	»	**12.133**	»
1.488	»	**3.754**	»	**6.293**	**1953**	**8.284**	»	**10.374**	**1953**	**12.140**	»
1.597	»	**3.771**	»	**6.350**	»	**8.316**	»	10.377	8-48	**12.182**	»
1.601	»	3.782	1952	**6.398**	»	**8.322**	»	**10.423**	**1953**	12.206	1952
1.603	1938	**3.835**	**1953**	**6.460**	»	**8.383**	»	**10.517**	»	**12.258**	**1953**
1.662	**1953**	3.864	8-48	**6.495**	»	**8.406**	»	10.639	8-48	**12.270**	»
1.680	»	**3.945**	**1953**	**6.502**	»	8.469	8-48	10.640	»	**12.288**	»
1.708	»	**3.995**	»	**6.505**	»	**8.483**	**1953**	10.645	»	**12.299**	»
1.739	»	**4.016**	»	**6.552**	»	**8.503**	»	10.649	1952	**12.324**	»
1.758	»	**4.110**	»	6.575	8-48	**8.568**	»	**10.652**	**1953**	**12.330**	»
1.782	»	**4.155**	»	6.576	»	**8.671**	»	**10.655**	»	**12.334**	»
1.790	»	**4.208**	»	**6.589**	**1963**	**8.713**	»	10.658	1952	**12.362**	»
1.865	1951	**4.223**	»	**6.593**	»	8.820	opp.	10.659	1938	**12.391**	»
1.871	**1953**	**4.239**	»	**6.668**	»	8.821	1949	**10.682**	**1953**	**12.400**	»
1.876	opp.	**4.270**	»	6.690	1952	8.821	opp.	10.707	8-48	**12.418**	»
1.899	**1953**	**4.293**	»	6.693	opp.	8.822	»	**10.724**	**1953**	**12.471**	»
1.935	»	**4.303**	»	6.695	»	**8.912**	**1953**	**10.735**	»	**12.502**	»
1.958	1951	**4.315**	»	6.696	»	**8.956**	»	**10.737**	»	**12.537**	»
1.975	**1953**	**4.476**	»	**6.745**	**1953**	**9.010**	»	10.749	8-48	**12.622**	»
1.989	»	**4.539**	»	**6.770**	»	**9.011**	»	10.750	1952	**12.824**	»
2.003	opp.	**4.603**	»	**6.822**	»	**9.047**	»	10.751	1950	**12.846**	»
2.087	»	**4.655**	»	6.825	8-48	**9.104**	»	**10.760**	**1953**	**12.868**	»
2.089	**1953**	**4.695**	»	**6.855**	**1953**	**9.177**	»	**10.837**	»	12.880	8-48
2.091	»	**4.710**	»	6.859	1952	**9.236**	»	10.838	1952	12.915	1950
2.120	»	**4.738**	»	**6.869**	**1953**	**9.263**	»				
2.133	»	**4.751**	»	**6.926**	»						

NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.
12.953	1953	15.945	1953	19.525	1953	22.330	1953	25.585	1953	27.586	1953
13.056	»	16.011	»	19.555	»	22.334	»	25.603	»	27.599	8-48
13.059	»	16.023	»	19.566	»	22.362	»	25.640	»	27.605	1953
13.168	»	16.055	»	19.571	»	22.391	»	25.645	8-48	27.626	»
13.180	»	16.156	opp.	19.609	»	22.400	»	25.662	1953	27.627	»
13.191	»	16.157	»	19.637	1952	22.410	1952	25.672	»	27.671	»
13.278	»	16.166	1953	19.672	1953	22.418	1953	25.696	»	27.731	»
13.283	8-48	16.180	3-48	19.673	8-48	22.437	1950	25.704	»	27.758	1952
13.330	1953	16.185	1953	19.685	1953	22.437	opp.	25.836	»	27.769	1953
13.349	»	16.293	»	19.699	10-48	22.471	1953	25.842	»	27.779	»
13.459	»	16.350	»	19.755	1953	22.502	»	25.849	»	27.792	»
13.531	»	16.398	»	19.757	»	22.537	»	25.860	»	27.812	»
13.574	»	16.460	»	19.787	»	22.622	»	25.896	1952	27.814	»
13.609	»	16.495	»	19.810	opp.	22.668	1952	25.901	1953	27.866	»
13.645	»	16.502	»	19.929	1953	22.752	1938	25.945	»	27.915	»
13.705	»	16.505	»	19.934	»	22.824	1953	26.011	»	27.938	opp.
13.713	»	16.552	»	19.935	»	22.846	»	26.028	»	27.939	»
13.754	»	16.589	»	19.957	»	22.868	»	26.055	»	28.015	1950
13.771	»	16.593	»	19.980	»	22.953	»	26.072	1952	28.020	1953
13.834	1952	16.668	»	20.027	»	23.056	»	26.166	1953	28.024	»
13.835	1953	16.745	»	20.075	»	23.059	»	26.185	»	28.075	8-48
13.945	»	16.770	»	20.172	8-48	23.168	»	26.293	»	28.077	»
13.995	»	16.798	1951	20.175	1953	23.189	»	26.350	»	28.121	1953
14.016	»	16.814	8-48	20.184	»	23.191	»	26.398	»	28.129	»
14.110	»	16.822	1953	20.188	1930	23.278	»	26.460	»	28.171	»
14.165	»	16.855	»	20.197	10-48	23.330	»	26.495	»	28.185	8-48
14.194	8-48	16.869	»	20.201	8-48	23.349	»	26.502	»	28.232	1953
14.199	»	16.926	»	20.221	1953	23.459	»	26.505	»	28.246	»
14.208	1953	16.949	8-48	20.259	»	23.531	»	26.552	»	28.253	8-48
14.223	»	16.952	1953	20.269	»	23.574	»	26.589	»	28.284	1953
14.239	»	16.963	»	20.271	opp.	23.608	1950	26.593	»	28.315	»
14.270	»	17.037	»	20.281	1953	23.609	1953	26.620	opp.	28.322	»
14.293	»	17.103	»	20.355	»	23.645	»	26.623	»	28.373	8-48
14.303	»	17.143	»	20.364	»	23.705	»	26.624	»	28.380	»
14.315	»	17.154	»	20.365	»	23.713	»	26.625	»	28.383	1953
14.405	8-48	17.259	»	20.374	»	23.754	»	26.636	»	28.406	»
14.407	»	17.293	»	20.397	opp.	23.771	»	26.627	»	28.464	8-48
14.475	1953	17.325	»	20.423	1953	23.823	3-48	26.628	»	28.478	opp.
14.522	3-48	17.352	1952	20.499	8-48	23.835	1953	26.629	opp.	28.479	»
14.539	1953	17.427	1953	20.517	1953	23.945	»	26.631	»	28.482	»
14.603	»	17.428	»	20.652	»	23.995	»	26.632	»	29.483	1953
14.655	»	17.443	»	20.655	»	24.016	»	26.634	»	28.483	opp.
14.695	»	17.516	»	20.682	»	24.110	»	26.635	»	29.503	1953
14.710	»	17.586	»	20.724	»	24.155	»	26.636	»	28.524	opp.
14.738	»	17.605	»	20.735	»	24.206	1950	26.637	»	28.568	1953
14.751	»	17.626	»	20.737	»	24.208	1953	26.639	»	28.583	opp.
14.779	»	17.627	»	20.740	1936	24.223	»	26.640	»	28.671	1953
14.798	3-48	17.671	»	20.760	1953	24.239	»	26.641	»	28.691	1952
14.883	opp.	17.674	1938	20.837	»	24.270	»	26.642	»	28.713	1953
14.884	»	17.731	1953	20.885	»	24.293	»	26.643	»	28.753	8-48
14.885	»	17.769	»	20.909	»	24.303	»	26.645	»	28.789	1952
14.886	»	17.779	»	20.921	»	24.304	8-48	26.668	1953	28.912	1953
14.918	1953	17.792	»	20.968	»	24.315	1953	26.745	»	28.956	»
14.940	»	17.812	»	21.132	»	24.316	1939	26.770	»	29.010	»
14.981	»	17.814	»	21.214	»	24.337	1952	26.822	»	29.011	»
15.012	»	17.866	»	21.221	»	24.339	»	26.855	»	29.013	10-48
15.026	»	17.915	»	21.246	»	24.340	3-48	26.869	»	29.014	»
15.032	1952	17.995	1952	21.253	»	24.475	1953	26.926	»	29.047	1953
15.052	1953	18.020	1953	21.312	»	24.545	opp.	26.952	»	29.104	»
15.053	»	18.024	»	21.354	»	24.539	1953	26.963	»	29.112	1950
15.071	10-48	18.121	»	21.478	»	24.603	»	27.037	»	29.165	1952
15.072	8-48	18.129	»	21.484	8-48	24.603	opp.	27.079	1952	29.177	1953
15.099	1953	18.171	»	21.488	1953	24.655	1953	27.103	1953	29.236	»
15.153	»	18.232	»	21.507	»	24.695	»	27.120	8-48	29.263	»
15.204	»	18.246	»	21.601	»	24.697	8-48	27.124	»	29.362	opp.
15.214	»	18.284	»	24.633	1951	24.699	3-48	27.125	»	29.363	1953
15.224	»	18.315	»	21.662	1953	24.710	1953	27.126	»	29.363	opp.
15.291	»	18.322	»	21.680	»	24.738	»	27.130	»	29.366	»
15.306	»	18.343	8-48	21.708	»	24.751	»	27.134	»	29.523	1951
15.315	1939	18.347	»	21.732	opp.	24.779	»	27.143	1953	29.525	1953
15.359	1953	18.363	1953	21.739	1953	24.918	»	27.144	8-48	29.538	1952
15.367	»	18.399	10-48	21.758	»	24.940	»	27.154	1953	29.555	1953
15.477	8-48	18.406	1953	21.782	»	24.981	»	27.198	opp.	29.566	»
15.535	1953	18.483	»	21.790	»	25.012	»	27.199	»	29.571	»
15.557	»	18.503	»	21.871	»	25.026	»	27.200	»	29.609	»
15.565	»	18.568	»	21.809	»	25.052	»	27.201	»	29.672	»
15.574	»	18.671	»	21.935	»	25.053	»	27.202	»	29.685	»
15.585	»	18.713	»	21.975	»	25.099	»	27.203	opp.	29.755	»
15.603	»	18.730	8-48	21.989	»	25.122	8-48	27.204	»	29.757	»
15.640	»	18.912	1953	22.020	1922	25.146	3-48	27.205	»	29.787	»
15.662	»	18.913	1939	22.089	1953	25.153	1953	27.250	1953	29.887	opp.
15.672	»	18.956	1953	22.091	»	25.204	»	27.293	»	29.929	1953
15.696	»	19.010	»	22.120	»	25.214	»	27.319	8-48	29.934	»
15.704	»	19.011	»	22.133	»	25.224	»	27.325	1953	29.935	»
15.787	1952	19.047	»	22.140	»	25.291	»	27.372	1949	29.957	»
15.836	1953	19.104	»	22.182	»	25.306	»	27.419	1952	29.980	»
15.842	»	19.177	»	22.187	8-48	25.359	»	27.427	1953	30.027	»
15.848	8-48	19.224	1950	22.258	1953	25.367	»	27.428	»	30.074	1952
15.849	1953	19.236	1953	22.270	»	25.535	»	27.448	»	30.075	1953
15.853	1949	19.257	1949	22.288	»	25.557	»	27.465	1938	30.151	3-48
15.860	1953	19.263	1953	22.299	»	25.565	»	27.516	1953	30.175	1953
15.901	»	19.363	»	22.324	»	25.574	»			30.176	opp.

NUMEROS	ANNÉES de remboursement.
30.177	opp.
30.178	»
30.184	1953
30.221	»
30.259	»
30.269	»
30.281	»
30.355	»
30.358	1952
30.360	8-48
30.364	1953
30.365	»
30.374	»
30.423	»
30.617	»
30.652	»
30.655	»
30.682	»
30.724	»
30.736	»
30.737	»
30.760	»
30.824	10-48
30.837	1953
30.885	»
30.909	»
30.921	»
30.968	»
30.969	10-48
31.132	1953
31.214	»
31.221	»
31.246	»
31.249	1952
31.253	1953
31.312	»
31.354	»
31.401	1951
31.409	8-48
31.427	opp.
31.478	1953
31.488	»
31.597	»
31.601	»
31.662	»
31.668	opp.
31.680	1953
31.708	»
31.739	»
31.758	»
31.782	»
31.790	»
31.838	opp.
31.871	1953
31.899	»
31.935	»
31.975	»
31.989	»
32.075	8-48
32.089	1953
32.091	»
32.120	»
32.133	»
32.140	»
32.182	»
32.248	3-48
32.258	1953
32.270	»
32.287	1952
32.288	1953
32.295	8-48
32.296	3-48
32.299	1953
32.324	»
32.329	8-48
32.330	1953
32.334	»
32.339	8-48
32.362	1953
32.391	»
32.400	»
32.418	»
32.453	opp.
32.471	1953
32.502	»
32.537	»
32.622	»
32.804	3-48
32.824	1953
32.846	»
32.868	»
32.953	»
33.056	1953
33.059	»
33.168	»
33.189	»
33.191	»
33.278	»
33.288	8-48
33.330	1953
33.349	»
33.372	3-48
33.459	1953
33.531	»
33.574	»
33.600	»
33.645	»
33.679	1952
33.699	8-48
33.705	1953
33.713	»
33.754	»
33.771	»
33.834	1952
33.835	1953
33.945	»
33.966	1952
33.985	1953
34.016	»
34.110	»
34.155	»
34.208	»
34.223	»
34.239	»
34.270	»
34.284	1951
34.293	1953
34.303	»
34.315	»
34.475	»
34.499	1949
34.539	1953
34.540	1949
34.603	1953
34.656	»
34.695	»
34.710	»
34.738	»
34.751	»
34.779	»
34.918	»
34.940	»
34.981	»
35.012	»
35.026	»
35.052	»
35.053	»
35.092	8-48
35.093	»
35.099	1953
35.153	»
35.204	»
35.214	»
35.224	»
35.291	»
35.306	»
35.357	1951
35.359	1953
35.363	opp.
35.367	1953
35.490	1950
35.513	8-48
35.535	1953
35.557	»
35.565	»
35.574	»
35.585	»
35.603	»
35.640	»
35.662	»
35.672	»
35.687	10-48
35.696	1953
35.704	»
35.836	»
35.842	»
35.849	»
35.860	»
35.901	»
35.937	3-48
35.940	8-48
35.945	1953
36.011	»
36.028	1953
36.055	»
36.166	»
36.185	»
36.243	10-48
36.293	1953
36.350	»
36.398	»
36.460	»
36.495	»
36.502	»
36.506	»
36.552	»
36.580	»
36.593	»
36.668	»
36.745	»
36.770	»
36.812	8-48
36.813	»
36.814	»
36.822	1953
36.855	»
36.869	»
36.926	»
36.952	»
36.963	»
37.014	3-48
37.016	1950
37.037	1953
37.068	8-48
37.060	»
37.103	1953
37.113	10-48
37.129	1952
37.143	1953
37.154	»
37.250	»
37.293	»
37.295	6-48
37.297	»
37.299	»
37.325	1953
37.427	»
37.428	»
37.443	»
37.516	»
37.543	8-48
37.586	1953
37.605	»
37.626	»
37.627	»
37.657	1952
37.671	1953
37.675	8-48
37.731	1953
37.769	»
37.779	»
37.787	8-48
37.792	1953
37.812	»
37.814	»
37.828	1952
37.866	1953
37.915	»
38.020	»
38.024	»
38.095	1952
38.121	1953
38.129	»
38.171	»
38.232	»
38.246	»
38.284	»
38.315	»
38.322	»
38.383	»
38.406	»
38.483	»
38.503	»
38.568	»
38.653	8-48
38.671	1953
38.680	opp.
38.713	1953
38.732	8-48
38.734	1950
38.912	1953
38.956	»
38.976	opp.
38.989	8-48
39.010	1953
39.011	»
39.047	»
39.104	»
39.177	»
39.236	»
39.263	»
39.297	3-48
39.300	8-48
39.363	1953
39.385	opp.
39.525	1953
39.555	»
39.566	»
39.571	»
39.578	1951
39.609	1953
39.635	8-48
39.672	1953
39.685	»
39.748	3-48
39.755	1953
39.757	»
39.787	»
39.816	8-48
39.843	1951
39.929	1953
39.934	»
39.935	»
39.957	»
39.980	»
40.027	»
40.075	»
40.175	»
40.184	»
40.197	10-48
40.221	1953
40.259	»
40.269	»
40.281	»
40.355	»
40.364	»
40.365	»
40.374	»
40.418	opp.
40.423	1953
40.517	»
40.521	1949
40.652	1953
40.655	»
40.682	»
40.693	8-48
40.724	1953
40.735	»
40.737	»
40.760	»
40.837	»
40.882	8-48
40.885	1953
40.909	»
40.921	»
40.941	1949
40.968	1953
41.007	8-48
41.032	opp.
41.033	»
41.035	»
41.064	1950
41.132	1953
41.141	1951
41.214	1953
41.221	»
41.246	»
41.249	1952
41.253	1953
41.312	»
41.354	»
41.382	8-48
41.430	1951
41.478	1953
41.483	8-48
41.488	1953
41.532	1952
41.587	1953
41.601	»
41.602	»
41.680	»
41.708	»
41.737	8-48
41.739	1953
41.745	opp.
41.758	1953
41.782	»
41.783	opp.
41.784	»
41.790	1953
41.871	»
41.899	»
41.903	1949
41.907	8-48
41.922	3-48
41.935	1953
41.975	»
41.980	»
42.089	»
42.091	»
42.120	»
42.133	»
42.140	»
42.182	»
42.258	»
42.270	»
42.278	8-48
42.288	1953
42.299	»
42.324	»
42.330	»
42.334	»
42.362	»
42.391	»
42.400	»
42.418	»
42.471	»
42.502	»
42.537	»
42.622	»
42.717	8-48
42.719	1950
42.729	8-48
42.793	»
42.824	1953
42.846	»
42.868	»
42.953	»
42.958	8-48
43.015	opp.
43.056	1953
43.059	»
43.168	»
43.189	»
43.191	»
43.278	»
43.296	opp.
43.330	1953
43.349	»
43.450	»
43.462	1950
43.463	1951
43.464	1950
43.498	opp.
43.518	8-48
43.519	»
43.531	1953
43.547	8-48
43.574	1953
43.609	»
43.645	»
43.661	8-48
43.662	»
43.664	»
43.705	1953
43.713	»
43.754	»
43.771	»
43.835	»
43.945	»
43.995	»
44.016	»
44.110	»
44.149	1952
44.155	1953
44.208	»
44.223	»
44.239	»
44.270	»
44.293	»
44.303	»
44.315	»
44.352	1950
44.354	1952
44.378	1952
44.475	1953
44.539	»
44.603	1953
44.627	1952
44.655	1953
44.670	opp.
44.672	»
44.673	»
44.674	»
44.695	1953
44.710	»
44.738	»
44.751	»
44.779	»
44.918	»
44.940	»
44.980	opp.
44.981	1953
45.012	»
45.026	»
45.037	1951
45.052	1953
45.053	»
45.099	»
45.153	»
45.204	»
45.214	»
45.224	»
45.279	opp.
45.281	»
45.282	»
45.291	1953
45.306	»
45.349	8-48
45.359	1953
45.367	»
45.449	1952
45.535	1953
45.557	»
45.565	»
45.574	»
45.585	»
45.603	»
45.640	»
45.652	»
45.672	»
45.698	»
45.704	»
45.711	8-48
45.775	opp.
45.788	8-48
45.836	1953
45.842	»
45.849	»
45.860	»
45.896	1952
45.901	1953
45.945	»
46.011	»
46.028	»
46.055	»
46.166	»
46.185	»
46.293	1953
46.350	»
46.357	1951
46.382	»
46.398	1953
46.460	»
46.495	»
46.502	»
46.505	»
46.552	»
46.589	»
46.593	»
46.668	»
46.682	8-48
46.690	1952
46.731	8-48
46.745	1953
46.770	»
46.821	1951
46.822	1953
46.855	»
46.869	»
46.926	»
46.952	»
46.963	»
47.037	»
47.103	»
47.143	»
47.152	1937
47.154	1953

NUMEROS	ANNÉES de remboursement.
47.250	1953
47.293	»
47.325	»
47.424	8-48
47.427	1953
47.428	»
47.436	opp.
47.448	1953
47.516	»
47.543	8-48
47.586	1953
47.605	»
47.620	»
47.627	»
47.671	»
47.675	8-48
47.719	»
47.731	1953
47.744	8-48
47.769	1953
47.779	»
47.792	»
47.812	»
47.814	»
47.853	opp.
47.854	»
47.866	1953
47.915	»
48.001	opp.
48.002	»
48.020	1953
48.024	»
48.091	opp.
48.121	1953
48.129	»
48.171	»
48.232	»
48.245	8-48
48.246	1953
48.284	»
48.315	»
48.322	»
48.354	10-48
48.383	1953
48.406	»
48.456	1952
48.483	1953
48.503	»
48.568	»
48.671	»
48.678	8-48
48.713	1953
48.814	1952
48.880	1938
48.912	1953
48.956	»
49.010	»
49.011	»
49.047	»
49.104	»
49.151	8-48
49.177	1953
49.236	»
49.263	»
49.363	»
49.525	»
49.555	»
49.566	»
49.571	»
49.609	»
49.667	3-48
49.671	»
49.672	1953
49.679	3-48
49.685	1953
49.754	8-48
49.755	1953
49.757	»
49.758	8-48
49.760	»
49.762	»
49.769	»
49.787	1953
49.929	»
49.934	»
49.935	»
49.967	»
49.980	»
50.027	»
50.075	»
50.175	»
50.184	1953
50.191	8-48
50.193	»
50.200	10-48
50.201	8-48
50.221	1953
50.259	»
50.269	»
50.281	»
50.355	»
50.364	»
50.365	»
50.374	»
50.423	»
50.517	»
50.652	»
50.655	»
50.682	»
50.724	»
50.735	»
50.737	»
50.760	»
50.837	»
50.885	»
50.909	»
50.921	»
50.968	»
51.132	»
51.214	»
51.221	»
51.246	»
51.253	»
51.312	»
51.354	»
51.395	1951
51.398	1952
51.478	1953
51.488	»
51.597	»
51.601	»
51.662	»
51.680	»
51.708	»
51.739	»
51.758	»
51.782	»
51.790	»
51.871	»
51.891	opp.
51.899	1953
51.900	8-48
51.935	1953
51.975	»
51.978	1938
51.980	1953
52.089	»
52.091	»
52.120	»
52.133	»
52.140	»
52.182	»
52.245	1951
52.268	1953
52.270	»
52.283	»
52.299	»
52.324	»
52.330	»
52.334	»
52.362	»
52.391	»
52.400	»
52.418	»
52.450	8-48
52.471	1953
52.502	»
52.537	»
52.571	1939
52.584	3-48
52.584	opp.
52.622	1953
52.776	8-48
52.804	3-48
52.820	8-48
52.822	»
52.824	1953
52.846	»
52.888	»
52.953	»
53.009	1949
53.056	1953
53.059	1953
53.136	1952
53.168	1953
53.189	»
53.191	»
53.266	opp.
53.278	1953
53.330	»
53.349	»
53.359	opp.
53.360	»
53.361	»
53.362	»
53.366	»
53.367	»
53.368	»
53.369	»
53.459	1953
53.470	8-48
53.472	1951
53.506	8-48
53.531	1953
53.574	»
53.609	»
53.645	»
53.680	3-48
53.705	1953
53.713	»
53.754	»
53.771	»
53.835	»
53.945	»
53.995	»
54.016	»
54.110	»
54.155	»
54.165	8-48
54.168	»
54.171	»
54.208	1953
54.223	»
54.239	»
54.270	»
54.293	»
54.303	»
54.304	8-48
54.315	1953
54.368	8-48
54.475	1953
54.539	»
54.603	»
54.655	»
54.695	»
54.710	»
54.738	»
54.751	»
54.779	»
54.856	1952
54.918	1953
54.940	»
54.944	8-48
54.981	1953
55.012	»
55.023	1952
55.025	8-48
55.026	1953
55.029	10-48
55.032	1952
55.052	1953
55.053	»
55.074	1949
55.099	1953
55.153	»
55.204	»
55.214	»
55.224	»
55.291	»
55.306	»
55.346	1950
55.359	1953
55.367	»
55.535	»
55.557	»
55.565	»
55.574	»
55.585	»
55.603	»
55.640	»
55.662	»
55.672	»
55.696	»
55.704	1953
55.836	»
55.842	»
55.849	»
55.860	»
55.901	»
55.945	»
55.959	1949
55.971	3-48
56.011	1953
56.028	»
56.050	opp.
56.055	1953
56.166	»
56.185	»
56.293	»
56.350	»
56.398	»
56.459	1951
56.460	1953
56.486	1952
56.487	1950
56.495	1953
56.502	»
56.505	»
56.552	»
56.589	»
56.593	»
56.668	»
56.745	»
56.770	»
56.822	»
56.828	8-48
56.832	1952
56.855	1953
56.869	»
56.926	»
56.952	»
56.963	»
57.026	1952
57.037	1953
57.068	1951
57.099	opp.
57.100	»
57.103	1953
57.143	»
57.154	»
57.250	»
57.293	»
57.325	»
57.348	opp.
57.397	8-48
57.427	1953
57.428	»
57.448	»
57.516	»
57.582	1951
57.586	1953
57.605	»
57.626	»
57.627	»
57.671	»
57.731	»
57.769	»
57.779	»
57.792	»
57.812	»
57.814	»
57.866	»
57.913	3-48
57.915	1953
58.020	»
58.024	»
58.121	»
58.129	»
58.171	»
58.232	»
58.246	»
58.284	»
58.285	1932
58.315	1953
58.322	»
58.370	opp.
58.383	1953
58.406	»
58.424	8-48
58.425	»
58.429	1938
58.475	8-48
58.483	1953
58.503	»
58.508	8-48
58.566	1951
58.568	1953
58.586	1952
58.671	1953
58.713	»
58.912	»
58.956	»
58.981	1952
58.995	1950
58.997	8-48
58.998	1950
59.010	1953
59.011	»
59.044	1952
59.047	1953
59.104	»
59.177	»
59.236	»
59.244	opp.
59.249	1950
59.263	1953
59.363	»
59.388	1952
59.483	1952
59.520	opp.
59.525	1953
59.555	»
59.566	»
59.571	»
59.609	»
59.672	»
59.685	»
59.755	»
59.757	»
59.787	»
59.929	»
59.934	»
59.935	»
59.957	»
59.980	»
60.027	»
60.050	1952
60.075	1953
60.175	»
60.176	3-48
60.184	1953
60.221	»
60.227	1952
60.252	1920
60.254	1929
60.259	1953
60.269	»
60.281	»
60.365	»
60.364	»
60.365	»
60.374	»
60.423	»
60.517	»
60.521	1949
60.539	8-48
60.652	1953
60.655	»
60.682	»
60.724	»
60.735	»
60.737	»
60.760	»
60.769	1952
60.837	1953
60.838	1952
60.885	1953
60.909	»
60.921	»
60.968	»
61.132	»
61.214	»
61.221	»
61.246	»
61.253	»
61.309	opp.
61.310	»
61.312	1953
61.354	»
61.478	»
61.488	»
61.563	3-48
61.597	1953
61.601	»
61.662	»
61.680	1953
61.708	»
61.739	»
61.753	»
61.782	»
61.790	»
61.871	»
61.899	»
61.935	»
61.975	»
61.989	»
62.051	8-48
62.089	1953
62.091	»
62.120	»
62.133	»
62.140	»
62.182	»
62.206	1952
62.258	1953
62.270	»
62.288	»
62.299	»
62.324	»
62.330	»
62.334	»
62.350	10-48
62.362	1953
62.391	»
62.400	»
62.418	»
62.471	»
62.502	»
62.537	»
62.563	1950
62.564	8-48
62.622	1953
62.691	8-48
62.824	1953
62.845	3-48
62.846	1953
62.847	8-48
62.853	10-48
62.868	1953
62.953	»
62.969	1950
63.056	1953
63.059	»
63.062	1951
63.120	opp.
63.163	1953
63.189	»
63.191	»
63.209	10-48
63.278	1953
63.330	»
63.349	»
63.357	1951
63.364	1950
63.419	»
63.459	1953
63.531	»
63.574	»
63.608	1950
63.609	1953
63.616	8-48
63.645	1953
63.705	»
63.713	»
63.754	»
63.771	»
63.835	»
63.945	»
63.969	10-48
63.995	1953
64.003	1952
64.016	1953
64.109	8-48
64.110	1953
64.155	»
64.208	»
64.223	»
64.239	»
64.270	»
64.283	1950
64.293	1953
64.303	»
64.315	»
64.378	1952
64.475	1953
64.539	»

NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.	NUMEROS	ANNEES de remboursement.
64.540	1949	67.510	1953	70.655	1953	73.738	8-48	75.996	1952	79.236	1953
64.541	1951	67.586	»	70.682	»	73.754	1953	76.001	1953	79.283	»
64.603	1953	67.595	»	70.724	»	73.771	»	75.945	»	79.353	1939
64.649	1952	67.626	»	70.736	»	73.835	»	76.011	»	79.363	1953
64.655	1953	67.627	»	70.736	1952	73.876	1952	76.024	»	79.520	1952
64.673	3-48	67.671	»	70.737	1948	73.901	8-48	76.046	opp.	79.525	1953
64.695	1953	67.690	8-48	70.760	»	73.945	1953	76.055	1953	79.566	»
64.710	»	67.731	1953	70.837	»	73.995	»	76.163	»	79.580	»
64.738	»	67.760	»	70.865	»	74.016	»	76.185	»	79.571	»
64.751	»	67.779	»	70.909	»	74.083	8-48	76.293	»	79.600	»
64.779	»	67.792	»	70.921	»	74.110	1953	76.350	»	79.672	»
64.918	»	67.812	»	70.958	»	74.155	»	76.398	»	79.685	»
64.926	8-48	67.814	»	71.063	opp.	74.157	opp.	76.418	8-48	79.714	opp.
64.927	»	67.866	»	71.116	1952	74.160	»	76.460	1953	79.745	8-48
64.940	1953	67.915	»	71.117	1939	74.164	»	76.495	»	79.748	3-48
64.944	8-48	67.960	1952	71.118	8-48	74.162	»	76.502	»	79.754	8-48
64.981	1953	68.020	1953	71.119	1935	74.164	»	76.505	»	79.755	1953
65.012	»	68.024	»	71.121	1939	74.165	»	76.513	1939	79.757	»
65.023	1952	68.047	8-48	71.122	1950	74.166	»	76.552	1953	79.758	8-48
65.026	1953	68.121	1953	71.127	8-48	74.167	»	76.589	»	79.760	»
65.052	»	68.329	»	71.128	10-48	74.208	1953	76.593	»	79.761	10-48
65.053	»	68.171	»	71.132	1953	74.223	»	76 668	»	79.762	8-48
65.090	»	68.232	»	71.180	8-48	74.227	1949	76.745	»	79.769	»
65.153	»	68.346	»	71.214	1953	74.239	1953	76.770	»	79.787	1953
65.204	»	68.284	»	71.221	»	74.270	»	76.822	»	79.929	»
65.214	»	68.304	1952	71.246	»	74.292	8-48	76.855	»	79.934	»
65.224	»	68.315	1953	71.253	»	74.293	1953	76.869	»	79.935	»
65.291	»	68.322	»	71.312	»	74.303	»	76.926	»	79.957	»
65.300	»	68.383	»	71.354	»	74.304	8-48	76 952	»	79.980	»
65.359	»	68.406	»	71.478	»	74.315	1953	76.963	»	80.007	opp.
65.367	»	68.483	»	71.488	»	74.362	opp.	77.037	»	80.027	1953
65.535	»	68.503	»	71.597	»	74.452	8-48	77.103	»	80.075	»
65.557	»	68.503	opp.	71.601	»	74.475	1953	77.143	»	80.099	opp.
65.565	»	68.505	»	71.662	»	74.539	»	77.145	8-48	80.104	8-48
65.574	»	68.507	opp.	71.680	»	74.549	8-48	77.154	1953	80.175	1953
65.585	»	68.508	»	71.703	»	74.603	1953	77.240	opp.	80.184	»
65.603	»	68.510	»	71.739	»	74.649	opp.	77.242	»	80.219	8-48
65.640	»	68.511	»	71.758	»	74.655	1953	77.244	»	80.221	1953
65.662	»	68.512	»	71.782	»	74.678	8-48	77.259	1953	80.259	»
65.672	»	68.568	1953	71.790	»	74.680	»	77.293	»	80.289	»
65.696	»	68.671	»	71.871	»	74.695	1953	77.325	»	80.281	»
65.704	»	68.691	1952	71.890	»	74.710	»	77.327	3-48	80.355	»
65.744	8-48	68.698	8-48	71.935	»	74.738	»	77.363	8-48	80.364	»
65.787	1952	68.700	»	71.975	»	74.751	»	77.391	»	80.385	»
65.836	1953	68.713	1953	71.989	»	74.779	»	77.427	1953	80.374	»
65.842	»	68.912	»	72.089	»	74.859	1952	77.428	»	80.423	»
65.849	»	68.956	»	72.091	»	74.918	1953	77.448	»	80.817	»
65.860	»	69.084	8-48	72.120		74.940	»	77.516	»	80.052	»
65.901	1953	69.010	1953	72.133	»	74.948	1931	77.586	»	80.655	»
65.925	1921	69.011	»	72.140	»	74.958	opp.	77.591	8-48	80.682	»
65.945	1953	69.047	»	72.182	»	74.970	8-48	77.605	1953	80.724	»
65.966	opp.	69.104	»	72.257	8-48	74.981	1953	77.626	»	80.735	»
66.011	1953	69.142	1950	72.258	1953	75.012	»	77.627	»	80.737	»
66.028	»	69.177	1953	72.270	»	75.026	»	77.671	»	80.760	»
66.055	»	69.236	»	72.287	1952	75.052	»	77.693	opp.	80.857	»
66.106	»	69.263	»	72.288	1953	75.063	»	77.731	1953	80.885	»
66.185	»	69.363	»	72.290	»	75.099	»	77.769	»	80.909	»
66.293	»	69.525	»	72.324	»	75.135	1938	77.779	»	80.921	»
66.350	»	69.555	»	72.330	»	75.153	1953	77.792	»	80.968	»
66.398	»	69.566	»	72.334	»	75.204	»	77.812	»	81.132	»
66.460	»	69.571	»	72.362	»	75.214	»	77.814	»	81.214	»
66.495	»	69.600	»	72.391	»	75.234	»	77.866	»	81.221	»
66.502	»	69.672	»	72.400	»	75.238	1953	77.915	»	81.306	»
66.505	»	69.685	»	72.418	»	75.291	1953	78.020	»	81.253	»
66.552	»	69.755	»	72.471	»	75.306	»	78.024	»	81.312	»
66.589	»	69.757	»	72.502	»	75.340	opp.	78.121	»	81.354	»
66.593	»	69.762	8-48	72.537	»	75.342	»	78.129	»	81.478	»
66.668	»	69.787	1953	72.622	»	75.359	1953	78.162	8-48	81.488	»
66.745	»	69.929	»	72.824	»	75.367	»	78.171	1953	81.563	3-48
66.770	»	69.934	»	72.846	»	75.374	1951	78.232	»	81.597	1953
66.822	»	69.935	»	72.868	»	75.378	»	78.246	»	81.601	»
66.855	»	69.957	»	72.932	8-48	75.396	1952	78.284	»	81.605	1952
66.869	»	69.980	»	72.953	1953	75.392	1951	78.315	»	81.662	1953
66.926	»	70.027	»	73.056	»	75.404	1952	78.322	»	81.680	»
66.952	»	70.075	»	73.050	»	75.535	1953	78.383	»	81.798	»
66.963	»	70.175	»	73.168	»	75.557	»	78.406	»	81.739	»
66.999	opp.	70.184	»	73.189	»	75.565	»	78.483	»	81.747	1950
67.006	1950	70.221	»	73.191	»	75.574	»	78.493	8-48	81.758	1953
67.026	1952	70.218	1939	73.205	1952	75.585	»	78.583	1953	81.776	1950
67.037	1953	70.218	opp.	73.278	1953	75.603	»	78.588	»	81.778	opp.
67.103	»	70.259	1953	73.330	»	75.640	»	78.632	8-48	81.782	1953
67.143	»	70.269	»	73.349	»	75.652	»	78.671	1953	81.790	»
67.154	»	70.272	1952	73.368	opp.	75.672	»	78.743	»	81.871	»
67.185	3-48	70.281	1953	73.429	1953	75.696	»	78.912	»	81.898	»
67.259	1953	70.296	1952	73.501	1951	75.698	1950	78.956	»	81.935	»
67.293	»	70.355	1953	73.631	1953	75.704	1953	79.010	»	81.975	»
67.295	8-48	70.364	»	73.574	»	75.718	3-48	79.041	»	81.989	»
67.325	1953	70.265	»	73.609	»	75.836	1953	79.044	1952	82.060	»
67.427	»	70.374	»	73.646	»	75.842	»	79.047	1953	82.091	»
67.428	»	70.483	»	73.689	opp.	75.845	8-48	79.304	»	82.120	»
67.429	10-48	70.617	»	73.705	1953	75.849	1953	79.139	1952	82.133	»
67.448	1953	70.652	»	73.713	»	75.860	»	79.177	1953	82.140	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
82.152	1953
82.245	1951
82.258	1953
82.270	»
82.288	»
82.299	»
82.324	»
82.330	»
82.334	»
82.362	»
82.391	»
82.400	»
82.418	»
82.467	opp.
82.471	1953
82.502	»
82.537	»
82.622	»
82.824	»
82.846	»
82.868	»
82.905	1952
82.953	1953
83.056	»
83.060	»
83.168	»
83.189	»
83.191	»
83.205	1952
83.278	1953
83.330	»
83.340	»
83.388	1939
83.459	1953
83.524	1952
83.531	1953
83.574	»
83.600	»
83.645	»
83.679	1952
83.705	1953
83.713	»
83.754	»
83.771	»
83.835	»
83.945	»
83.995	»
84.010	»
84.110	»
84.111	8-48
84.115	opp.
84.155	1953
84.208	»
84.223	»
84.239	»
84.270	»
84.293	»
84.303	»
84.315	»
84.337	1952
84.338	1950
84.339	1952
84.368	opp.
84.475	1953
84.539	»
84.545	opp.
84.603	1953
84.655	»
84.695	»
84.710	»
84.738	»
84.751	»
84.779	»
84.879	1937
84.911	8-48
84.918	1953
84.940	»
84.961	»
85.012	»
85.026	»
85.052	»
85.053	»
85.099	»
85.153	»
85.181	8-48
85.204	1953
85.210	»
85.224	»
85.291	»
85.306	»
85.359	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
85.367	1953
85.404	1952
85.535	1953
85.557	»
85.557	opp.
85.565	1953
85.574	»
85.585	»
85.603	»
85.640	»
85.658	opp.
85.662	1953
85.672	»
85.696	»
85.704	»
85.763	opp.
85.836	1953
85.842	»
85.849	»
85.860	»
85.901	»
85.903	8-48
85.904	1929
85.907	1951
85.945	1953
86.011	»
86.028	»
86.055	»
86.166	»
86.185	»
86.293	»
86.350	»
86.355	opp.
86.398	1953
86.460	»
86.495	»
86.502	»
86.505	»
86.552	»
86.589	»
86.593	»
86.668	»
86.745	»
86.770	»
86.822	»
86.825	opp.
86.828	»
86.829	»
86.855	1953
86.869	»
86.905	opp.
86.906	»
86.907	»
86.926	1953
86.952	»
86.963	»
86.982	1952
87.037	1953
87.068	1951
87.103	1953
87.129	1952
87.143	1953
87.154	»
87.222	3-48
87.259	1953
87.293	»
87.325	»
87.397	8-48
87.427	1953
87.428	»
87.448	»
87.516	»
87.586	»
87.605	»
87.626	»
87.627	»
87.671	»
87.731	»
87.769	»
87.779	»
87.785	10-48
87.792	1953
87.812	»
87.814	»
87.832	opp.
87.866	1953
87.884	8-48
87.915	1953
88.020	»
88.024	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
88.121	1953
88.129	»
88.171	»
88.232	»
88.246	»
88.284	»
88.297	opp.
88.315	1953
88.322	»
88.383	»
88.406	»
88.413	1951
88.483	1953
88.503	»
88.554	opp.
88.568	1953
88.671	»
88.713	»
88.912	»
88.916	8-48
88.919	»
88.951	1952
88.956	1953
88.981	opp.
89.010	1953
89.011	»
89.047	»
89.104	»
89.177	»
89.236	»
89.263	»
89.268	1937
89.363	1953
89.525	»
89.555	»
89.566	»
89.571	»
89.609	»
89.672	»
89.685	»
89.721	1950
89.755	1953
89.757	»
89.787	»
89.929	»
89.934	»
89.935	»
89.957	»
89.962	8-48
89.980	1953
90.027	»
90.075	»
90.110	1952
90.175	1953
90.184	»
90.215	1952
90.216	1950
90.221	1953
90.259	»
90.269	»
90.281	»
90.355	»
90.364	»
90.365	»
90.374	»
90.423	»
90.617	»
90.652	»
90.655	»
90.682	»
90.724	»
90.735	»
90.737	»
90.760	»
90.837	»
90.885	»
90.900	»
90.921	»
90.941	1949
90.968	1953
91.132	»
91.214	»
91.221	»
91.246	»
91.253	»
91.293	opp.
91.312	1953
91.354	»
91.398	1952
91.400	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
91.412	3-48
91.478	1953
91.488	»
91.529	8-48
91.597	1953
91.601	»
91.662	»
91.680	»
91.708	»
91.739	»
91.758	»
91.782	»
91.790	»
91.871	»
91.899	»
91.935	»
91.975	»
91.989	»
92.075	8-48
92.089	1953
92.091	»
92.120	»
92.133	»
92.140	»
92.182	»
92.189	1951
92.206	1952
92.258	1953
92.270	»
92.288	»
92.299	»
92.324	»
92.330	»
92.334	»
92.362	»
92.391	»
92.400	»
92.418	»
92.471	»
92.502	»
92.537	»
92.612	opp.
92.622	1953
92.824	»
92.846	»
92.868	»
92.953	»
93.056	»
93.059	»
93.077	1939
93.168	1953
93.189	»
93.191	»
93.238	8-48
93.266	»
93.278	1953
93.330	»
93.339	1950
93.340	1953
93.362	opp.
93.459	1953
93.531	»
93.574	»
93.609	»
93.616	8-48
93.621	»
93.645	1953
93.705	»
93.713	»
93.754	»
93.771	»
93.787	opp.
93.835	1953
93.859	3-48
93.945	1953
93.966	1952
93.995	1953
94.016	»
94.110	»
94.155	»
94.208	»
94.223	»
94.239	»
94.265	1952
94.270	1953
94.293	»
94.303	»
94.315	»
94.458	1951
94.475	1953

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
94.507	1951
94.508	»
94.533	8-48
94.539	1953
94.603	»
94.655	»
94.695	»
94.710	»
94.738	»
94.751	»
94.779	»
94.918	»
94.940	»
94.981	»
95.012	»
95.026	»
95.052	»
95.053	»
95.099	»
95.150	1936
95.150	opp.
95.153	1953
95.204	»
95.206	opp.
95.214	1953
95.224	»
95.291	»
95.306	»
95.359	»
95.367	»
95.369	opp.
95.370	»
95.528	1952
95.535	1953
95.557	»
95.565	»
95.574	»
95.585	»
95.603	»
95.610	8-48
95.640	1953
95.646	1952
95.662	1953
95.672	»
95.696	»
95.704	»
95.836	»
95.842	»
95.849	»
95.860	»
95.901	»
95.945	»
98.011	»
96.028	»
96.055	»
96.166	»
96.185	»
96.270	1952
96.293	1953
96.350	»
96.398	»
96.450	opp.
96.460	1953
96.485	1952
96.495	1953
96.502	»
96.505	»
96.515	8-48
96.516	1950
96.552	1953
96.589	»
96.593	»
96.656	1952
96.668	1953
96.745	»
96.770	»
96.822	»
96.842	3-48
96.855	1953
96.869	»
96.889	1952
96.926	1953
96.952	»
96.963	»
96.982	1952
97.037	1953
97.103	»
97.143	»
97.154	»
97.166	1952

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
97.250	1953
97.293	»
97.299	8-48
97.325	1953
97.339	8-48
97.427	1953
97.428	»
97.448	»
97.516	»
97.586	»
97.605	»
97.626	»
97.627	»
97.669	1952
97.671	1953
97.678	8-48
97.731	1953
97.746	1950
97.769	1953
97.779	»
97.792	»
97.812	»
97.814	»
97.862	1949
97.866	1953
97.915	»
98.020	»
98.024	»
98.121	»
98.129	»
98.153	1952
98.171	1953
98.232	»
98.246	»
98.284	»
98.315	»
98.322	»
98.369	8-48
98.383	1953
98.406	»
98.463	»
98.490	1950
98.503	1953
98.568	»
98.582	1951
98.671	1953
98.713	»
98.803	1951
98.912	1953
98.956	»
99.010	»
99.011	»
99.047	»
99.051	8-48
99.053	»
99.104	1953
99.113	8-48
99.115	1952
99.118	8-48
99.120	»
99.177	1953
99.177	opp.
99.236	1953
99.263	»
99.351	opp.
99.363	1953
99.483	1952
99.525	1953
99.555	»
99.563	opp.
99.566	1953
99.571	»
99.599	1949
99.600	1950
99.609	1953
99.672	»
99.685	»
99.755	»
99.757	»
99.780	1951
99.787	1953
99.929	»
99.934	»
99.935	»
99.957	»
99.971	1952
99.980	1953

DEUXIÈME SÉRIE. — Nos 100.001 ET SUIVANTS

Quarante et unième tirage effectué le 4 août 1953 pour amortissement de 384 obligations.

La liste ci-dessous comprend:

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarante et unième tirage;

b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées;

c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarante et unième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
100.024	**1953**	**102.838**	**1953**	**105.347**	**1953**	**107.923**	**1953**	**110.730**	**1953**	**113.540**	**1953**
100.058	»	**102.864**	»	**105.375**	»	107.979	8-48	**110.761**	»	**113.573**	»
100.108	»	102.917	1950	**105.392**	»	108.016	1951	**110.771**	»	**113.596**	»
100.171	»	**102.928**	**1953**	**105.410**	»	**108.020**	**1953**	**110.852**	»	**113.597**	»
100.213	»	**102.930**	»	**105.438**	»	**108.037**	»	**110.870**	»	**113.636**	»
100.236	»	**103.080**	»	**105.477**	»	**108.062**	»	**110.882**	»	**113.640**	»
100.237	opp.	**103.101**	»	**105.506**	»	**108.071**	»	**110.966**	»	**113.643**	»
100.286	**1953**	**103.107**	»	**105.523**	»	**108.128**	»	111.000	opp.	**113.658**	»
100.306	»	**103.123**	»	**105.529**	»	**108.139**	»	111.001	»	**113.735**	»
100.421	»	**103.136**	»	**105.538**	»	**108.201**	»	111.002	»	**113.738**	»
100.428	»	103.142	3-48	105.575	8-48	**108.256**	»	111.003	»	**113.740**	»
100.484	»	**103.190**	**1953**	**105.606**	**1953**	**108.438**	»	111.004	»	**113.756**	»
100.484	opp.	**103.304**	»	105.612	1951	**108.521**	»	111.005	»	**113.823**	»
100.488	**1953**	103.354	opp.	**105.734**	**1953**	**108.530**	»	**111.011**	**1953**	**113.884**	»
100.498	»	**103.361**	**1953**	**105.725**	»	**108.641**	»	111.022	»	**113.911**	»
100.611	»	**103.395**	»	**105.738**	»	**108.650**	»	**111.067**	»	**114.048**	»
100.663	»	**103.419**	»	**105.761**	»	**108.671**	»	**111.148**	»	**114.094**	»
100.683	»	**103.420**	»	**105.768**	»	**108.720**	»	**111.240**	»	**114.173**	»
100.692	»	**103.466**	»	**105.772**	»	**108.728**	»	**111.275**	»	**114.178**	»
100.730	»	**103.521**	»	**105.783**	»	**108.730**	»	**111.282**	»	114.295	1952
100.761	»	**103.540**	»	105.785	1952	108.801	10-48	**111.318**	»	**114.326**	**1953**
100.771	»	**103.573**	»	105.801	8-48	**108.849**	**1953**	**111.389**	»	**114.348**	»
100.852	»	**103.590**	»	105.804	»	**108.855**	»	**111.390**	»	**114.372**	»
100.870	»	**103.597**	»	**105.844**	**1953**	**108.850**	»	111.404	8-48	114.452	8-48
100.882	»	103.612	8-48	**105.847**	»	**108.880**	»	**111.406**	**1953**	**114.469**	**1953**
100.890	opp.	**103.636**	**1953**	**105.862**	»	**108.900**	»	**111.463**	»	**114.490**	»
100.891	»	**103.640**	»	**105.879**	»	**108.931**	»	**111.552**	»	**114.508**	»
100.893	«	**103.643**	»	105.908	8-48	108.937	opp.	**111.567**	»	**114.513**	»
100.894	opp.	**103.653**	»	105.910	1951	**108.944**	**1953**	111.576	8-48	**114.524**	»
100.895	»	**103.735**	»	**105.941**	**1953**	**108.977**	»	111.578	1951	**114.553**	»
100.896	»	**103.738**	»	**106.016**	»	**109.076**	»	111.579	1923	**114.556**	»
100.898	»	**103.740**	»	**106.047**	»	**109.098**	»	111.599	1951	**114.585**	»
100.899	»	**103.756**	»	**106.054**	»	**109.139**	»	**111.694**	**1953**	114.595	1949
100.966	**1953**	103.783	1952	**106.167**	»	**109.219**	»	**111.726**	»	**114.607**	**1953**
101.011	»	**103.823**	**1953**	**106.169**	»	**109.340**	»	**111.746**	»	**114.637**	»
101.022	»	**103.884**	»	**106.171**	»	**109.345**	»	**111.810**	»	**114.666**	»
101.067	»	**103.911**	»	**106.200**	»	**109.366**	»	111.842	8-48	**114.667**	»
101.143	»	**104.048**	»	106.245	opp.	**109.373**	»	111.874	1950	114.681	1952
101.240	»	**104.094**	»	106.308	1951	109.373	opp.	**111.881**	**1953**	114.718	»
101.253	opp.	**104.173**	»	106.309	1952	109.374	»	**111.962**	»	**114.727**	**1953**
101.275	**1953**	**104.178**	»	106.316	8-48	109.375	»	**111.972**	»	**114.792**	»
101.282	»	**104.326**	»	**106.342**	**1953**	109.376	»	**112.026**	»	**114.824**	»
101.318	»	**104.348**	»	106.343	1951	**109.399**	**1953**	**112.030**	»	**114.846**	»
101.359	»	**104.372**	»	**106.354**	**1953**	**109.447**	»	**112.045**	»	**114.883**	»
101.383	8-48	104.457	8-48	**106.412**	»	**109.501**	»	**112.048**	»	114.921	8-48
101.390	**1953**	**104.469**	**1953**	**106.422**	»	**109.510**	»	**112.183**	»	**114.945**	**1953**
101.406	»	**104.490**	»	**106.432**	»	**109.527**	»	**112.251**	»	**114.951**	»
101.463	»	**104.508**	»	**106.436**	»	**109.533**	»	**112.327**	»	114.953	1951
101.552	»	**104.513**	»	**106.484**	»	**109.543**	»	**112.342**	»	**114.961**	**1953**
101.567	»	**104.534**	»	**106.486**	»	**109.594**	»	**112.376**	»	**114.980**	»
101.604	»	104.547	opp.	**106.655**	»	109.651	10-48	**112.463**	»	**114.994**	»
101.726	»	**104.553**	**1953**	**106.718**	»	**109.697**	**1953**	112.504	1952	**115.012**	»
101.746	»	**104.556**	»	**106.786**	»	**109.771**	»	**112.589**	**1953**	**115.019**	»
101.810	»	**104.586**	»	**106.853**	»	**109.792**	»	**112.661**	»	115.109	8-48
101.881	»	**104.607**	»	**106.948**	»	**109.794**	»	**112.678**	»	**115.132**	**1953**
101.962	»	104.608	1951	**106.978**	»	109.852	1938	**112.694**	»	**115.140**	»
101.972	**1953**	**104.637**	**1953**	**107.028**	»	109.854	1952	**112.717**	»	**115.181**	»
102.026	»	**104.666**	»	**107.063**	»	**109.878**	**1953**	**112.776**	»	115.183	1951
102.030	»	**104.667**	»	**107.110**	»	109.951	1938	**112.791**	»	**115.210**	**1953**
102.045	»	**104.727**	»	**107.120**	»	**109.963**	**1953**	**112.795**	»	**115.236**	»
102.048	»	**104.792**	»	**107.138**	»	**110.024**	»	**112.838**	»	**115.242**	»
102.051	1952	**104.824**	»	**107.190**	»	**110.058**	»	**112.854**	»	**115.347**	»
102.112	»	**104.846**	»	**107.214**	»	110.081	opp.	**112.928**	»	**115.375**	»
102.183	**1953**	**104.883**	»	**107.260**	»	**110.108**	**1953**	**112.930**	»	**115.392**	»
102.251	»	**104.945**	»	**107.298**	»	**110.171**	»	112.991	8-48	**115.410**	»
102.254	1933	**104.951**	»	**107.323**	»	**110.213**	»	**113.080**	**1953**	**115.438**	»
102.256	8-48	**104.961**	»	**107.353**	»	**110.236**	»	**113.101**	»	**115.477**	»
102.327	**1953**	**104.989**	»	**107.374**	»	110.259	1939	**113.107**	»	**115.505**	»
102.342	»	**104.994**	»	**107.441**	»	**110.286**	**1953**	**113.123**	»	**115.523**	»
102.376	»	**105.012**	»	107.586	opp.	**110.306**	»	**113.136**	»	**115.529**	»
102.463	»	**105.019**	»	**107.639**	**1953**	**110.421**	»	**113.190**	»	**115.538**	»
102.542	1952	**105.132**	»	**107.642**	»	**110.428**	»	113.242	8-48	115.586	10-48
102.589	**1953**	**105.140**	»	**107.643**	»	**110.484**	»	113.299	1938	**115.606**	**1953**
102.661	»	105.144	8-48	**107.690**	»	**110.488**	»	**113.304**	**1953**	**115.724**	»
102.678	»	**105.181**	**1953**	**107.739**	»	**110.498**	»	**113.361**	»	**115.725**	»
102.694	»	**105.210**	»	**107.786**	»	**110.611**	»	**113.396**	»	**115.738**	»
102.717	»	**105.236**	»	**107.817**	»	**110.663**	»	**113.419**	»	**115.761**	»
102.775	»	**105.242**	»	**107.892**	»	**110.683**	»	**113.430**	»	**115.768**	»
102.791	»	105.308	10-48	**107.900**	»	**110.692**	»	**113.466**	»	**115.772**	»
102.795	»	105.309	»	107.905	1950	110.717	10-48	**113.521**	»	**115.783**	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
115.803	opp.
115.844	1953
115.847	»
115.862	»
115.879	»
115.941	»
115.982	opp.
115.985	»
116.016	1953
116.047	»
116.054	»
116.167	»
116.169	»
116.171	»
116.208	»
116.342	»
116.354	»
116.387	1952
116.412	1953
116.422	»
116.432	»
116.438	»
116.484	»
116.486	»
116.582	1951
116.655	1953
116.718	»
116.773	1938
116.786	1953
116.863	»
116.930	8-48
116.948	1953
116.978	»
117.023	»
117.051	8-48
117.055	1952
117.863	1953
117.110	»
117.136	»
117.138	»
117.190	»
117.214	»
117.290	»
117.298	»
117.323	»
117.353	»
117.374	»
117.410	8-48
117.441	1953
117.513	opp.
117.518	1952
117.544	1951
117.639	1953
117.642	»
117.643	»
117.690	»
117.739	»
117.786	»
117.802	1952
117.817	1953
117.882	»
117.900	»
117.923	»
118.020	»
118.026	3-48
118.037	1953
118.062	»
118.071	»
118.126	»
118.139	»
118.201	»
118.256	»
118.397	8-48
118.438	1953
118.479	1937
118.521	1953
118.530	»
118.541	»
118.650	»
118.671	»
118.720	»
118.723	»
118.730	»
118.849	»
118.855	»
118.879	»
118.889	»
118.900	»
118.931	»
118.944	»
118.977	»
119.076	»
119.098	»
119.139	»
119.219	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
119.340	1953
119.345	»
119.366	»
119.373	»
119.399	»
119.447	»
119.501	»
119.507	1952
119.510	1953
119.527	»
119.533	»
119.543	»
119.594	»
119.697	»
119.771	»
119.792	»
119.794	»
119.878	»
119.963	»
120.024	»
120.058	»
120.108	»
120.171	»
120.213	»
120.236	»
120.286	»
120.306	»
120.421	»
120.428	»
120.484	»
120.488	»
120.498	»
120.611	»
120.663	»
120.683	»
120.692	»
120.730	»
120.736	opp.
120.761	1953
120.771	»
120.852	»
120.870	»
120.882	»
120.961	opp.
120.966	1953
121.011	»
121.022	»
121.067	»
121.140	1950
121.148	1953
121.176	3-48
121.240	1953
121.275	»
121.282	»
121.318	»
121.342	8-48
121.359	1953
121.390	»
121.406	»
121.427	1951
121.437	8-48
121.463	1953
121.479	8-48
121.496	10-48
121.505	8-48
121.552	1953
121.567	»
121.694	»
121.726	»
121.746	»
121.810	»
121.826	10-48
121.881	1953
121.962	»
121.972	»
122.026	»
122.030	»
122.045	»
122.048	»
122.180	8-48
122.183	1953
122.251	»
122.309	opp.
122.327	1953
122.342	»
122.376	»
122.463	»
122.580	»
122.661	»
122.678	»
122.694	»
122.717	»
122.775	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
122.791	1953
122.795	»
122.838	»
122.854	»
122.928	»
122.930	»
123.089	»
123.092	8-48
123.101	1953
123.107	»
123.123	»
123.136	»
123.183	3-48
123.190	1953
123.198	10-48
123.200	1937
123.301	opp.
123.302	»
123.303	»
123.304	1953
123.304	opp.
123.305	»
123.306	»
123.338	8-48
123.341	opp.
123.343	»
123.344	»
123.345	»
123.346	»
123.347	opp.
123.361	1953
123.395	»
123.419	»
123.420	»
123.456	1952
123.466	1953
123.521	»
123.536	1950
123.540	1953
123.573	»
123.596	»
123.597	»
123.636	»
123.640	»
123.643	»
123.668	»
123.735	»
123.738	»
123.740	»
123.756	»
123.823	»
123.884	»
123.911	»
124.010	8-48
124.048	1953
124.094	»
124.173	»
124.178	»
124.218	8-48
124.234	3-48
124.326	1953
124.330	8-48
124.348	1953
124.372	»
124.460	»
124.490	»
124.568	»
124.573	»
124.524	1953
124.553	»
124.556	»
124.585	»
124.607	»
124.637	»
124.666	»
124.667	»
124.727	»
124.792	»
125.808	8-48
124.824	1953
124.846	»
124.883	»
124.912	1952
124.945	1953
124.951	»
124.961	»
124.989	»
124.994	»
125.012	»
125.019	»
125.128	8-48
125.132	1953
125.140	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
125.181	1953
125.183	1952
125.210	1953
125.236	»
125.242	»
125.347	»
125.375	»
125.392	»
125.410	»
125.438	»
125.477	»
125.505	»
125.523	»
125.529	»
125.538	»
125.577	8-48
125.587	»
125.606	1953
125.724	»
125.725	»
125.738	»
125.761	»
125.768	»
125.772	»
125.783	»
125.844	»
125.847	»
125.862	»
125.879	»
125.941	»
126.016	»
126.047	»
126.054	»
126.167	»
126.169	»
126.171	»
126.200	»
126.215	1952
126.342	1953
126.354	»
126.412	»
126.422	»
126.432	»
126.438	»
126.484	»
126.486	»
126.655	»
126.718	»
126.760	8-48
126.786	1953
126.798	opp.
126.799	»
126.801	opp.
126.802	opp.
126.808	8-48
126.853	1953
126.946	»
126.975	»
127.023	»
127.063	»
127.068	8-48
127.110	1953
127.126	»
127.138	»
127.190	»
127.214	»
127.260	»
127.296	»
127.323	»
127.353	»
127.374	»
127.441	»
127.630	»
127.642	»
127.643	»
127.688	1952
127.690	1953
127.739	»
127.786	»
127.817	»
127.892	»
127.900	»
127.923	»
128.013	8-48
128.020	1953
128.022	1952
128.037	1953
128.062	»
128.071	»
128.126	»
128.139	»
128.191	10-48
128.201	1953

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
128.256	1953
128.338	1952
128.438	1953
128.521	»
128.530	»
128.641	»
128.650	»
128.671	»
128.720	»
128.728	»
128.730	»
128.849	»
128.855	»
128.859	»
128.889	»
128.900	»
128.931	»
128.944	»
128.977	»
129.014	1949
129.018	8-48
129.019	10-48
129.020	1952
129.076	1953
129.038	»
129.139	»
129.219	»
129.340	»
129.345	»
129.366	»
129.373	»
129.399	»
129.447	»
129.501	»
129.510	»
129.527	»
129.533	»
129.543	»
129.594	»
129.697	»
129.715	1952
129.723	1951
129.771	1953
129.792	»
129.794	»
129.862	1949
129.878	1953
129.963	»
130.024	»
130.058	»
130.108	»
130.171	»
130.213	»
130.236	»
130.286	»
130.306	»
130.316	1950
130.404	10-48
130.421	1953
130.428	»
130.484	»
130.488	»
130.493	1952
130.498	1953
130.516	1952
130.574	8-48
130.611	1953
130.663	»
130.683	»
130.692	»
130.730	»
130.761	»
130.771	»
130.852	»
130.869	1950
130.870	1953
130.882	»
130.908	»
130.985	1951
130.985	opp.
130.988	1952
131.011	1953
131.022	»
131.067	»
131.148	»
131.185	8-48
131.240	1953
131.275	»
131.282	»
131.318	»
131.359	»
131.390	»
131.406	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
131.463	1953
131.552	»
131.567	»
131.688	3-48
131.694	1953
131.726	»
131.746	»
131.800	opp.
131.810	1953
131.856	8-48
131.881	1953
131.962	»
131.972	»
132.026	»
132.030	»
132.045	»
132.048	»
132.183	»
132.251	»
132.327	»
132.342	»
132.376	»
132.463	»
132.504	1952
132.549	3-48
132.589	1953
132.661	»
132.678	»
132.694	»
132.717	»
132.740	1939
132.775	1953
132.791	»
132.795	»
132.838	»
132.854	»
132.928	»
132.930	»
132.961	10-48
133.039	1953
133.101	»
133.107	»
133.123	»
133.136	»
133.175	1952
133.190	1953
133.304	»
133.361	»
133.395	»
133.419	»
133.420	»
133.466	»
133.521	»
133.549	»
133.573	»
133.596	»
133.597	»
133.636	»
133.640	»
133.643	»
133.649	1951
133.658	1953
133.735	»
133.738	»
133.740	»
133.756	»
133.773	1952
133.823	1953
133.884	»
133.911	»
134.048	»
134.094	»
134.173	»
134.178	»
134.276	1950
134.326	1953
134.348	»
134.372	»
134.383	1949
134.467	1952
134.469	1953
134.490	»
134.508	»
134.513	»
134.524	»
134.553	»
134.566	»
134.585	»
134.587	»
134.631	8-48
134.637	1953
134.666	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
134.667	1953	135.210	1953	135.879	1953	137.063	1953	138.037	1953	139.076	1953
134.727	»	135.236	»	135.941	»	137.110	»	138.062	»	139.098	»
134.740	3-48	135.242	»	136.016	»	137.126	»	138.071	»	139.130	»
134.792	1953	135.347	»	136.047	»	137.138	»	138.126	»	139.219	»
134.824	»	135.375	»	136.054	»	137.190	»	138.139	»	139.340	»
134.846	»	135.392	»	136.167	»	137.214	»	138.201	»	139.345	»
134.883	»	135.410	»	136.169	»	137.269	»	138.256	»	139.366	»
134.899	10-48	135.438	»	136.171	»	137.298	»	138.438	»	139.373	»
134.899	opp.	135.477	»	136.208	»	137.323	»	138.521	»	139.399	»
134.901	1931	135.505	»	136.342	»	137.353	»	138.530	»	139.447	»
134.901	opp.	135.523	»	136.354	»	137.374	»	138.641	»	139.501	»
134.902	»	135.529	»	136.412	»	137.441	»	138.650	»	139.510	»
134.903	1923	135.538	»	136.422	»	137.639	»	138.671	»	139.527	»
134.903	opp.	135.606	»	136.432	»	137.642	»	138.720	»	139.533	»
134.945	1953	135.724	»	136.438	»	137.643	»	138.728	»	139.543	»
134.951	»	135.725	»	136.484	»	137.680	»	138.730	»	139.594	»
134.961	»	135.738	»	136.486	»	137.739	»	138.849	»	139.697	»
134.989	»	135.761	»	136.655	»	137.786	»	138.855	»	139.771	»
134.994	»	135.768	»	136.718	»	137.817	»	138.859	»	139.792	»
135.012	»	135.772	»	136.786	»	137.892	»	138.889	»	139.794	»
135.019	»	135.783	»	136.953	»	137.900	»	138.900	»	139.878	»
135.172	»	135.844	»	136.948	»	137.923	»	138.931	»	139.963	»
135.140	»	135.847	»	136.978	»	138.020	»	138.944	»		
135.181	»	135.862	»	137.028	»			138.977	»		

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement 1920 (24e et 14e tirages), coupon 49, avril 1921.
— 1921 (25e et 15e tirages), — 51, — 1922.
— 1922 (26e et 16e tirages), — 53, — 1923.
— 1923 (27e et 17e tirages), — 55, — 1924.
— 1924 (28e et 18e tirages), — 57, — 1925.
— 1925 (29e et 19e tirages), — 59, — 1926.
— 1926 (30e et 20e tirages), — 61, — 1927.
— 1927 (31e et 21e tirages), — 63, — 1928.
— 1928 (32e et 22e tirages), — 65, — 1929.
— 1929 (33e et 23e tirages), — 67, — 1930.
— 1930 (34e et 24e tirages), — 69, — 1931.
— 1931 (35e et 25e tirages), — 71, — 1932.
— 1932 (36e et 26e tirages), — 73, — 1933.
— 1933 (37e et 27e tirages), — 75, — 1934.
Remboursement 1934 (38e et 28e tirages), coupon 77, avril 1935.
— 1935 (39e et 29e tirages), — 79, — 1936.
— 1936 (40e et 30e tirages), — 81, — 1937.
— 1937 (41e et 31e tirages), — 83, — 1938.
— 1938 (42e et 32e tirages), — 85, — 1939.
— 1939 (43e et 33e tirages), — 87, — 1940.
— mars 1948 (44e et 34e tirages), — 103, — 1948.
— août 1948 (45e et 35e tirages), — 104, oct. 1948.
— oct. 1948 (46e et 36e tirages), — 105, avril 1949.
— 1949 (47e et 37e tirages), — 107, — 1950.
— 1950 (48e et 38e tirages), — 109, — 1951.
— 1951 (49e et 39e tirages), — 111, — 1952.
— 1952 (50e et 40e tirages), — 113, — 1953.
— 1953 (51e et 41e tirages), — 115, — 1954.

Société anonyme des Forges et Laminoirs de Saint-Amand

CAPITAL: 93 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: SAINT-AMAND (NORD)
R. C.: Valenciennes n° 325.

Obligation 4 0/0 1945.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 40 obligations qui lui sont nécessaires pour faire face à l'amortissement prévu pour le 1er septembre 1953.

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

SOCIETE FONCIERE PARISIENNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 240.000 F
SIÈGE SOCIAL: 37, RUE DE ROME, A PARIS (8e)
R. C.: Seine 235136 B.

Avis aux porteurs d'obligations 5 1/2 0/0 1930 de 1.000 F.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a décidé de rembourser par anticipation, le 1er décembre 1953, la totalité de ses obligations 5 1/2 0/0 1930 de 1.000 F restant en circulation.

En conséquence, ces obligations cesseront de porter intérêts à dater du 1er décembre 1953. Leur remboursement sera effectué au taux net de 999 F aux guichets des établissements ci-après, ainsi que dans leurs sièges, succursales et agences en France:

Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, à Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, à Paris;
Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris;
Banque de l'union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, à Paris;
Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris;
Union industrielle de crédit, 8, rue Lamennais, à Paris.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 21 août 1953, le président du tribunal de première instance de Saverne a donné mainlevée du séquestre placé sur les biens, droits et intérêts appartenant à la société Trofestag, fabrique d'outillage à Mutzig (Bas-Rhin), ordonnance de mise sous séquestre du 19 mars 1945.

AVIS DIVERS

Société anonyme des Manufactures des Glaces et Produits Chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4 946.130.000 F
SIÈGE SOCIAL: 1 *bis*, PLACE DES SAUSSAIES, PARIS
Registre du commerce: Paris n° 98286.

Les obligations 4 0/0 de 5.000 F nominal, émises en novembre 1913, numéros compris entre 1 et 30000, dénuniés de coupons et restant en circulation, seront échangées, titre pour titre, avec conformité de numéros, contre de nouvelles obligations 4 0/0 de 5.000 F nominal, coupon annuel n° 21, à l'échéance du 20 mai 1954 et suivants attachés.

Cet échange s'effectuera à partir du 1er octobre 1953 aux guichets des sièges et agences en France des établissements suivants:

Crédit lyonnais;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Crédit industriel et commercial;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.

Emprunt 5 °/₀ 1910 du Gouvernement Chérifien

Les porteurs d'obligations de l'emprunt 5 0/0 1910 du gouvernement chérifien sont informés que le service semestriel de cet emprunt au 1er octobre 1953 sera assuré sur la base de la peseta espagnole au cours du change du franc au marché libre de Madrid le jour de l'échéance.

Ce cours sera porté à leur connaissance, le moment venu, par les guichets payeurs.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Gaston-Jean-Paul Bernheim, dit Berneuil, ingénieur, de nationalité française, né à Trieste le 11 juillet 1910, demeurant à Clichy (Seine), 31, allées Gambetta, dépose auprès du garde des sceaux une requête à l'effet de substituer, tant pour lui que pour ses enfants mineurs: Philippe-Bernard, né à Paris (8e) le 25 novembre 1949; Jean-Charles, né à Paris (8e) le 5 décembre 1951, et Alain-Jacques, né à Paris (8e) le 25 février 1953, le nom de Berneuil à son nom patronymique.

M. Levy (André-Joseph), né à Saverne (Bas-Rhin) le 16 mars 1927, domicilié à Paris, 26, rue Belgrand, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, Pierre-Marcel, né le 7 mai 1952 à Paris, et au nom de tous enfants à naître, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Varron.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 septembre 1953: page 8027, 1re colonne, 1re insertion, Mlle Kacenelenbogen, au lieu de: « Cassin », lire: « Cassain ».

AVIS D'ADJUDICATIONS

Préfecture de la Moselle.

PONTS ET CHAUSSÉES

Reconstruction d'ouvrages d'art.

ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé en séance publique par le préfet de la Moselle, assisté des autres membres du bureau de l'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef du service ordinaire des ponts et chaussées de la Moselle, dans les formes réglementaires, à l'adjudication sur soumission cachetée des travaux de reconstruction du pont sur l'Orne, à Gandrange (pont en béton armé).

Battage et arrachage de palplanches	210 m²
Fouilles d'ouvrages d'art	500 m³
Béton ordinaire	335 m³
Béton armé	250 m³
Parements	2.224 m²
Armatures pour béton armé	51.215 kg
Acier laminé	6.320 kg

Cautionnement provisoire: néant.
Cautionnement définitif: 400.000 F.

L'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe de l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales seront adressées franco à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 10, rue de l'Esplanade, à Metz, et elles devront lui parvenir avant le 19 septembre 1953 à seize heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication, à la préfecture de la Moselle. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date d'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été acceptée.

III. — *Communication des pièces du projet.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés, ainsi que les samedis après-midi:

1° Dans les bureaux de la préfecture (3e division, 4e bureau, chambre 83), de neuf heures à onze heures et de quinze heures à dix-sept heures;

2° Dans les bureaux de M. Morel, ingénieur des ponts et chaussées, arrondissement Nord, à Metz (quai Richepanse, ancienne infirmerie de garnison).

Metz, le 1er septembre 1953.

Le préfet de la Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général délégué,
E. JUNG.

Préfecture du Morbihan.

PONTS ET CHAUSSÉES

Reconstruction des accès du Pont-Lorois sur la rivière d'Etel (pont suspendu), route nationale n° 781 (communes de Plouhinec et Belz).

ADJUDICATION RESTREINTE

A VANNES, en l'hôtel de la préfecture.

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé en séance publique, par le préfet du Morbihan, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département, dans les formes réglementaires, à l'adjudication, sur soumission cachetée, des travaux de reconstruction des accès du Pont-Lorois sur la rivière d'Etel (R. N. n° 781, communes de Plouhinec et Belz), comprenant:

Les déblais et démolitions nécessaires à l'exécution du nouvel ouvrage;

La construction des culées;

L'élargissement des viaducs d'accès sur une longueur totale de 461,25 m, partie par encorbellement en béton armé, partie par enrochements à talus extérieurs de 2 pour 3.

Montant du cautionnement définitif: 1.000.000 de francs.

L'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires.

Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Demandes d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, seront adressées à M. de Brun, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Vannes, 8, rue du Commerce, où elles devront lui parvenir avant le vendredi 25 septembre 1953, à seize heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

II. — *Instructions des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs, tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture (4e division), de dix heures à douze heures et de quatorze heures à seize heures, sauf le samedi après-midi;

2° Dans les bureaux de M. Bertin, ingénieur ordinaire, 8, rue du Commerce, à Vannes, de neuf heures à midi et de quatorze heures à dix-huit heures, sauf le samedi après-midi.

Un programme sommaire résumant l'objet de l'entreprise, la description des travaux accompagné de croquis très sommaires indiquant le plan général des travaux et les dispositions d'ensemble des principaux ouvrages, sera envoyé aux entrepreneurs et aux personnes intéressées qui en feront la demande à l'ingénieur en chef.

Fait à Vannes, le 20 août 1953.

Le préfet du Morbihan,
Signé: G. PHILIPSON.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

20 juillet 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Briançon. **Saint-Guillaume-Boule.** But: société sportive bouliste du jeu provençal. Siège social: café de la Gare, Montdauphin.

1er août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Association des Castors bellerivois.** But: permettre aux Castors, en dehors de leur activité professionnelle, de travailler eux-mêmes à la construction de leur maison. Siège social: hôtel de ville de Bellerive-sur-Allier.

14 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Montargis. **Société de chasse de Préfontaine.** But: améliorer la chasse, protéger les récoltes contre les chasseurs et les chiens, détruire les animaux nuisibles et réprimer le braconnage. Siège social: mairie de Préfontaine.

17 août 1953. Déclaration à la préfecture de la Seine. **Amicale des anciens du centre Jean Moulin.** But: venir en aide aux stagiaires nécessiteux à leur sortie du centre, créer à l'usage de ses membres un centre d'accueil avec service médical. Siège social: 21, rue Saint-Guillaume, Paris.

18 août 1953. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Association locale des aides familiales rurales de Juvigny-sous-Andaine.** But: aider matériellement et moralement la mère de famille du milieu rural dans sa tâche au foyer, notamment celle qui a de jeunes enfants, en lui procurant le concours d'aides familiales rurales; prendre en charge, assurer la responsabilité et pourvoir aux besoins matériels et moraux de ces aides familiales. Siège social: la Roserie, Juvigny-sous-Andaine.

19 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Tlemcen. **Amicale des sapeurs-pompiers de Nemours.** But: subvenir aux frais des fêtes et concours ayant pour but le perfectionnement de l'instruction du corps, à certaines manifestations corporatives et sportives et secourir les sapeurs-pompiers nécessiteux. Siège social: mairie de Nemours.

20 août 1953. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Groupement d'entente.** But: société de chasse. Siège social: café Dauvier, la Selle-Guerchaise.

21 août 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Club des pilotes des 24 heures du Mans.** But: rassemblement des pilotes ayant participé aux 24 heures du Mans et de tous ceux qui ont contribué à l'organisation de l'épreuve. Siège social: 65, avenue d'Iéna, Paris.

22 août 1953. Déclaration à la préfecture de Chambéry. **Société de chasse Saint-Hubert de Saint-Genix-Champagneux.** But: destruction des nuisibles et protection du gibier. Siège social: café Pichat, à Saint-Genix-sur-Guiers.

23 août 1953. Déclaration à la préfecture du Cantal. **Société de chasse de la commune de Senezergues.** But: réglementation locale de la chasse et repeuplement en gibier. Siège social: mairie de Senezergues.

24 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoire. **Amicale des chasseurs de Flat.** But: protection du gibier qui se trouve sur le territoire de la commune; destruction des nuisibles. Siège social: mairie de Flat.

26 août 1953. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Foire-exposition vosgienne, agricole, artisanale, commerciale, industrielle.** But: organisation des foires-expositions, fêtes, manifestations locales de tous ordres, destinées à stimuler le tourisme, le commerce, l'artisanat, l'agriculture et l'industrie. Siège social: 11, place Edmond-Henry, Epinal.

27 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. **Cercle éducatif sportif Saint-Martin-de-Vendhuile.** But: promouvoir, soutenir et favoriser toutes les œuvres scolaires et postscolaires d'enfants, jeunes gens et jeunes filles de la paroisse de Vendhuile. Siège social: salle paroissiale, Vendhuile.

28 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Oloron. **Moto-Club de la Soule.** But: développement du sport motocycliste. Siège social: café des Allées, Mauléon.

28 août 1953. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Société cycliste suzeraine.** But: pratique du cyclisme. Siège social: hôtel du Lion-d'Or, faubourg Saint-Michel, la Suze.

29 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Senlis. **Union d'entr'aide aux vieillards de Pont-Sainte-Maxence.** But: aider les vieillards nécessiteux. Siège social: mairie de Pont-Sainte-Maxence.

31 août 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. **La Saint-Hubert.** But: protection du gibier, repeuplement, lutte contre le braconnage sur le territoire de la commune de Neuvilly et territoires limitrophes. Siège social: café du Bureau de tabacs, Neuvilly.

1er septembre 1953. Déclaration à la préfecture de l'Aisne. **Société de chasse de Marle.** But: protection du gibier, notamment par la création de réserves, la répression du braconnage, la protection des animaux utiles à l'agriculture et la destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Marle.

1er septembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Flour. **La Saint-Hubert de Courdièges.** But: répression du braconnage; repeuplement du gibier; destruction des nuisibles; amélioration de la chasse. Siège social: mairie de Courdièges.

2 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. **Amicale laïque de Viviers.** But: diffuser la pensée laïque et défendre les institutions laïques existantes; prolonger l'œuvre scolaire en promouvant l'éducation populaire. Siège social: école publique de filles de Viviers.

3 septembre 1953 Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. **Association locale des aides familiales rurales de Saint-Martin-la-Sauveté.** But: aide aux familles. Siège social: mairie de Saint-Martin-la-Sauveté.

4 septembre 1953 Déclaration à la préfecture du Rhône. **Les Castors de Saint-Irénée.** But: favoriser les constructions de logements, quartier Saint-Irénée, à Lyon. Siège social: 37, rue de la République, Lyon.

4 septembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse **Amicale bouliste de la Croisette.** But: pratique du sport bouliste. Siège social: la Pergola, place de l'Etang, Cannes.

4 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de Poitiers. **Association de chasse « La Joannette ».** But: développement du gibier; destruction des nuisibles; répression du braconnage. Siège social: château de Cersigny, Vivonne.

5 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. **Jasmin d'argent.** But: développement de la poésie et plus spécialement celle de la Gascogne et l'édition et la diffusion des œuvres de ses membres. Siège social: 1, rue Floirac, Agen.

8 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de Loir-et-Cher. **Amicale des directeurs régionaux et agents généraux de la participation.** But: union des membres de l'association; sauvegarde de leurs intérêts moraux et matériels. Siège social: 69, rue du Foix, Blois.

9 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Boule amicale du Champrond.** But: sport boules. Siège social: 19, rue du Champrond, Saint-Etienne.

9 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Olympique de Saint-Chamond.** But: pratique des sports. Siège social: café Ici ou LA, 43, cours Montgolfier, Saint-Chamond.

11 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Cercle d'escrime orangeois.** But: pratique de l'escrime. Siège social: Cristal Bar, boulevard de la Meyne, Orange.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

26 août 1953. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 5 septembre 1953.) **Association du jardin d'enfants de l'Organisation des Nations Unies,** à Paris. But: établir et gérer un jardin d'enfants fondé dans un esprit de coopération internationale. Siège social: 19, avenue Kléber, à l'U. N. E. S. C. O., Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.